

Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire
(fondée sur le programme historique de la IV^e Internationale)

N° 8, été 2011 — 1,5 € (soutien : 2 €)

Après Tunis, Le Caire et Damas, la révolte gronde à Athènes et Madrid



Rassemblement place de Syntagma à Athènes



Rassemblement à la Puerta del Sol à Madrid

Combattons pour un programme révolutionnaire !

**Vive la mobilisation
révolutionnaire de
la jeunesse et des
travailleurs dans
tous les pays arabes
(p. 29)**

**La leçon de
Fukushima :
Sortir du nucléaire
et du capitalisme
(p. 47)**

**Conférence
nationale du NPA :
Pour une campagne
anticapitaliste et
révolutionnaire !
(p. 19)**

Après Tunis, Le Caire et Damas, la révolte gronde à Athènes et Madrid

Combattons pour un programme révolutionnaire !

L'accentuation de la crise des dettes publiques et l'ampleur des processus révolutionnaires dans les pays arabes produisent leurs effets en Europe. À Athènes, à Madrid, à Barcelone et dans d'autres villes européennes, la population se rassemble massivement pour crier sa défiance à l'égard du système et des politiciens qui le servent, en se servant au passage.

Depuis la mi-mai, les « *indignados* » madrilènes campent illégalement dans le village alternatif planté sur la *Puerta del Sol*, dans un parallèle saisissant avec la mobilisation *Place Tahrir* en Égypte. Transformant la place en village autogéré avec ses propres cantines gratuites, son stand d'information juridique, son infirmerie, sa garderie pour enfants, les milliers d'indignés dénoncent la crise, les coupes budgétaires, le chômage (40% des jeunes de moins de 35 ans en subissent les affres). Les politicards et les plomitifs des grands médias les appellent « *la Génération Ni-Ni* » (qui n'étudie, ni ne travaille) montrant combien leur arrogance et leur mépris sont grands vis-à-vis de cette jeunesse sans avenir. Les plans d'austérité mis en place par le « socialiste » Zapatero suscitent colère et révolte, et *la Puerta del Sol* gronde de « *el pueblo unido jamas sera vencido* ». Pour le moment, la classe ouvrière d'Espagne, dont la combativité est faible, mais qui avait réalisé une grève interprofessionnelle très suivie en septembre, ne suit pas massivement la jeunesse, mais reste encadrée par des bureaucraties syndicales extrêmement intégrées. Mais, par leur auto-organisation et leurs revendications politiques et sociales élevées, les jeunes d'Espagne montrent la voie aux jeunes et aux classes ouvrières de toute l'Europe, où ils ont fait entrer le vent frais de la révolte arabe.

Alors que le patron du FMI se trouve sous les verrous, les Grecs reprennent le chemin de la lutte où ils s'étaient puissamment engagés l'année dernière¹, cherchant à se libérer du carcan des politiques d'austérité et des plans de semi-colonisation de leur pays par la « troïka » européenne (UE, FMI, BCE).

Les travailleurs, la jeunesse, les retraités n'en peuvent plus des attaques, dont on espère que ce seront les dernières, mais qui se succèdent à un rythme effréné. Alors que les bureaucraties syndicaux cherchent à contenir la colère des travailleurs avec des journées de grève dispersées (une dizaine depuis un an), les Grecs cherchent la voie qui leur permettrait de stopper la spirale régressive qui les entraîne dans la misère. Faisant écho à la mobilisation espagnole, des centaines de milliers de grecs convergent sur les principales places du pays. Dimanche 5 juin, ce sont environ 250 000 personnes qui ont conflué sur la *Place de Syntagma* à Athènes, pour vomir la politique commune du parti « socialiste » au pouvoir et de l'opposition de droite. Nous n'en avons eu aucun écho dans les grands médias français : censure d'un système absurde qui pense qu'il pourra tenir longtemps en abrutissant les gens à coups de faits divers ou de petites phrases commentées à l'infini. Comme en Espagne, et plus profondément qu'en Espagne car cela intervient après plus d'un an de luttes et de grèves, avec une bien plus forte mobilisation des prolétaires, le mouvement s'auto-organise, avec à Athènes une Assemblée populaire quotidienne à 21h et la tenue de très nombreux débats, dont la richesse contraste avec la vacuité des programmes télévisuels.

Les communistes révolutionnaires doivent bien sûr intervenir dans ces processus naissants d'auto-organisation, pour y apprendre et y contribuer. Les AG et les débats ne peuvent suffire à faire vaciller le pouvoir. Sans projet politique alternatif, le mouvement est condamné à refluer et les travailleurs à sombrer dans la désespérance qui fait le lit de tous les démagogues, comme on le voit avec la montée du FN en France (cf. l'article de Tomazo Kafliyov). Il est frappant de constater qu'en Espagne ou au Portugal, la défiance à l'égard des politiciens bourgeois ne profite pas aux « antilibéraux », considérés comme parties prenantes du système. Le « *Bloc de gauche* » portugais s'effondre de 10 à 5%, incapable de rassembler les travailleurs révoltés autour d'un projet de rupture anticapitaliste concret. Ses mots d'ordre n'ont aucune crédibilité,

non pas parce qu'ils seraient trop « radicaux », mais parce qu'ils sont désincarnés, vaguement articulés à un programme de réforme des institutions auquel personne ne croit (à juste titre) et s'accompagnant d'un parfait opportunisme, comme le vote du plan européen d'austérité imposé à la Grèce l'an passé².

Alors que débat fait rage, à l'intérieur du NPA, autour de notre stratégie politique à la veille des échéances électorales de 2012, le « *Bloc de gauche* » montre la voie à ne pas suivre. Il est central d'expliquer que sortir de la crise, tout en restant dans le capitalisme, implique nécessairement une immense dévalorisation de capital constant (machines) et de capital variable (salaires), c'est-à-dire des conséquences terribles pour les travailleurs (cf. les articles de Gaston Lefranc). Les réformistes qui nous font miroiter la promesse d'un « *New Deal* », c'est-à-dire d'un capitalisme à visage humain, trompent complètement les travailleurs, en oubliant de préciser qu'une forme de « *New Deal* » n'a été possible, pendant les « *Trente Glorieuses* », qu'à la suite des destructions de capital engendrées par la *Grande Dépression* et la guerre.

La seule issue favorable aux travailleurs est celle de leur propre gouvernement, en rupture avec les institutions de la bourgeoisie, seul capable de changer la vie en renversant le capitalisme. C'est sur la base de cette stratégie révolutionnaire, en mettant en discussion les premières mesures que devrait prendre un gouvernement révolutionnaire et en intervenant activement dans la lutte des classes, pour l'auto-organisation des travailleurs, contre la politique de collaboration de classe des directions syndicales et réformistes, que nous pourrons construire le parti avec les travailleurs les plus avancés qui cherchent une issue. C'est le sens du combat de la Tendance CLAIRE pour une grande tendance révolutionnaire du NPA, pour que le NPA se construise en priorité dans la classe ouvrière et la jeunesse et se dote d'un programme clairement révolutionnaire.

¹ Cf. *Au CLAIR de la lutte* n° 6, <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=178>

² Cf. *Au CLAIR de la lutte* n° 7, <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=208>

Série de grèves partiellement victorieuses. Vive les luttes des travailleurs !

Pendant que les médias nous abreuvent de tous les menus détails de l'affaire DSK, des faits divers habituels, du festival de Cannes et autres marronniers, les luttes des travailleurs sont une fois de plus passées sous silence. Celui qui s'informe auprès des grands médias bourgeois aura sans doute l'impression qu'aujourd'hui, en France, tout est tranquille. Pourtant, c'est loin d'être le cas. Dans le privé en particulier, les grèves sur les salaires se multiplient. Mais les anonymes qui luttent contre l'exploitation et imposent à leur patron des reculs par l'action collective n'ont pas le droit aux honneurs du journal de 20h. Pourtant, ce sont eux, qui sans bruit, peu à peu, dans les profondeurs de la société, sont en train, au travers de batailles dispersées de se préparer ainsi aux grands affrontements que la poursuite de la crise capitaliste rend inévitables.

Séries de grèves dans le groupe Carrefour

Le 9 avril dernier, une grève très suivie dans les hypermarchés *Carrefour* avait abouti à une augmentation des salaires de 2% au 1er mars, une prime de 200 euros nets et une hausse de sept à 10% de la remise sur tous les achats dans l'enseigne.

Le 14 mai, les salariés d'Haillicourt (Pas de Calais) ont débrayé pour faire pression sur les NAO (négociations annuelles obligatoires) qui ont débuté le 18 mai au niveau national. Ils revendentiquent des tickets-restaurants, l'augmentation des effectifs, la transformation des temps partiels en temps complets, la rémunération des *Carrefour Market* alignée sur celles des *Hyper Carrefour*.

Fin mai, dans la branche logistique (*Logidis-Comptoirs modernes*), qui compte 6000 salariés, une mobilisation lancée à l'appel de FO, de la CGT et de la CFDT (avec plusieurs sites en grève reconductible : Carpiquet, Plouflagan...) a abouti à un protocole actant une augmentation de salaires de 2%, une prime de 200 euros versée en juin, un étalement sur 3 mois des jours de grève et la garantie qu'il n'y ait aucune sanction contre les grévistes.



Source : photo AFP

Vendredi 3 et samedi 4 juin, et pour deux jours, ce sont les salariés des 600 *Carrefour Market* (soit environ 32 000 personnes) qui étaient appelés à cesser le travail.

Logistique alimentaire Intermarché (Drôme, 26)

La LIT (logistique Intermarché) a été condamnée par la cour d'appel de Grenoble à indemniser 16 travailleurs et à en réintégrer 6 licenciés en 2007 pour fait de grève. Ils recevront l'équivalent du salaire qu'ils auraient perçu s'ils n'avaient pas été licenciés et une indemnité à titre de dommages et intérêts.



<http://sudouest.fr>

Journée d'action nationale dans les magasins Auchan

La CGT a appelé, vendredi 3 juin, à une journée d'action nationale, dans tous les établissements et entrepôts du groupe *Auchan*, en réponse au mépris de la direction qui propose 1,5 % de revalorisation (dont 0,3% est une régularisation de 2010) des salaires pour l'année 2011. La CGT dénonce notamment les premiers niveaux de la grille de salaire autour du SMIC profitant ainsi des exonérations de charge sur ces bas salaires.

Grève chez Otis

Otis France est une filiale du groupe américain *United Technologies Corporation* et gère en France un parc de plus de 160 000 ascenseurs. Les grévistes, qui ont débuté leur mouvement le 27 mai en province et le 30 à Paris, réclament 100 euros ou 5% d'augmentation pour tous. La direction avait prévu à compter du 1^{er} juin des augmentations variant entre 1,2% et 2,4% pour les salaires supérieurs à 1 800 euros et entre 1,5% et 3,4% pour les salaires inférieurs à 1 800 euros.



Alors que la suspension de la grève avait été décidée mercredi 1^{er} juin au soir par l'intersyndicale (FO, CGT, CFTC et CFDT), un nouveau vote a eu lieu vendredi 3 juin, débouchant sur la reprise de la grève qui s'est poursuivi le week-end. La grève est suivie à plus de 50% par les 5 500 salariés du groupe.

5 jours de grève à *TRW Automotive* (site de Longvic)

L'usine de Longvic (Côte d'Or, 21) créée en 1992 produit des valves hydrauliques de direction assistée et fabrique depuis 2008 des capteurs électriques. Elle compte actuellement 165 salariés et appartient au groupe américain *TRW Automotive*, leader en développement et en fourniture de systèmes de sécurité, représentant plus de 63 000 salariés dans le monde, 185 implantations dans 26 pays.

Dans le cadre des NAO, et face à l'intransigeance patronale qui ne proposait que 3% d'augmentation, les travailleurs sont rentrés en grève le 8 avril majoritairement pour une augmentation de salaire de 5%. Le 13 Avril, un accord est signé avec des augmentations de :

- 3% au 1er janvier avec effet rétroactif et 1% au 1er avril pour le premier collège ;
- 3% au 1er janvier pour le deuxième collège ;
- 20% sur la "prime de panier".

Grève pour 4% d'augmentation à *Cefam-Atlas* (Saintes)



Source : <http://www.sudouest.fr>

Un conflit portant sur les salaires et le remplacement des départs en retraite a éclaté lundi 5 avril dans cette entreprise spécialisée dans la conception et la fabrication de tables et plates-formes élévatrices, montecharge. Elle emploie quelque 80 ouvriers. Il est dû à l'échec de la NAO.

Les travailleurs revendiquaient une revalorisation de 4 %, la direction n'en proposant que 1 %. Face à leur détermination, le mardi 6, la

direction a avancé une hausse globale des salaires de 3%, conditionnant une partie (0,7%) à des objectifs commerciaux et individuels.

Les travailleurs ont refusé dans un premier temps et ont reconduit leur mouvement jusqu'au lundi 12 avril, où ils ont fini par accepter la proposition de la direction.

De 35 à 70 euros d'augmentation à *Auto-distribution* (Puy de Dôme)

Les salariés du Groupe *Auto-Distribution* (Puy-de-Dôme) – équipementier automobile – en grève pendant six jours en mars dernier, ont gagné une augmentation des salaires de 70 € pour les salaires inférieurs à 1 700 € brut, de 35 € pour ceux entre 1 700 et 2 400 € brut, le paiement de la moitié des jours de grève, et l'étalement des 3 jours restants sur 3 mois.

du rapport de force avec lui. En leur totale défaveur. Conclus pour une semaine, renouvelés au gré des besoins « sans formalités ni prévenance », ils sont prévus pour les « extras », à savoir le « surcroît d'activité lié aux rénovations ». Aucune protection n'est prévue, si ce n'est le tarif horaire brut de 9,90 euros, égal au Smic en vigueur, « y compris l'indemnité de congés payés », précise le contrat. En situation irrégulière, ces huit capverdiennes n'en sont pas moins des travailleuses. Et à ce titre bénéficient de droits.



Femme de ménage d'Arcarde/accor en lutte
Source : <http://www.peupleetculturecantal.org/>



Source : <http://www.cgt63.fr/commerce/topic/index.html>

Exploitées, humiliées chez *Pierre et Vacances*

Cela ne se passe au *Sofitel* de New-York mais dans un « hôtel-résidence » *Pierre & Vacances* aux alentours de Cannes dans les Alpes-Maritimes. Des femmes de chambre, qu'habituellement personne ne remarque. Ni les clients, ni leurs employeurs, tant elles sont « discrètes ». Invisibles plutôt. Femmes, noires, sans papiers, pas qualifiées, parlant mal le français, l'écrivant encore moins, elles cumulent les risques de discrimination dans une relation au travail. Elles sont chargées du nettoyage du lieu, frottent, récurrent, époussettent. Les chambres, les lits, les salles de bain, mais aussi la vaisselle. Les contrats qui les lient au « directeur du site » sont à l'image

Soutenues par la CGT, elles ont fait grève 9 jours fin mai pour réclamer non seulement leur régularisation mais aussi la requalification de leur contrat en CDI. Elles sont employées comme des bonnes à tout faire depuis plusieurs années, elles enchaînent ces contrats hebdomadaires, alors qu'elles travaillent en permanence environ 35 heures par semaine.

Après 9 nuits d'occupation de leur lieu de travail, ces salariées ont obtenu la requalification des emplois en CDD temps plein ou temps partiel, et une garantie d'emploi jusqu'en septembre 2013. Enfin une attestation de dépôt de demande de régularisation sera décernée pour favoriser la recherche d'emplois complémentaires.

200 euros d'augmentation de salaire à *Metalarc* (Belloy en France)

Une belle victoire pour les travailleurs de *Metalarc* à Belloy-en-France Val-d'Oise puisque la seule annonce de la grève a suffi à l'ouverture des négociations : sur l'augmentation des salaires, le

versement d'un 13e mois, l'amélioration des conditions de travail.

Résultats obtenus le 10 mai suite à l'initiative engagée par la toute nouvelle section CGT du site : une augmentation générale des salaires de 100 € net à compter du 1er avril puis 200 € net à compter du 1er mai ; le versement d'une prime annuelle de 800 € versée en juin et décembre. Les augmentations de salaire et la prime gagnées représentent, suivant les salariés, un gain de 10 à 20 % mensuels.

Grève dans l'entreprise de transport *Tas Setram*

Basée à Saint-Orens (Haute Garonne), *Tas Setram* est une entreprise de transport régionale et nationale. L'activité principale de *Tas Setram* concerne le recyclage de palettes. Le logo de l'entreprise est un éléphant bleu d'où le slogan des grévistes : « *Vous avez contribué à le nourrir. Aujourd'hui, on lui mange une patte.* » Car depuis le 16 mai, 11 conducteurs sur 16 se sont mis en grève, à l'appel de FO, pour « *faire valoir leurs revendications salariales et l'application sans condition des règles élémentaires du code du travail et du décret qui régit le transport routier.* ». Le délégué du personnel FO, Thierry Mélix, explique ainsi : « *Il ne respecte rien. il nous doit des congés payés, des heures sup, des repos compensateurs. Soit environ 2 000 € à 3 000 € par an.* »



Les salariés ont un atout dans leur poche : le client du patron (CHEP, leader mondial de l'emballage, 300 millions de palettes en Europe) fait aussi pression sur le patron pour

qu'il cède car il n'a aucun autre fournisseur pour la distribution et la collecte de ces palettes sur tout le grand Sud-Ouest...

Augmentations de salaires obtenus par les salariés de *Continental*

Les salariés des trois usines (en Midi Pyrénées) de l'équipementier automobile allemand *Continental* ont repris le travail le 18 mai après neuf jours de grève, avec 2,4% d'augmentation salariale, avec un « talon » (hausse minimale) de 50 euros. Ils ont de plus fait échec pour la troisième fois à un plan de réduction du coût du travail en échange d'une garantie de maintien de l'emploi.



Source : AFP

Grève totale des abonneurs de *L'Humanité* depuis 4 semaines



La une de *L'Humanité* à la mort de Staline

La direction du journal *L'Humanité* veut imposer aux salariés chargés de recueillir les abonnements une dégradation de leurs conditions de travail et de leur rémunération par la modification unilatérale de leur contrat de travail. Depuis 4 semaines, 90% de ces salariés sont engagés dans la grève (reconduite

chaque jour en AG), exigent leur rattachement au journal, et occupent le siège du journal à Saint-Denis.

La direction de ce journal (« communiste ») oppose à ces salariés une fin de non recevoir. Elle se comporte comme les pires des patrons, en menaçant les grévistes de licenciement économique, voire de la fermeture pure et simple de leur structure.

Grève reconductible à la clinique toulousaine *Saint-Jean Languedoc*

Une centaine de salariés toulousains de cette clinique sont en grève (avec mise en place d'un piquet de grève) depuis le 31 mai. Employés par le prestataire de soins privés *Capio*, ils protestent contre la dégradation des conditions de travail et demandent de meilleures conditions salariales.



Source : http://www.ladepeche.fr

Les grévistes réclament une hausse salariale mensuelle de 100 € nets pour l'ensemble des 450 employés de la clinique.

Jean Veymont

**TRAVAILLEURS EN LUTTE,
NOUS VOUS INVITONS
A NOUS Ecrire,
A NOUS FAIRE CONNAÎTRE
VOS LUTTES,**

**NOUS DIFFUSERONS
VOS INFORMATIONS !**

Email:
tendanceclaire.npa@free.fr

Téléphone: 06 64 91 49 63

Gaz de schiste : Une bataille financière mondiale d'ampleur inédite et une nouvelle catastrophe pour l'environnement

Dans quelques décennies, le gaz et le pétrole seront des denrées rares. Sachant que les caprices économiques des capitalistes se conjuguent à une incurable myopie écologique, le gaz de schiste est pour les compagnies pétrolières comme les gouvernements la solution pour nos sociétés énergivores. Le paradoxe est que son exploitation pourrait assurer une indépendance énergétique à la France, mais au prix d'un cuisant désastre environnemental. Ces perspectives suscitent pour les populations riveraines des gisements une grande inquiétude, surtout que la course aux gaz de schistes vient de commencer grâce à la complicité du gouvernement.

Dans la législation française, le sous-sol appartient à l'État et c'est le gouvernement qui attribue son exploitation aux compagnies pétrolières et minières sous la forme d'un titre minier. Avec ce titre, la compagnie peut exploiter le sous-sol, mais aussi utiliser les terrains de surface même sans l'autorisation du propriétaire. Il n'y a donc aucune limite pour les majors pétrolières d'exploiter et polluer sans vergogne puisque l'État, leur bras juridique et politique, le leur permet. S'il fallait démontrer que l'État est bien l'expression de la classe dominante, le gaz de schiste en serait un bon exemple puisque les institutions politiques garantissent et protègent les intérêts capitalistes.

Le gaz de schiste, c'est quoi ?

C'est du gaz naturel, emprisonné depuis des dizaines de millions d'années dans la roche dite de schiste. Il est qualifié de « non conventionnel » parce qu'au contraire du gaz naturel mieux connu, qu'on trouve dans de vastes réservoirs, celui-ci est coincé dans les interstices de la roche, à des milliers de mètres de profondeur, et

éparpillé dans des millions de petites bulles. Donc très difficile à atteindre. On en trouve à peu près partout. Les réserves mondiales représenteraient quatre fois les ressources de gaz conventionnel. De quoi, si on arrivait à les exploiter, changer la donne de la géopolitique liée aux énergies fossiles. Un enjeu faramineux et face auquel le souci environnemental ne pèse pas lourd. La révélation de tels gisements exploitables représente une manne considérable pour les pétroliers : du gaz dans le sous-sol d'un bout à l'autre de la planète, des milliers de milliards de mètres cubes en Europe, sept fois plus en Amérique du Nord et encore davantage en Asie et en Australie.



Alors pourraient s'ouvrir des décennies de gaspillage énergétique sans recours aux énergies alternatives et renouvelables, mais en faisant courir des risques environnementaux incommensurables à la planète

Pourquoi en parle-t-on soudain autant ?

Cet engouement est dû aux nouvelles technologies qui permettent d'aller le récupérer, ce qui n'était pas possible jusqu'alors. Avant, pour les magnats du gaz et du pétrole, la vie était facile : un forage vertical de quelques centaines de mètres jusqu'à une poche, et le gaz remontait tout seul à la surface. Avec l'explosion de la demande, ces gaz dits conventionnels sont de plus en plus

difficiles à trouver. Cette raréfaction a poussé les exploitants à creuser toujours plus loin et -plus profond... jusqu'à plus de 2000 mètres pour récupérer des micro-poches de gaz emprisonnées dans un mille feuilles de roches de schiste. Ces types de gaz sont dits non conventionnels parce qu'ils ne peuvent pas être exploités avec les modes de production classiques. Leur exploitation est rendue possible grâce à la technique de fracturation hydraulique des roches. Les gaz de schistes étant dispersés dans la roche imperméable, il est nécessaire de forer d'innombrables puits en fracturant la roche. Chaque puits exploitable ne l'est que brièvement, un suivant doit donc être foré quelques centaines de mètres plus loin, et ainsi de suite... À deux ou trois mille mètres de profondeur, la réunion des micro-poches à l'aide d'un explosif détonné pour chacune des brèches occasionne un véritable séisme. La fracturation se fait par un mélange d'eau en grande quantité, de sable et de redoutables produits chimiques propulsés à très haute pression (600 bars), méthode qui génère la remontée du gaz à la surface avec une partie du redoutable liquide de fracturation. Chaque fracturation nécessite quasiment 15 000 mètres cube d'eau (15 millions de litres !), un puits pouvant être fracturé jusqu'à 14 fois. La multiplication des forages et des réseaux de pipelines affectent gravement les paysages. Il peut y avoir un puits tous les 500 mètres.

Ces nouvelles techniques d'extraction sont-elles fiables ?

Certainement pas car la plupart des données proviennent de l'industrie pétrolière et ne peuvent qu'être partielles, ce qui renforce les inquiétudes nées des précédents étatsuniens. Elles viennent de la possibilité que, en fracturant la

roche, une partie du gaz et des produits chimiques ne s'échappe pas uniquement par le puits du prospecteur, mais aussi dans le sous-sol, atteignant ainsi les nappes phréatiques. C'est ce qui s'est produit en Pennsylvanie en 2008-2009 : puits contaminés, eau devenue impropre à la consommation en plusieurs endroits. Un puits a même explosé en juin 2009, répandant du gaz et de l'eau contaminée (du carburant diesel, du benzène et des solvants industriels.)



Source: <http://unjourunephoto365.wordpress.com/>

Loin des ambitions affichées par le Grenelle de l'environnement

Depuis le début du printemps, le géant pétrolier français *Total* et le Texan *Schuepbach* étaient libres d'explorer 9672 km² dans le Sud de la France. Signés par Borloo, trois permis exclusifs de recherche (Montélimar, Nant, Villeneuve de Berg) permettaient à *Total*, *GDF-Suez* et *Schuepbach Energy* d'y creuser pour évaluer la rentabilité d'exploitation des milliards de mètres cubes de gaz qui doivent s'y cacher. Il faut dire que ces nouveaux gisements représentent une manne considérable. Tout cela grâce à la technique révolutionnaire de fracturation hydraulique mise au point par le géant de l'armement texan, *Halliburton*.

Cette technique va à l'encontre des engagements arrêtés par le Ministère de l'Écologie qui pourtant signé l'attribution des permis. Le *Grenelle* doit, par exemple, protéger les sources d'eau potables et les écosystèmes sensibles. Il doit aussi réduire la gestion des émissions de gaz à effet de serre. Il doit enfin préserver les ressources aquifères et

donc le choix de la Drôme et de l'Ardèche pour ces exploitations était d'autant plus scandaleux que ces deux départements sont frappés d'une sécheresse endémique : les quantités d'eau à mobiliser sont incompatibles avec ce principe de préservation.

Mais *Total* a tout prévu : en cas de nuisances, la notice d'impact donne aux habitants « la possibilité d'introduire un dossier auprès du Mécénat *Total* pour des actions patrimoniales ou culturelles ». L'honneur est sauf !

Le couloir de la mort

Tel est le nom qui pourrait être donné à la vallée du Rhône puisque, en plus des permis qui ont été attribués aux vampires du pétrole, elle ne recèle pas moins de 5 centrales nucléaires qui font de cette région une Fukushima à la puissance 5. Tous sont des réacteurs à eau pressurisée (REP) sauf ceux de Marcoule qui sont des réacteurs à neutrons rapides (RNR). Une telle prolifération de potentialité mortifère explique que la population est très mobilisée contre bien sûr le gaz de schiste, mais aussi milite pour sortir du nucléaire.

La révolte gronde : NO GAZARAN



Source: <http://www.lexpress.fr/>

Depuis des mois, les opposants aux gaz de schiste réunis en comités et collectifs dans lesquels le NPA prend toute sa part se battent contre ces projets d'exploration de gaz et de pétrole de schiste. Sous la pression des mobilisations, la ministre Nathalie Kosciusko-Morizet a annoncé un moratoire. Fillon a déclaré le 13 avril, à l'Assemblée

Nationale « qu'il fallait tout remettre à plat » et « annuler les autorisations déjà données » ; « il y a des propositions de loi qui ont été déposées en ce sens, c'est la meilleure façon d'aller vite, le gouvernement les soutiendra ». Fillon a souligné qu'il « comprenait l'inquiétude "légitime" des Français sur ces projets d'exploration ». En même temps, a-t-il fait valoir, « je ne veux pas que nous fermions la porte à toute possibilité d'exploiter avec d'autres techniques demain ces gisements » qui permettraient demain d'accéder à de nouvelles ressources énergétiques ». L'examen, selon la procédure d'urgence, d'une proposition de loi en ce sens est prévu le 10 mai.

COLLECTIF DRÔME



contact@nonaugazdeschistedrome.org

Ces déclarations sont loin de rassurer les populations qui vivent dans ces périmètres. Elles promettent donc de ne désarmer qu'avec un renoncement ferme et définitif à ces hydrocarbures. Les manifestations se multiplient dans toute la France et la mobilisation ne se relâche pas. La première grande manifestation contre les gaz de schiste a eu lieu le 26 février 2011 à Villeneuve de Berg (Ardèche), rassemblant près de 20 000 manifestants.

Le 17 avril, 4 000 personnes ont manifesté à Donzère (Drôme), dont le maire n'est autre que le ministre de l'Énergie, Éric Besson. Après un pique-nique et des prises de parole, les militants se sont rendu à la mairie pour y déposer une motion qui a été glissée sous la porte, Besson étant absent. Les 17 et 18

avril, la mobilisation a rassemblé de près de 50 000 manifestants dans toute la France.

Pas d'écologie sans une société socialiste

Les écologistes, notamment le réseau *Sortir du nucléaire* sont souvent les initiateurs les plus radicaux de ces mobilisations, mais en oubliant que ce sont les ministres Verts de l'écologie qui ont délivré les permis et que des députés écologistes ont freiné pour l'obtention d'un moratoire (les députés européens Bové pour les Cévennes et Rivasi pour la Drôme). Sans en finir avec le capitalisme, la préservation de l'environnement ne

pourra pas être assurée, car la logique capitaliste pousse à produire toujours plus pour maximiser le profit. Le productivisme est consubstancial au capitalisme, et les écologistes pro-capitalistes ne pourront que panser les plaies de façon provisoire et dérisoire, tout en œuvrant à légitimer un système mortifère. Le système capitaliste est un obstacle car son fonctionnement anarchique ne répond en aucun cas aux besoins réels des populations et à la sauvegarde de la planète. Basé essentiellement sur la recherche du profit, sur la guerre économique entre les impérialismes par pétrolières interposées, sur la propriété privée des moyens de production et d'échanges, ce

système ne peut conduire qu'à la ruine de l'humanité. Il nous faut démontrer que seul le socialisme représente un projet de société viable pour sauver la planète et l'humanité. Le moteur ne sera plus la recherche du profit, mais la satisfaction des besoins sociaux. Pour l'énergie, la socialisation des grands moyens de production et la planification démocratique de l'économie sous la direction des travailleurs sont les conditions *sine qua non* pour que les questions environnementales occupent une place centrale dans les processus de production et de consommation.

Jean Veymont

Les leçons à tirer de la lutte victorieuse de l'ENS contre la précarité

DOCUMENTS

*Les militants TC de l'ENS se sont fortement investis dans la lutte des personnels contre la précarité, avec les autres camarades du comité NPA. Nous reproduisons ici deux textes publiés par ce comité, le premier dans *Tout est à nous !*, le second dans le bulletin de discussion préparatoire à la Conférence nationale*

Après 136 jours de grève, victoire des précaires de l'ENS ! Publié dans *Tout est à nous ! (hebdo NPAJ)* du 2 juin 2011

Le 25 mai, un protocole d'accord a été signé entre la directrice de l'École normale supérieure, Monique Canto-Sperber, d'une part, et l'assemblée générale (AG) des personnels en grève, des étudiantEs mobiliséEs, les syndicats locaux Ferc-Sup-CGT et SUD-Étudiant, d'autre part.

Il aura fallu sept mois de lutte, 136 jours de grève, de nombreux blocages, l'occupation des bureaux de la direction durant quatre semaines, près d'une centaine d'AG démocratiques et souveraines, le soutien des fédérations de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la fonction publique, le combat de l'AG et des syndicats locaux combattifs contre des bureaucrates locaux et nationaux qui ont tenté de négocier dans le dos de l'AG... Mais le résultat est une victoire importante :

- 22 précaires ont gagné un CDI : 19 employéEs présentEs depuis plus de trois ans à l'ENS, ainsi que les trois grévistes qui n'ont pas encore cette ancienneté ;
- dans les mois et années à venir, toutE précaire atteignant trois ans

d'ancienneté bénéficiera automatiquement d'un CDI ;

- prime annuelle de 1 000 euros bruts pour les CDD et de 900 pour les CDI, grille indiciaire pour touTEs les contractuelLEs alignée sur celle des fonctionnaires, permettant que soit enfin prise en compte leur ancienneté ;
- paiement des jours de grève à 83% ;
- mutation-sanction interne et enquête disciplinaire contre l'odieux chef de cuisine qui maltraitait et injurait les personnels ;
- engagement de la direction à ce que la gestion du restaurant, de l'internat et du ménage ne soit externalisée ni au privé ni au Crous ;
- les postes de fonctionnaires éventuellement accordés dans le cadre de la loi Tron seront proposés en priorité aux contractuelLEs de catégorie C sans qualification (titularisables sans concours) ;
- féminisation du protocole d'accord. La stagnation du rapport de forces, la fatigue des grévistes, l'arrivée des examens, le déficit de la caisse de grève à la fin n'ont pas permis de

continuer la grève pour la titularisation : Pécresse, soutenue par l'intervention directe de l'Élysée, n'a pas concédé les quatorze postes que le secrétariat d'État à la Fonction publique avait proposés. Il n'a pas été possible non plus de contraindre la direction de l'ENS à demander ces postes (elle n'en veut que pour les catégories A !). Enfin, la direction a refusé de retirer les cinq plaintes déposées et de s'engager à ne pas sanctionner élèves et grévistes. Le risque de suites judiciaires et disciplinaires est donc réel – mais les grévistes se sont engagéEs à reprendre la grève à la moindre annonce de sanction.

Cela n'enlève rien à l'évidence de la victoire ! La leçon qui en découle est que, même dans une situation sociale globalement peu favorable, la grève dure, la caisse de grève, la force de l'unité dans la lutte, la démocratie ouvrière en acte et l'expérience des militantEs politiques sont les ingrédients qui permettent de gagner.

Comité NPA de l'ENS

Quelle campagne voulons-nous ?

Contribution à partir de la grève victorieuse de l'ENS

Dans notre comité, les militantEs ont défendu des plateformes différentes au congrès et ont des divergences sur la position exacte à adopter pour la présidentielle. Toutefois, nous voudrions apporter un éclairage sur la campagne qu'il faudrait à notre avis mener. Nous avons participé à une lutte qui a duré 7 mois (dont 136 jours de grève) et s'est terminée par une victoire importante (CDI pour 22 précaires, jours de grève payés à 82%, prime de 900 à 1000 €, mutationsanction d'un chef violent et dangereux, engagement de la direction à ne pas privatiser...).

Selon nous, la conférence nationale doit définir surtout le contenu de la campagne : il s'agit de mettre en avant une logique anticapitaliste, les méthodes de l'auto-organisation ouvrière et le projet d'un parti pour la lutte des classes. Il faut populariser les luttes et valoriser leurs points forts en ancrant nos propositions dans les expériences réelles. Or les leçons de la lutte de l'ENS sont à notre avis de celles qui méritent d'être mises en avant.

Tout a commencé début septembre par des réunions sur la contre-réforme des retraites, à notre initiative car on ne pouvait compter sur les bureaucrates syndicaux locaux, d'ailleurs sans troupes. Nous avons alors constaté que les travailleur/ses avançaient surtout d'autres revendications : contre la précarité, pour les salaires, pour le respect au travail. Un Collectif des personnels de l'ENS s'est mis en place pour faire le lien entre ces problèmes et a diffusé un tract.



Source : Marianne

Puis les cours ont commencé et les camarades, notamment de SUD, nous ont rejoints. Dans la continuité des mouvements contre le CPE et la LRU, des AG ont eu lieu. Même si les personnels étaient très minoritaires au début, l'AG a décidé de s'adresser à eux/elles, d'intégrer la question de la

précarité et des salaires. De plus, nous avons noué des liens avec les cheminots d'Austerlitz et d'Ivry, envoyé des déléguéEs aux AG interpro et à Grandpuits, fait un cortège commun ENS/raffineurs à l'invitation de ceux-ci. On n'a pas hésité à débattre de la politique des bureaucraties syndicales qui empêchaient l'extension des grèves reconductibles et la grève générale : la majorité en pris conscience, au grand dam du FdG et de l'UNEF. Enfin, deux élèves syndiqués et un travailleur élu CGT ont rejoint notre comité, augmentant encore notre influence.



Source : Marianne

Le nombre de personnels venant aux AG et en manif croissait progressivement. Mais nous n'arrivions pas à gagner les précaires du restaurant jusqu'à ce que l'AG décide de bloquer ce service pour leur permettre d'arrêter le travail et de venir manifester sans prendre de risque. Des revendications claires ont été définies par une AG record : titularisation, au minimum CDI immédiat, augmentation de 300 €, amélioration des conditions de travail.

L'AG pro-ouvrière et démocratique, libérant la parole et n'hésitant pas à engager des actions radicales, a permis une impressionnante progression de la conscience de classe. Après de nouveaux blocages (dont celui du CA) et trois jours de grève en décembre, la grève reconductible a été lancée en janvier. La vente quotidienne de sandwiches a permis de l'auto-financer. Les actions ont continué, notamment l'occupation des bureaux de la direction durant 4 semaines. L'unité grévistes/étudiantEs a été décisive. L'AG a su, par l'analyse calme des situations, de

vraies discussions et l'expérience des militantEs (notamment la nôtre), déjouer les coups de la direction qui, appuyée par Pécresse et même l'Élysée, a alterné tentatives de pourrissement, négociations avortées et répression (vigiles, huissiers, plaintes, évacuation policière). La méthode de l'auto-organisation n'a pas empêché d'interpeller les fédérations syndicales, qui ont apporté leur soutien. Des bureaucrates locaux et nationaux, notamment FERC et UGFF-CGT, ont pourtant tenté de négocier avec le ministère et la direction dans le dos de l'AG. Mais les grévistes (qu'on avait contribué à faire adhérer à la FERC-Sup CGT et qui contrôlent maintenant le syndicat) les ont condamnés, convoqués à une réunion de section et contraints à s'incliner !

Enfin, la grève est restée solidaire, même après que la direction eut tenté la division en cédant des CDI aux seuls grévistes ayant le plus d'ancienneté. Malgré la pression de bureaucrates dénonçant le « jusqu'au-boutisme », la solidarité ouvrière a triomphé : la grève s'est poursuivie jusqu'à ce que la totalité des grévistes obtienne un CDI.



Quels sont les ingrédients qui nous ont permis de gagner ? Des revendications définies en AG, une grève tenace et reconductible, la caisse de grève, la démocratie ouvrière, l'unité dans la lutte, le combat contre les bureaucrates et bien sûr l'expérience des militantEs politiques. C'est un des messages essentiels que devrait selon nous porter le NPA.

Comité NPA de l'ENS

Colère Rouge : LE CANCER QUI RONGE LA SOCIÉTÉ

Ils veulent réintroduire le servage par petites touches.

Alors qu'il existe déjà une multitude de formes de travail sous payé et non rémunéré, comme les stages, que la durée de cotisations pour les retraites augmente,

que les chiffres du chômage sont faux,

que les apprentis peuvent de nouveau travailler, comme leur grands parents, de nuit,

que la régression sociale s'accentue et que les licenciements se poursuivent et se multiplient,

que le dimanche, dans la grande distribution, ressemble à un lundi.

Monseigneur Wauquiez estime que les couches populaires devraient faire quelques heures d'intérêt généreux.

Prétextant que "l'assistanat" serait le cancer de la France.

Sacré plaisantin que ce bourgeois gentilhomme.

A l'heure où les plus fortunés se remplissent les poches.

S'auto-augmentant sans vergogne.

Spoliant les peuples de l'U.E et d'ailleurs. Plans d'austérité, salaires gelés et spéculations à outrance.

Le credo des nouveaux maîtres.

Au moment où l'ISF est revu à la baisse, où le bouclier fiscal et les paradis fiscaux cachent la richesse. où les banquiers viennent d'être sauvés à coups de dizaines milliards pris dans les poches des travailleurs

La croisière s'amuse.
Champagne !!!

L'UMP, Mensonges et énormités au service du capital

Qui peut sérieusement croire que les profiteurs se cachent dans les salons du Pôle emploi, dans les palais du Hard Discount ?



Encore une fois la droite tente de semer le trouble et la division dans les rangs du prolétariat.

Cette fois-ci, il s'agit de traquer ceux et celles qui touchent les minima sociaux.

Qu'ils ont cotisé, faut-il le rappeler ? D'autres fois, ils agitent les vieilles ficelles de la réaction, la nationalité, la religion.

Mais, dans une large mesure, ceux et celles qui vivent la réalité de cette société, ne sont pas dupes des mensonges de la fine équipe du « président du pouvoir d'achat »

Celui qui défend le rouleau compresseur ultra-libéral et les puissants de ce monde.

Qui blanchit les élites corrompues, les bavures policières,

Et criminalise le mouvement social.

Exigeons un juste retour des choses

Suivant la logique de ces gardiens de la morale.

Qui point n'en font de trop.

Qu'ils fassent eux-mêmes des journées de travail gratuit.

Qu'ils restituent un millième de leur assistanat.

Ainsi vous pourriez voir.

Des notables passer la tondeuse en cravate dans les jardins publics.

D'autres se salir les mains à ramasser les poubelles.. Très compétents dans le registre des ordures.

Et pourquoi pas, Madame bête en court, offrir gracieusement, des parfums et des soins de beauté aux familles touchant le SMIC, le chômage et le RSA.

Mais pour remettre durablement le monde à l'endroit, il faut en finir avec le vrai cancer qui ronge cette société : ces exploiteurs qui nous font suer pour leurs profits de PSA à France Telecom, ces fauteurs de guerre qui massacrent pour recoloniser l'Irak, la Côte d'Ivoire, l'Afghanistan, ces pollueurs d'AZF, de BP et de Tepco...

De Tunis au Caire, de Tripoli à Damas, de Sanaa à Manama, les travailleurs et les peuples se sont levés pour balayer Ben Ali, Mubarak, Kadhafi et consorts, les anciens amis de Sarkozy, Fillon et Wauquiez,...

Il serait vraiment triste que ces derniers ne soient pas aussi de la fête : alors, préparons-leur, nous aussi, raffineurs et caissières, infirmières et caristes, employés de Carrefour et de Mac Do, précaires et chômeurs, bref prolétaires français et étrangers, tous ensemble, ici et maintenant, une bonne révolution...

Alexandre Laville

PS : un programme de continuité avec le sarkozisme assaisonné de quelques mesurettes pour tenter de se distinguer de l'UMP

Le « projet socialiste 2012 » a été rendu public le 5 avril³. Fruit de compromis entre les différentes écuries du PS (aucun courant n'a voté contre), il est généralement présenté par les grands médias comme « ancré à gauche » et se décline en 30 « priorités ». En fait, au-delà de la rhétorique antilibérale et de quelques mesures cosmétiques, le PS s'inscrit dans la continuité du gouvernement UMP sur l'essentiel. Les travailleurs n'ont strictement rien à attendre de ce parti entièrement au service de la bourgeoisie.

Des bons sentiments ... mais l'acceptation de l'ordre bourgeois et des politiques d'austérité

Le PS est un parti humaniste. Il aime l'avenir et « *l'avenir aime la France* », donc le PS aime la France et ses habitants. Au delà de ces envolées aussi grandiloquentes que vides, le PS fait la même analyse des causes de la crise que les antilibéraux de tout poil - « *du début à la fin, la crise actuelle est celle du partage de la richesse* » - et il va même jusqu'à porter ce jugement sévère que les gouvernements de la zone euro, y compris donc leurs compères de l'Internationale « socialiste » : « *En Europe, les dirigeants de la zone euro imposent une austérité systématique qui va ralentir la sortie de crise et nourrir le cercle fatal de la dépression* ». Diantre ! Le PS de Martine Aubry et de DSK serait-il donc prêt à basculer dans le camp des pourfendeurs de l'ordre libéral ?

³ Consultable sur le site du PS : <http://www.partisocialiste.fr/static/10913/le-changement-le-projet-socialiste-107382.pdf?issuusl=ignore>

En fait, on est forcé de se rendre compte que ces envolées n'ont aucune traduction concrète. Et pour cause : le PS adhère pleinement aux principes fondamentaux de l'économie capitaliste, et une fois ce cadre admis, le reste en découle. Le PS ignore superbement les traités et accords européens qui, pourtant, ne laissent aucune réelle marge de manœuvre pour mener une « autre politique ». Pour le PS, le traité de Lisbonne et ou le récent « pacte pour l'euro » n'existent pas. On aimerait pourtant comprendre comment un « *nouveau modèle de développement social-écologique* » est possible dans le cadre européen actuel ...



Un programme qui ne remet pas en cause les contre-réformes de Sarkozy

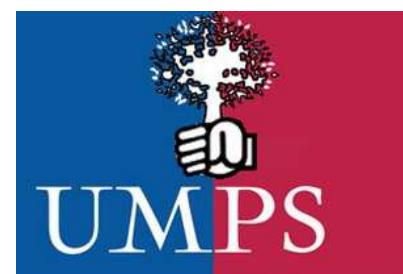
Le PS ne veut abroger que deux lois sarkozystes : la loi territoriale et la loi sur les retraites. Pour cette dernière, il s'agit d'une abrogation en trompe-l'œil ... puisque le PS veut simplement rétablir le droit de partir à la retraite à 60 ans sans remettre en cause l'allongement de la durée de cotisations. Autrement dit, il veut rétablir un droit qui sera en fait virtuel pour la plupart des travailleurs, et il ne remet pas en cause le cœur de la réforme, qui consiste à bloquer l'augmentation

de la partie socialisée du salaire pour permettre à chacun de jouir d'une véritable retraite à 60 ans.

Contrairement à 2007, le PS refuse de s'engager sur moindre augmentation du SMIC, et s'en remet au bon vouloir des patrons via l'organisation d'une « *conférence salariale annuelle* ». Pas question non plus de diminuer le temps de travail.

En outre, le PS ne remet pas en cause la RGPP (Révision générale des politiques publiques) qui vise à restructurer les services publics (intensification du travail, salaire au mérite, management de type privé) et à ne remplacer qu'un départ à la retraite sur deux. Alors qu'il y a 872 000 contractuels dans la fonction publique, le PS ne s'engage pas sur la moindre titularisation. Le seul engagement du PS concerne l'augmentation des effectifs de la police, avec la création de 10 000 postes de gendarmes et policiers.

Le PS refuse de remettre en cause la moindre privatisation, la moindre « ouverture du capital », le moindre « changement de statut ». La « *banque publique d'investissement* » n'est pas une nouvelle entité mais simplement la coordination des structures publiques actuelles au service de la « *compétitivité de la France* », c'est-à-dire des profits des grands trusts capitalistes.



Alors que Sarkozy a multiplié les lois sécuritaires et anti-immigrés, le PS ne s'engage pas sur la moindre abrogation ! Quand l'humanisme abstrait fait pschiiittttt...

Quant à l'écologie, le PS utilise des formules ronflantes pour donner au projet une sonorité « écologiste » mais le flou et les ambiguïtés sont savamment entretenus. Ainsi, le PS invente et soutient « *l'agriculture écologiquement intensive* » (sic) mais il ne dit pas un mot sur la politique agricole commune (qui finance plein pot les gros exploitants capitalistes) ou sur les cultures d'OGM. En outre, le PS se prononce courageusement pour la « *sortie du tout nucléaire* », ce qui n'engage... à rien, puisque toute notre électricité ne provient déjà pas du nucléaire.



Des mesures cosmétiques qui ne doivent pas faire illusion

Toutefois, le PS cherche à séduire les travailleurs par l'affichage de quelques mesures « sociales ». Il est d'ailleurs instructif que les mesures les plus « à gauche » (du moins en apparence) sont également celles qui sont le plus populaires⁴ : l'encadrement des loyers et la limitation des écarts de rémunérations (de 1 à 20) dans les entreprises où l'État a une participation au capital. En apparence précise, ces engagements sont en fait très flous : l'encadrement des loyers ne vaudra que dans les « zones de spéculation immobilière » (qui restent à définir, de même que le type d'encadrement), alors que Aubry a déjà annoncé que sa proposition de limitation des écarts salariaux était avant tout « symbolique ». D'une part, cela ne concernerait que la

poignée d'entreprises où l'État a une participation ; d'autre part, interrogée au journal de 20h de *France 2* le 4 avril, elle a refusé d'indiquer qu'elle était prête à diviser par deux les salaires de Proglio (PDG d'EDF) et Ghosn (PDG de Renault), esquivant la question alors que ces deux patrons sont sous le coup de sa proposition.

Pour « protéger les salariés », le PS veut « dissuader » les « *licenciements boursiers* » par des pénalités financières. Pour se sentir « protégés », il faudrait d'abord que le PS précise exactement ce qu'il entend par « *licenciements boursiers* » (ce qui ne veut strictement rien dire) ; et on sait également que le caractère dissuasif des pénalités financières dépend de leur montant... qui n'est évidemment pas précisé ! Nous voilà bien protégés des méfaits de la mondialisation capitaliste...

Pour faire repartir l'investissement, et donc la croissance, le PS veut récompenser les entreprises « vertueuses » : celles qui réinvestissent une grande partie de leurs profits verrait leur taux d'impôt sur les sociétés baisser de 33 % à 20 %, alors que les autres pourraient voir leur taux grimper jusqu'à 40%. De façon démagogique, le PS (comme les antilibéraux) fait croire qu'il existerait de bonnes entreprises (« citoyennes ») et des entreprises qui ne penseraient qu'au profit. Or, la logique capitaliste est la même pour tous et les capitalistes sont obligés de prendre leurs décisions en fonction de cette logique si ils veulent rester compétitifs ; ils décident d'investir (en moyens de production et forces de travail supplémentaires) en fonction de la rentabilité anticipée de ces investissements. Derrière le paravent de la modulation du taux d'impôt sur les sociétés, se cache en fait la soumission du PS aux intérêts du capital, puisque le PS renonce à augmenter la pression fiscale globale sur les entreprises.

En outre, le PS propose la création de 300 000 « *emplois d'avenir* » pour les jeunes, qui évoquent les

emplois-jeunes de 1997-2002. Des créations d'emplois publics, cela semble « de gauche »... et pourtant : comme les emplois jeunes, il s'agirait de contrats précaires, et non de créations de postes de fonctionnaires qui eux pourraient permettre aux jeunes de voir « l'avenir » avec une certaine sécurité.



Concernant l'éducation, le PS veut fonder son « *pacte éducatif* » sur une « *une personnalisation accrue des parcours des élèves* », façon « positive » de présenter une démission : il faudrait faire le deuil d'une instruction publique de qualité pour tous ; autrement dit, les enfants des classes populaires ne pourraient pas acquérir les mêmes savoirs que les fils de bourgeois. L'essentiel est que ceux-ci acquièrent les « *fondamentaux* », à savoir le « *lire, écrire, compter, cliquer* » (sic). Le PS affiche également son intention de s'attaquer au métier d'enseignant : « nous en redéfinirons les missions de façons concertée (...) en articulant mieux le temps professionnel et la diversification des tâches ». Autrement dit, l'enseignant devra assumer d'autres tâches que celle d'enseigner : animateur, flic, ou surveillant... la « *concertation* » se chargera de préciser ces nouvelles tâches !

Comme le PS est bien en peine de se démarquer vraiment de l'UMP sur les questions socio-économiques, il investit les sujets sociaux : ainsi, il veut permettre aux couples homosexuels de se marier et d'adopter des enfants. Cela constituerait un acquis indéniable, fruit de mobilisations des mouvements LGBTI pour l'égalité des droits. Cela permet au PS de donner une image progressiste à bon compte sans avoir besoin de mettre en cause le système capitaliste.

⁴D'après un sondage BVA (http://www.bva.fr/gene/expe/download.php?sequence=sondage_fiche_ddc06b9276e0855e67b4742e17bcc359), elles sont approuvées par 86% et 84% des français.

Les prétendants les plus sérieux à l'investiture du PS trouvent le projet encore trop à gauche...

Le programme est toujours plus à gauche que la politique qu'il annonce. Jérôme Cahuzac (député PS, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale), proche de DSK, a présenté en parallèle au projet socialiste « *un nouveau pacte fiscal* » qui limite la modulation de l'impôt sur les sociétés et ne dit pas un mot des 300 000 emplois d'avenir. L'accent est avant tout mis sur la compétitivité des entreprises et le soutien à l'investissement, contre toute logique d'« *assistanat* »⁵.

Quant à François Hollande, il veut faire des cadeaux supplémentaires aux patrons avec sa mesure phare : « *le contrat de génération* ». Tout patron qui embaucherait un jeune de moins de 25 ans et qui maintiendrait dans l'emploi un senior de plus de 55 ans chargé de le former bénéficierait d'une « *double exonération totale de ses cotisations* »⁶ ! En outre, il explique que les jeunes doivent être prêts à « *bouger* » pour aller vers l'emploi au lieu d'attendre que l'emploi vienne à eux : « *Si l'emploi est ailleurs, pourquoi rester figé dans une réalité territoriale ? La mobilité ne doit pas être réservée aux élites qui partent à l'étranger* »⁷. Si les jeunes veulent un emploi, qu'ils aillent en Roumanie pour 300 euros par mois ! Il insiste aussi sur le fait qu'il ne faut pas trop faire payer d'impôts aux riches : selon lui, le taux supérieur d'imposition sur le revenu ne doit pas excéder 50% pour ne pas faire fuir ces grandes fortunes qui offrent généreusement des emplois aux travailleurs⁸.

⁵Cf <http://tempsreal.nouvelobs.com/actualite/politique/20110404.OBS0731/jerome-cahuzac-presente-son-nouveau-pacte-fiscal.html>

⁶ Interview de Hollande dans *20 Minutes* du 27 avril : <http://www.20minutes.fr/article/713711/politique-francois-hollande-le-pouvoir-achat-avis-grand-theme-2012>

⁷ *Idem*

⁸ Cf. Article du journal *Challenges* : <http://www.challenges.fr/actualites/politique/economique/20110331.CHA4639/quel-programme-economique-pour-francois-hollande.html>



Conclusion : le PS n'est pas une alternative à Sarkozy

La présentation du « *projet socialiste* » confirme pleinement notre analyse du PS : c'est désormais un parti bourgeois qui a renoncé à s'attaquer à tout aspect central du mode de production capitaliste. Au delà des artifices qui visent à tenter de convaincre les français que son programme est profondément différent de celui de l'UMP, le PS inscrit son projet dans la continuité de l'action de Sarkozy. Même si il reprend quelques analyses (sur la crise) et quelques formules (contre les abus du capitalisme) antilibérales, le PS n'en tire aucune conséquence sérieuse, puisqu'il a bien compris qu'il n'y avait fondamentalement qu'une seule politique possible sous le capitalisme : celle qui vise à défendre la « *compétitivité* » des entreprises, c'est-à-dire les profits des capitalistes au détriment des intérêts fondamentaux du prolétariat.



[programme économique pour francois hollande .html](http://www.challenges.fr/actualites/politique/economique/20110331.CHA4639/quel-programme-economique-pour-francois-hollande.html)

Visitez régulièrement notre site internet :

Chaque jour, lisez une sélection quotidienne d'informations et d'analyses

Chaque semaine, lisez de nouvelles contributions de la Tendance CLAIRE

<http://tendanceclaire.npa.free.fr/>

Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA
pour le Socialisme, la Lutte Auto-organisée, Internationalisation et Révolutionnaire



Après trois mois de luttes, la trahison des directions syndicales a bloqué la dynamique vers la grève générale et conduit à une nouvelle série de défaites

POUR QUE LA PROCHAINE VAGUE DE LUTTES INÉVITABLE SOIT VICTORIEUSE, IL FAUT CONSTRUIRE UNE DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE !

Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA
pour le Socialisme, la Lutte Auto-organisée, Internationalisation et Révolutionnaire

(disponible sur le programme Internet de la PV Révolutionnaire)



Thibault/Domenech : les tactiques qui mènent dans le mur

Pour gagner, un seul but : la grève générale

Crise de la dette

Une nouvelle étape de la crise du capitalisme

Préparation du congrès du NPA

Pour une tendance révolutionnaire

Mondial 2010

Un pion de l'échiquier capitaliste

Selon le « think tank » pro-PS *Terra Nova*, le divorce entre le PS et les classes populaires est définitif... et le PS doit en tirer les conséquences

Terra Nova, boîte à idées proche du PS, a publié une note importante le 10 mai⁹, intitulée « Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ? » Trente ans jour pour jour après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la république, elle propose de redéfinir le positionnement du PS et de couper toutes les références qui pouvaient encore le relier à son passé de parti ouvrier.



L'électorat du PS n'est plus l'électorat populaire

Terra Nova donne des chiffres très clairs : au 1^{er} tour, 13% des ouvriers ont voté Jospin en 2002 et, au 2^e tour, le vote ouvrier passe de 72% pour Mitterrand en 1981 à 50% pour Royal en 2007 : « Pour la première fois de l'histoire contemporaine, les ouvriers, qui ne votaient déjà plus à gauche au premier tour, ne votent plus à gauche au second. » Même si Terra Nova tend à nous expliquer que les « classes populaires » sont en voie de disparition, elle est obligée d'admettre que les ouvriers et employés constituent toujours plus de 50% de l'électorat.

Selon *Terra Nova*, le PS doit faire son deuil de cet électorat populaire capté par le FN

Le PS ne doit nourrir aucun espoir de reconquête de cet électorat. Selon le « think tank », la faute en revient aux « classes populaires » qui auraient, par un processus

inexpliqué, basculé du côté obscur et rompu avec les valeurs de gauche. On ne peut qu'être estomaqué par un tel manque de lucidité sur les raisons de cette rupture entre le PS et les « classes populaires ».

En revanche, *Terra Nova* analyse très bien le nouveau positionnement du FN : « Le FN de Marine Le Pen a opéré un retournement sur les questions socioéconomiques, basculant d'une posture poujadiste néolibérale (anti-État, anti-fonctionnaires, anti-impôts) à un programme de protection économique et sociale équivalent à celui du Front de gauche. » Un tel amalgame est néanmoins inacceptable, car le programme du FN reste déterminé par le combat central contre l'immigration et les immigrés, pour la « préférence nationale » et la natalité française. Cependant, alors que certains, à la gauche de la gauche, persistent à dépeindre le programme du FN comme « libéral », *Terra Nova* comprend bien le tournant « social » du discours du FN pour essayer de s'enraciner parmi les ouvriers et les employés... et propose d'en tirer les conséquences suivantes : non pas repositionner le PS comme un parti de défense des intérêts des travailleurs, mais les abandonner à leur triste sort !

Créer un axe majoritaire autour des « classes moyennes », présentées comme ouvertes et tolérantes

Selon *Terra Nova*, le PS doit en finir avec l'illusion de renouer avec la « coalition historique » (les « classes populaires » – ouvriers et employés – au centre, les catégories intermédiaires à la périphérie) assimilée à une « France moisis »¹⁰,

fermée, aigrie et intolérante : « Il n'est pas possible aujourd'hui pour la gauche de chercher à restaurer sa coalition historique de classe. » Le PS devrait construire une « nouvelle coalition » autour de la « France de demain », « plus jeune, plus diverse, plus féminisée », « progressiste sur le plan culturel ».

Terra Nova acte le fait que le PS n'a rien de spécifique à proposer sur le terrain économico-social (si ce n'est l'adaptation aux exigences du capital), mais qu'il doit partir de son électorat actuel (les diplômés, les jeunes, les minorités, les femmes) pour créer une coalition majoritaire des « classes moyennes » autour de valeurs culturelles progressistes. Le PS devrait abandonner toute proposition économique substantielle : « Il nécessite une adaptation du discours de gauche sur les questions économiques et sociales. Sur la fiscalité par exemple : les classes moyennes, par rapport aux classes populaires, se caractérisent notamment par l'accumulation d'une petite épargne sur le cycle de vie, qu'elles veulent protéger et transmettre. » Traduire : il faut même renoncer à tout projet de redistribution par l'impôt, puisque cela cliverait à l'intérieur des « classes moyennes » alors que le PS doit les fédérer autour de quelques valeurs.

Le PS devrait donc mettre en avant un projet purement sociétal pour regrouper la France qui « veut le changement », « est tolérante, ouverte, solidaire, optimiste, offensive ». C'est le « modèle Obama » que le PS doit adopter pleinement. Faute de pouvoir influer sur le cours de la mondialisation capitaliste et donc sur le sort des prolétaires, le PS doit s'adresser à ceux qui adhèrent au modèle économique dominant parce qu'ils bénéficient encore de

⁹ <http://www.tnova.fr/essai/gauche-quelle-majorite-electorale-pour-2012>

¹⁰ Expression popularisée par Philippe Sollers dans une tribune dans *Le Monde* en janvier 1999 : http://www.pileface.com/sollers/article_e.php3?id_article=319

quelques miettes ou parce qu'ils espèrent en bénéficier. Le PS devrait donc regrouper cette « *France ouverte* » – et qui vote ! – autour de quelques valeurs « humanistes » et laisser la France prolétarienne aigrie aux populistes.

Vers une recomposition du paysage politique français ?

La réflexion de *Terra Nova* ne manque pas d'intérêt : alors que certains, à l'extrême gauche, s'accrochent à l'idée que le PS est encore un parti ouvrier réformiste, « ouvrier bourgeois »¹¹, le « think tank » est bien conscient que ce passé est révolu et cherche, à partir de ce constat, à constituer une coalition majoritaire qui ne repose pas sur l'électorat populaire.

Le pari implicite de *Terra Nova* est le suivant : le PS et l'UMP vont perdre une grande partie de l'électorat populaire qui leur reste (puisque la situation des classes populaires va continuer à se dégrader), au profit de l'abstention, du Front national et de façon plus marginale des antilibéraux du Front de gauche (qui sont bien trop compromis avec le PS pour faire illusion⁴ auprès des masses). Il s'agit donc pour le PS de gagner la partie des couches supérieures du salariat qui vote UMP, en ne l'effrayant pas sur le plan économico-social (pas de redistribution en faveur des classes populaires), tout en la séduisant sur le plan « sociétal » par des mesures progressistes (droit au mariage et à l'adoption pour les homosexuels, etc.). Le champ politique serait alors polarisé entre une « gauche » qui regrouperait les couches

supérieures du salariat et le patronat « moderne » et une « droite » populiste, nationale et sociale aux accents fascismes, qui aurait sa base au sein des classes populaires et du petit patronat. Dans ce scénario, l'UMP serait marginalisée et se diviserait, avec d'une part ceux qui se tourneraient vers le pôle dirigé par le PS, de l'autre ceux qui lorgneraient vers le FN.



Olivier Ferrand, fondateur et président de *Terra Nova*

Dominique Strauss Kahn était le candidat idéal pour incarner ce type de positionnement du PS. Son éventuelle candidature aurait pu accélérer la recomposition du champ politique qui aurait marginalisé l'UMP et, à court terme, aurait éjecté Sarkozy du 2^e tour de l'élection présidentielle en 2012. En revanche, une candidature d'Aubry aurait un profil davantage « gauche traditionnelle » qui pourrait permettre à Sarkozy de figurer au second tour, à condition qu'il soit en capacité de neutraliser les candidatures au centre-droit (Borloo, Villepin, Morin, etc.).

Plus que jamais, la nécessité d'un parti communiste révolutionnaire en rupture avec le système capitaliste et ses composantes

Ce scénario est vraisemblable si les tendances à l'œuvre actuellement se poursuivent, si la direction du PS s'inscrit pleinement dans la stratégie de *Terra Nova* et si aucune alternative « anti-système » ne se dresse face à la montée du FN.

La seule force capable d'incarner cette alternative est un parti anticapitaliste révolutionnaire se construisant dans le prolétariat, dans et par lutte de classe. C'est ce projet que nous portons dans le NPA. Il faut rompre radicalement avec la politique catastrophique de

la direction de notre parti, qui a conjugué un anticapitalisme « abstrait » et un positionnement à la « gauche de la gauche », en étant incapable d'apparaître comme réellement différent des antilibéraux du Front de gauche, perçus (à juste titre) comme une composante de ce système honni par un nombre croissant de travailleurs, malgré les gesticulations de Mélenchon.

Nous devons pour cela :

- OSER affronter toutes les composantes du système, en premier lieu les bureaucraties syndicales et leurs alter ego dans le champ politique, en menant les combats de classe jusqu'au bout sur la base de revendications claires, de l'auto-organisation et du front unique ouvrier ;
- OSER nous battre pour une alternative révolutionnaire, c'est-à-dire la destruction des institutions bourgeoises et la mise en place d'un gouvernement des travailleurs ;
- OSER parler des premières mesures (expropriation des grands groupes du CAC 40, contrôle ouvrier, répudiation de la dette, sortie de l'UE capitaliste et de l'euro, contrôle strict par l'État ouvrier des flux marchands et financiers, planification démocratique de l'économie selon les besoins définis par les travailleurs eux-mêmes, extension internationale de la révolution, etc.) qu'un tel gouvernement devrait prendre, condition indispensable pour crédibiliser notre projet auprès des travailleurs ;
- OSER parler du communisme, de la société nouvelle que nous voulons construire.

C'est en développant un tel projet que nous pourrons arracher les travailleurs à la désespérance, qui est le terreau sur lequel prospère le Front national. C'est en développant un tel projet que nous pourrons commencer à construire une réelle force ancrée dans le prolétariat, articulant les combats quotidiens avec le combat pour la révolution.

Gaston Lefranc

Une vague brune marine ? Fascisme et Front National

Le FN voit actuellement ses idées banalisées et respectabilisées, singulièrement depuis l'accession de Marine Le Pen à sa présidence. Est-il en train de devenir un parti fasciste ? Marine Le Pen le prépare-t-elle au contraire à exercer le pouvoir dans le cadre d'un gouvernement populiste de droite extrême ? Il s'agit pour les communistes révolutionnaires de comprendre sa nature, sa fonction sociale et les transformations qu'il traverse actuellement, afin de le combattre efficacement.

Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes dans ce combat, la « gauche » se complaisant dans une critique moraliste du FN, inefficace et dangereuse (car elle revient à demander à une fraction de la bourgeoisie de protéger les travailleurs contre une autre), voire niant sa montée en puissance, notamment au sein de la classe ouvrière (exemple : Mélenchon déclarant péremptoirement que celle-ci « vomit Marine Le Pen »).

Qu'est-ce que le fascisme ?

Le fascisme est une forme de réaction brutale aux crises économiques, sociales et politiques du capitalisme, qui se développe dans une situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire. Il se constitue d'abord comme un parti qui défend une idéologie réactionnaire et exerce la violence contre le mouvement ouvrier. S'il arrive au pouvoir, il devient un mode de contrôle totalitaire au service d'un capitalisme national.



Plusieurs phénomènes se croisent pour créer les conditions d'émergence du fascisme. D'une part, la bourgeoisie veut préserver

ses profits face aux troubles sociaux. De l'autre, les classes moyennes craignent d'être repoussées dans les rangs du prolétariat par la pression du grand capital. Enfin, une partie du prolétariat, particulièrement ses couches les plus défavorisées et dépourvues de conscience de classe, cherche une alternative à la crise du système. La première lui apporte un soutien financier, la seconde son socle militant, la troisième les masses dont il a besoin pour se porter au pouvoir.

Le fascisme se pose en recours : il prétend être la troisième voie entre la tyrannie d'en haut et le désordre d'en bas, la seule permettant une véritable stabilité politique et économique. Par une singulière inversion de l'effet de la cause, il promet la disparition des inégalités par la négation de la lutte des classes, et l'intégration complète des organisations syndicales dans l'appareil d'Etat (corporatisme). Il fait miroiter l'utopie d'une société de petits producteurs indépendants, liés non par les liens froids et impersonnels de l'argent mais par la fraternité patriotique.

Dans les années 30, il clamait être une alternative à la fois au capitalisme — assimilé aux trusts anglo-saxons et à la finance juive — et au communisme — représenté comme l'instrument des masses barbares de l'est. Ces ennemis étaient d'ailleurs perçus comme les deux faces de la même pièce : le capitalisme détruit la société *par en haut* (égoïsme, ploutocratie, mépris des « petites gens »), le communisme *par le bas* (démagogie, rejet du patriotisme, agitation permanente).

Un parti en mutation

Fondé en 1972 et se développant à partir des années 80 (notamment grâce à Mitterrand qui veut l'utiliser pour diviser la droite¹²), le FN rassemble à ses débuts toutes les

¹²Cf http://fr.wikipedia.org/wiki/François_Mitterrand_et_l'extrême_droite#Une_maniplulation_du_Front_national 3F

sensibilités de l'extrême droite française : nostalgiques du royalisme, pétainistes, partisans de l'Algérie Française, catholiques traditionalistes, néo-païens, héritiers de la collaboration... La cohésion de l'ensemble est assurée par la figure de Jean-Marie Le Pen, tribun populiste et démagogue qui parvient à apprêcher les peurs engendrées par la crise à travers un discours nationaliste et xénophobe.



Rencontre Le Pen / Reagan dans les années 1980

Le programme est alors idéologiquement réactionnaire, socialement conservateur et économiquement libéral. Il se veut le défenseur du petit capital contre le grand, et contre un Etat incapable de le protéger¹³. Sa base sociale puise dans la petite et moyenne paysannerie, les artisans et commerçants, les professions libérales. N'hésitant pas à se proclamer le « Reagan français », Jean-Marie Le Pen prône dérégulation, privatisation, lutte contre les syndicats... tout en réclamant plus de protectionnisme et moins d'immigration. Bref, il répond aux attentes d'une petite-bourgeoisie tentant désespérément d'enrayer la concentration du capital. Il s'agit avant tout de préserver, voire de rétablir l'ordre existant. Les dérapages antisémites, révisionnistes ou racistes de Jean-Marie Le Pen ne changent pas cette nature profondément *conformiste*. Mieux, ils servent de caution aux autres partis bourgeois : le FN est xénophobe et dangereux, donc eux sont tolérants et respectables. Le FN

¹³Rappelons que Jean-Marie Le Pen débute sa carrière politique au sein de l'Union des Forces Françaises, versant politique de l'Union de Défense des Commerçants et Artisans de Pierre Poujade.

les accuse d'être « tous pourris », donc ils sont tous honnêtes.

Or un double phénomène est à l'œuvre depuis une dizaine d'années et s'est accéléré avec l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti¹⁴ : d'une part le lissage des aspérités médiatiques du parti, la volonté d'être « fréquentable », de l'autre un discours qui n'est plus uniquement nationaliste mais également social.

Le premier symptôme est la montée du vote ouvrier en faveur du FN. Largement connu depuis l'élection présidentielle de 2002, ce phénomène s'enracine durablement. Ses bastions électoraux, hors PACA, sont les régions désindustrialisées du Nord et de l'Est. Les dernières élections cantonales l'ont vu atteindre des scores supérieurs à 30% dans de nombreux quartiers populaires. Et un récent sondage Ifop¹⁵ place Marine Le Pen largement en tête des intentions de vote chez les ouvriers pour 2012, avec 36%.

Cela traduit certes un désarroi face aux crises auxquelles les partis de gouvernement (et la gauche anticapitaliste, quoique pour des raisons différentes) sont incapables de répondre. Il renvoie dos-à-dos l'UMP et le PS, les deux étant des alliés objectifs au service d'un même système — ce que le FN nomme le « mondialisme » : règne des compagnies multinationales, immigration, perte de la souveraineté et de l'identité des nations, sous la direction de bureaucraties étatiques ou suprétatiques du type UE ou FMI¹⁶.

¹⁴ On peut retracer l'origine de cette mutation à la scission de 1999. Bruno Megret, qui prétendait paradoxalement incarner le versant respectable du parti, a surtout attiré ses éléments les plus extrémistes. Aujourd'hui, son *Mouvement National Républicain* ne survit que par la surenchère populiste envers le FN et une politique d'alliance avec d'autres formations marginales de l'extrême droite (*Nouvelle Droite Populaire*, *Parti de la France*).

¹⁵ <http://www.lejdd.fr/Election-presidentielle-2012/Actualite/2012-le-match-pour-l-electorat-populaire-303523/>

¹⁶ Ce discours ne se retrouve pas uniquement en Europe, où la progression des mouvements populistes et xénophobes

Mais surtout, le FN ne s'affiche désormais plus comme un parti de notables, mais de masse, et une indéniable mutation de son programme est en cours. Trois aspects le soulignent particulièrement :

1) D'abord, l'insistance croissante sur les questions sociales, non pas comme un supplément d'âme mais comme partie intégrante de son programme. Ainsi, après s'être opposé (du moins en paroles) à la réforme des retraites, son projet pour 2012 prévoit un maximum de 40 annuités de cotisations pour une retraite à taux plein. Contre ce discours trompeur, nous devons souligner que le FN refuse dans le même temps le retour au 37,5 annuités de cotisation pour tous, s'oppose à tout âge légal de départ au nom de la « liberté » de travailler plus longtemps promet de s'attaquer aux droits des travailleurs immigrés et d'encourager les familles et la natalité françaises¹⁷.



Fabien Engelmann, ancien militant de LO, puis du NPA, avant de passer au FN. Il a été exclu de la CGT en avril dernier

De même, loin des diatribes de son père contre une fonction publique inefficace et politisée, Marine Le Pen s'est récemment fendue d'une lettre ouverte aux fonctionnaires où elle plaide pour la défense des service publics « auxquels nous sommes tous tellement attachés », critique durement la RGPP et

est un fait largement commenté, mais également dans un pays réputé allergique aux extrêmes comme les États-Unis. Le mouvement des Tea Party se veut tout autant l'adversaire de Wall Street que du *big government* démocrate, les deux étant accusés de ruiner la classe moyenne. Les contribuables doivent payer pour les improductifs, d'un côté les banques ruinées, de l'autre les masses miséreuses : chômeurs (souvent noirs), clandestins (presque toujours latino-américains), tiers-monde (plus ou moins islamisé)...

¹⁷ http://www.frontnational.com/?page_id=1120

assure de sa volonté de préserver leur statut, « *gage d'indépendance* », espérant duper une partie des petits fonctionnaires avec ces dénonciations qui masquent son véritable programme. On note aussi un très net changement de discours envers les syndicats où le FN, après les avoir tant décriés, prétend désormais s'implanter. Il s'y heurte et c'est heureux, à un très fort rejet : nous devons être en première ligne pour expulser les fascistes et les racistes des syndicats ouvriers. Le FN se pose en défenseur de la base syndicale contre les bureaucraties, posture qui tente d'exploiter le mécontentement d'un certain nombre de travailleurs face aux concertations permanentes entre les chefs syndicaux et le pouvoir. Cependant Marine Le Pen, tout comme Bruno Gollnisch ont violemment dénoncé la grande lutte des salariés contre la réforme de Sarkozy et remettent en cause d'une façon générale le droit de tous les travailleurs à user de leur place dans la production pour imposer leur volonté au pays par la manifestation et la grève au nom du maintien de l'ordre et de la préservation des intérêts de l'économie nationale. Ainsi Marine Le Pen a déclaré le 22 octobre 2010 : « *Ensemble, gouvernement et syndicats jettent la France dans le chaos... Voilà deux semaines que la France s'installe dans le chaos, entre grève, manifestations et blocus... La tolérance zéro doit s'appliquer à tous les émeutiers.* » Quant à Bruno Gollnisch, il a déclaré le 4 novembre 2010 : « *Le sabotage de l'économie française caractérise l'action des dirigeants de la CGT... Ces blocages frappent avant tout les salariés qui se rendent à leur travail, les entreprises et menacent l'emploi... La CGT doit être rendue pénalement responsable, ses dirigeants doivent en répondre.* »

2) Ensuite, la revendication des valeurs républicaines. Immigration et islam ne sont plus tant rejetés du fait de leur extériorité à la France catholique que sous prétexte de leur antagonisme avec la République (laïcité, droit des femmes). Et, quand Marine Le Pen

« dérape » elle ne défend pas, à l'inverse de son père, l'occupation allemande qui n'aurait pas été « particulièrement inhumaine », mais elle la flétrit au contraire en comparant les prières de rue musulmanes à celle-ci. Les grandes figures du panthéon républicain sont aussi mobilisées, de Jaurès (« à celui qui n'a plus rien, la patrie est son seul bien »), à De Gaulle (hier encore hâï pour avoir permis l'indépendance algérienne). La République n'est plus le système honni, c'est le système qui a trahi la République.



3) Enfin émerge autour du *Front National*, dont l'effectif militant reste assez limité (22 400 adhérents revendiqués au congrès de janvier 2011), un vaste réseau de groupes (*Égalité et Réconciliation*, *Bloc Identitaire*), sites Internet (*Riposte Laïque*, *Fdesouche*), initiatives locales (la nébuleuse « national-autonome »)... qui constituent autant d'éléments pouvant constituer le grand « rassemblement national » que le FN appelle de ses vœux. Les thèmes sont les mêmes (fusionner la « gauche du travail » et la « droite des valeurs », lutter contre « l'offensive islamique » en cours, combattre l'insécurité), mais sans cette recherche d'une image polie et d'ancrage institutionnel qui caractérise aujourd'hui le FN. Les divergences et les conflits qui peuvent exister entre le parti et ces éléments gravitant autour ne doivent pas masquer leur

complémentarité, entre la respectabilité de l'un, et la violence (effective ou latente) des autres.

Populisme ou fascisme ?

La mutation du Front national est incontestable. On le voit notamment sur le plan économique, où il est passé sans transition de l'ultra-libéralisme à l'antilibéralisme¹⁸. De cette métamorphose en cours peut surgir un parti de gouvernement national-populiste comme en connaissent plusieurs pays européens (comme le FPÖ en Autriche ou la *Ligue du Nord* en Italie), allié à la droite « modérée ». Mais l'aggravation de la crise, la montée du mécontentement social qu'elle engendre, l'incapacité des partis traditionnels de la bourgeoisie à en juguler les effets dévastateurs, rendent possible une autre issue : l'apparition d'une alternative à droite, par l'évolution du FN en un parti authentiquement fasciste.

Aujourd'hui, Marine Le Pen joue (et capitalise) sur les deux tableaux, en se posant à la fois comme un parti « anti-système », rejetant le capitalisme mondialisé et le communisme, et comme un parti aspirant à gouverner dans le cadre des institutions démocratiques bourgeoises, en alliance avec une partie de l'UMP (notamment le courant « Droite populaire »). Mais il n'est pas sûr qu'elle puisse tenir cette posture très longtemps.

Quelles tâches pour les anticapitalistes ?

L'unique manière de vaincre la possible montée du fascisme est de renforcer la conscience de classe du prolétariat, l'orienter vers la lutte contre son véritable ennemi. Car non seulement la bourgeoisie, en gérant ce système inhumain qu'est le capitalisme, permet le développement du fascisme ; mais elle n'a jamais hésité à s'allier avec lui quand ses intérêts de classe étaient en jeu. Alors, toutes les belles

¹⁸ Nous y reviendrons dans un prochain article, « Programme économique du FN : de l'ultra-libéralisme à l'anti-libéralisme ».

phrases du bourgeois sur la Démocratie, de même que toutes les diatribes du fasciste contre le Système apparaissent pour ce qu'elles sont : de la poudre aux yeux.

D'où l'importance de ne pas se tromper de stratégie : constituer un « front républicain » avec la fraction de gauche de la bourgeoisie ne ferait que nous placer en défenseur d'un système indéfendable et ferait apparaître le fascisme comme son seul opposant véritable, ce qui constitue son fonds de commerce. En revanche, il faudra évidemment s'unir dans l'action avec les organisations du mouvement ouvrier (syndicats, PC, PG...) contre les attaques fascistes comme pour défendre les acquis démocratiques.

Le NPA doit assumer un programme révolutionnaire et se démarquer de la « gauche de la gauche » (*Front de gauche*) qui est partie prenante du système en place. D'une part, c'est une impasse politique, et d'autre part c'est un très mauvais calcul puisque les travailleurs ne sont pas « effrayés » par la radicalité.



Nous devons lutter contre l'ensemble des partis du système, nous opposer farouchement aux thèses du FN (non seulement aux thèses racistes et sécuritaires, mais aussi aux thèses économiques et sociales) et porter un projet anticapitaliste conséquent et concret, c'est-à-dire un projet communiste révolutionnaire, qui ose poser la question du pouvoir et exposer les premières mesures que les travailleurs auto-organisés devraient prendre.

Tomazo Kafliyov

TEXTE C :

Pour une campagne présidentielle anticapitaliste et révolutionnaire, donnant aux luttes une expression politique indépendante

Ce texte est une version amendée et complétée de la motion initialement préparée par Jean-François (P2) et Yvan (gauche de la P1) pour le CPN des 15-16 mai. Face à la décision des camarades de la P2 et de la gauche de la P1 de ne pas soumettre leur texte à la discussion et de le retirer au profit de la motion commune avec une partie de la P1 (Christine et Sandra), une première version de ce texte amendé a été soumise au vote dès le CPN (parue dans Info CE le 18 mai). La présente version définitive pour la Conférence nationale ajoute une introduction et quelques amendements supplémentaires.

La crise que traverse notre parti, relancée de plus bel par la décision d'Olivier de ne pas se présenter en 2012, va au-delà de la seule question électorale. Elle impose d'urgence la reprise de la discussion sur le projet politique et le type de parti que nous voulons : un parti de la « gauche de la gauche », suiviste à l'égard du Front de gauche, ou un parti anticapitaliste et révolutionnaire, anti-impérialiste et internationaliste, se construisant par une intervention en profondeur au sein de la classe ouvrière et de ses luttes ? Cette discussion doit se mener dans tout le parti et permettre de clarifier les ambiguïtés du projet fondateur. Se contenter de maintenir l'état actuel des choses et de présenter une candidature propre serait insuffisant et ne permettrait pas de relancer la dynamique du parti, alors que la situation y est favorable : poursuite de la crise capitaliste, luttes nombreuses quoique dispersées, processus révolutionnaires dans les pays arabes, impressionnante

mobilisation en Espagne, etc. C'est en partant de cette analyse générale que nous faisons les propositions suivantes pour les présidentielles.

La crise économique et financière loin de connaître une issue comme font semblant de la croire les gouvernements s'aggrave. Leur politique d'aide aux banques et au patronat ne cesse de creuser les déficits, la crise de la dette s'approfondit avec pour la population la rigueur et l'austérité. Le chômage et la précarité ne cessent de croître, les prix grimpent. Les nouveaux cadeaux fiscaux de Sarkozy aux riches s'accompagnent du blocage de nos salaires, de nouvelles attaques contre nos services publics en particulier dans la santé et l'éducation.

La politique des classes dominantes et de leurs États entraîne un recul social sans précédent. Elle est responsable de la catastrophe nucléaire au Japon, nucléaire dont Sarkozy se fait ici le champion au nom d'Areva. Responsable aussi de la guerre en Afghanistan comme en Libye où, sous couvert de lutte contre le terrorisme ou pour la démocratie, les grandes puissances dont la France défendent leur domination sur le monde, leur droit à piller les peuples. Elle bafoue le droit des peuples et la démocratie, flatte le racisme et la xénophobie, créant ainsi un terreau favorable aux idées populistes et d'extrême-droite.

Face à cette offensive globale contre les travailleurs et les peuples, le mouvement de l'automne contre la réforme des retraites, les mobilisations des travailleurs grecs, portugais ou anglais montrent la voie en résonance avec la vague de révoltes dans le monde arabe qui ébranle les dictatures et le pouvoir

des possédants et des riches, amis des multinationales.

Dans ce contexte, les prochaines échéances électorales de 2012, la présidentielle et les législatives, seront l'occasion de défendre les aspirations et les exigences qui s'expriment à travers les révoltes ouvrières et populaires. Elles seront pour nous, exploités et opprimés, un encouragement à nous organiser, à nous mobiliser pour faire respecter nos droits, imposer nos exigences, contester la mainmise du capital sur la société et l'Etat pour exiger le droit de décider et de contrôler la vie sociale et économique.

Face à l'appauvrissement d'une large partie de la population, nous voulons défendre un programme de transition qui réponde aux besoins de la situation : construire l'unité d'action du monde du travail et de la jeunesse, affirmer notre refus de payer les frais de leur crise, contester le droit des capitalistes à sacrifier nos vies pour leurs profits :

- Augmentation des revenus de 300 euros, avec un minimum de 1500 euros nets pour toutes et tous, que l'on soit au chômage, en activité ou à la retraite, échelle mobile des salaires ;
- Aucun licenciement jusqu'à l'interdiction des licenciements et répartition du travail afin de garantir à toutes et tous un emploi et un salaire, travailler moins pour travailler tous ; lorsqu'un patron veut fermer un site de production ou une entreprise, il faut lutter avec la perspective d'aller jusqu'à l'occuper, la mettre sous le contrôle des travailleurs et exiger son expropriation par l'Etat, sans rachat ni indemnisation ; arrêt des suppressions de postes et recrutement au statut de tous les personnels nécessaires dans la

fonction publique à partir des besoins établis par les travailleurs eux-mêmes ; titularisation de tous les précaires dans la Fonction Publique, un CDI pour toutes et tous dans le privé, interdiction du travail précaire ;

- Annulation de toutes les lois contre nos retraites adoptées depuis 1993, pour les 37,5 annuités et la retraite à 60 ans à taux plein ;
- Défense et développement des services publics pour mettre fin à la politique de privatisation ;
- Abrogation de toutes les lois et dispositions racistes et discriminatoires à l'égard des immigrés, régularisation de tous les sans-papiers, et mise en place de mesures contraignantes pour imposer sans délais l'égalité entre français et immigrés dans tous les domaines ;
- Mesures contraignantes pour imposer l'égalité hommes - femmes dans tous les domaines, notamment en matière d'emploi et de salaires ; arrêt des fermetures des centres d'IVG et de toutes les mesures visant la remise en question du droit à l'avortement ; égalité des droits, droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels.

La mise en œuvre de ces mesures d'urgence nécessite de construire un autre rapport de force, aider à faire converger les luttes, pour aller vers un mouvement d'ensemble, la grève générale. Elle implique d'exproprier les entreprises du CAC 40 sans indemnité ni rachat et de les nationaliser sous contrôle ouvrier, car ce sont elles qui dominent le pays et sont les principales exploiteuses des travailleurs et des peuples. Cela signifie l'annulation de la dette publique, la nationalisation et l'unification des banques dans un même organisme sous le contrôle des travailleurs et de la population.

Nous voulons dans cette campagne être les porte-parole des luttes des salariés. Nous faire aussi l'écho des révoltes dans les pays arabes pour montrer que seule l'intervention directe des masses opprimées peut changer radicalement le rapport de forces

par des grèves et des luttes de masses, refuser ce système et le renverser.

Le programme que nous voulons défendre pose la question de qui dirige, la question du pouvoir. Nous devons dire clairement dans notre propagande que seul un gouvernement des travailleurs issu des luttes et reposant sur leurs organismes d'auto-organisation serait à même de prendre de telles mesures remettant en cause le pouvoir politique et économique des classes dominantes pour changer réellement la société, vers le communisme, la société sans classes et sans État.

Un tel gouvernement romprait avec les institutions de la Ve République et de l'Union européenne inscrirait sa politique dans la perspective de la construction d'une Europe révolutionnaire et socialiste des travailleurs et des peuples, et se déclarerait solidaires avec les processus révolutionnaires arabes en cours actuellement et contre toute intervention impérialiste. Face à la crise écologique, il exproprierait les trusts du nucléaire (EDF, Areva...) et mettrait en œuvre une politique pour sortir de toute urgence du nucléaire et développer de façon planifiée les énergies renouvelables.

Pour la classe dominante, l'enjeu des élections de 2012 est de tenter de redonner un nouveau souffle au pouvoir. Si Sarkozy venait à l'emporter, ce serait un encouragement à continuer sa politique antisociale. Si le Parti socialiste l'emportait, et quel que soit son candidat, ce serait pour poursuivre tout autant l'offensive contre les salariés dans la continuité de ce qui se déroule en Grèce, en Espagne ou au Portugal. La position du PS de soutien à l'intervention en Libye, y compris au sol, et ses liens passés avec le pouvoir de Ben Ali, montrent que celui-ci n'a rien à envier à la droite concernant les rapports impérialistes de la France.

Le FN flatte le rejet de la droite et de la gauche pour prétendre représenter les classes populaires,

mais en réalité il ne cherche qu'à les diviser pour mieux les attaquer et servir les classes dominantes. Il se nourrit de la crise, des surenchères racistes et anti-immigrés, des déceptions nées de l'alternance entre gauche et droite. Le combattre, c'est engager la mobilisation pour l'urgence sociale et démocratique.

Contre la droite et l'extrême-droite populiste, face à la gauche libérale intégrée au système, face aux directions syndicales qui collaborent avec le patronat et le gouvernement et principales responsables de la défaite revendicative de l'automne, nous voulons contribuer à l'émergence d'une opposition ouvrière et populaire qui défende la perspective d'une rupture révolutionnaire avec le capitalisme.

Les discussions engagées depuis le dernier CPN montrent que les ambiguïtés des antilibéraux en particulier du Front de gauche qui prétendent pousser à gauche le Parti socialiste et mener leurs réformes dans le cadre d'une nouvelle majorité, aux présidentielles comme aux législatives, ne peuvent se concilier avec une réelle politique répondant aux besoins du monde du travail.

En revanche, il n'a pas été possible d'entamer une discussion avec Lutte ouvrière qui a refusé d'être mise sur le même plan que le Front de gauche et critiqué le contenu flou et ambigu de notre courrier. Or l'orientation que nous proposons ici rend possible et nécessaire une nouvelle démarche à l'égard de LO en vue de candidatures communes à la présidentielle et aux législatives. C'est ainsi que nous pouvons éviter la dispersion des voix anticapitalistes face au PS et au Front de gauche et continuer de défendre notre politique de regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires — tout en permettant bien sûr l'expression propre de notre parti dans le cadre d'un accord électoral, comme pour l'ex-LCR en 1999 et 2004.

Pour les législatives, nous lancerons des listes indépendantes du PS et du

Front de gauche qui intègrent des militants syndicaux lutte des classes, des travailleurSEs et des jeunes en lutte et radicalisé-e-s.

Nous devons convaincre le maximum de jeunes, de travailleuses et de travailleurs, la grande masse des exploitéEs et des oppriméEs que voter pour une candidature anticapitaliste assumant pleinement son projet un moyen parmi d'autres de marquer son rejet du système actuel tout en redonnant espoir à notre camp social. Mais nous devons surtout les convaincre qu'il est nécessaire d'organiser notre camp syndicalement, politiquement et dans des comités de lutte de toutes sortes, car les véritables conquêtes ne peuvent être obtenues dans les

élections, mais seulement par la lutte de classes directe.

À défaut d'un accord avec LO, le NPA présenterait sa ou son propre candidatE, ce qui suppose de lancer dès maintenant la collecte de signatures.

Le choix définitif entre les deux possibilités et, le cas échéant, le choix du candidat ou de la candidate du NPA seront pris à l'occasion de la conférence nationale en juin, qui rassemblera les délégué-e-s élu-e-s par les AG électives selon le même dispositif que pour le congrès.

L'objectif est de nous rassembler, et de nous mobiliser pour porter nos idées et perspectives, les axes de notre campagne tant dans les

combats quotidiens, sur tous les terrains d'interventions (les entreprises, les quartiers, la jeunesse), que dans les futures échéances électorales.

Nous voulons faire de cette campagne électorale, présidentielle, puis législative, une campagne de construction dans la perspective des luttes et mobilisations à venir.

Claude (comité de Commercy, Meuse), Daniela (CPN, P4/CCR, Saint-Ouen), Ludivine (CPN, P4/TC, Paris), Ludovic (CPN, P4/TC, Nanterre 92 nord/ENS Paris), Manu (CPN, P4/CCR, Chartres), Marie (CPN, P4/TC, Paris), Vincent (CPN, P4/CCR, Mulhouse).

Bilan du dernier Conseil Politique National (CPN) du NPA (14-15 mai) Reculer encore, renoncer encore ?

Contribution de la Tendance CLAIRE du 24 mai 2011

La crise de notre parti s'amplifie. Elle survient au moment où la situation sociale devrait pourtant donner à notre organisation la possibilité de se renforcer en attirant des travailleuses, des travailleurs et des jeunes qui ne veulent pas payer la crise du capitalisme et qui souffrent de cette crise au quotidien. De nombreuses luttes, certes dispersées et isolées, démontrent que le conflit de classes s'aigüise ; la tâche prioritaire de notre parti serait de contribuer au mieux de ses forces à leur auto-organisation et à leur coordination. Les processus révolutionnaires en cours dans le monde arabe démontrent l'urgence de défendre la perspective d'une rupture révolutionnaire avec le capitalisme ; toutes les formes de contre-révolution qui entendent les canaliser et les étouffer, par la voie électorale, la répression ou l'intervention impérialiste, exigent la solidarité active d'un parti combatif et déterminé, menant résolument campagne contre « notre » propre impérialisme.

Or, de quoi a-t-il été question au cours des deux jours qu'a durés ce CPN ? D'élections ! Là où il aurait fallu donner la priorité à une analyse serrée de la situation et de la stratégie qu'elle requiert, en termes d'intervention dans la lutte de classes, les membres du CPN se sont consacrés, dans un climat de grande tension et de déchirement, aux élections d'un point de vue électoraliste, c'est-à-dire indépendamment de la question du programme que nous voulons défendre.



Comme à l'habitude, la préparation de ce CPN n'a pas répondu aux conditions élémentaires de démocratie dans le parti. L'ordre du

jour et les textes soumis à la discussion ont été envoyés à la dernière minute, privant par là même les militantes et les militants, dans toute l'organisation, de faire leurs ces discussions.

Les positions avant le CPN

Les « refondateurs » du NPA pour un programme « Front de Gauche-compatible » la poursuite des discussions indéfiniment avec les réformistes

La position 3 et une partie de la position 1 (autour de Pierre-François Grond) ont proposé de poursuivre les discussions avec le Front de Gauche et de déclarer dès ce CPN un candidat du NPA, qu'il serait prévu de retirer au cas où les négociations avec le Front de Gauche aboutiraient. Or, les axes défendus (culte de l'unité en soi, refus de caractérisation du FdG, programme allégé, aucune limite aux concessions possibles pour

obtenir un accord) préparaient un ralliement au FdG, sur le modèle des candidatures « unitaires » aux régionales. Cependant, derrière ces propositions pour les campagnes présidentielle et législative, il y a un projet de une « refondation » du NPA, visant à adapter notre projet politique – anticapitaliste – pour le rendre compatible avec celui du Front de gauche – antilibéral. Cependant, ce projet, ouvertement défendu au CE précédent, a été mis en retrait par ses partisans lors du CPN pour ne pas effrayer les hésitants.

Les partisans d'un candidat NPA sur un programme anticapitaliste, délimité du Front de Gauche

La P2 et la gauche de la P1 (autour d'Yvan Lemaitre) ont présenté un texte qui visait à donner les bases politiques d'une candidature NPA clairement délimitée de celle du Front de gauche. Les élus P4/Tendance CLAIRE avaient choisi de partir de ce texte pour présenter des amendements, en nombre délibérément limité pour permettre d'ouvrir la discussion en vue de l'améliorer sur des points essentiels : logique transitoire reliant nos mots d'ordre à la question du gouvernement des travailleurs, critique des directions syndicales collaboratrices, prise de position pour une candidature unitaire anticapitaliste clairement délimitée du Front de gauche, avec la conviction que le vrai débat n'est pas « candidature NPA » versus « candidature unitaire », mais alliance avec les vrais anticapitalistes (à commencer par LO) versus alliance avec les réformistes antilibéraux (gestionnaires du système capitaliste).

Les défenseurs d'un candidat NPA sur le programme des « refondateurs »

Enfin, le centre de la P1 (autour de Sandra Demarcq, Christine Poupin) partageait le fond politique de la motion P3/droite de la P1, mais voulait cesser les discussions avec le Front de gauche et décider que la

candidature NPA irait quoiqu'il arrive jusqu'au bout : trois jours avant le CPN, ses représentantes écrivaient que « le début de la motion proposée par Pierre-François ne pose pas de problème », mais qu'il fallait « réécrire les 4 derniers paragraphes (...) pour tirer le bilan de la démarche de rassemblement des anticapitalistes, décider que le NPA présente unE candidatE ».



www.npa2009.org // contact-jeunes@npa2009.org

Pour nous, il était urgent de dégager une majorité pour l'arrêt des négociations avec le Front de gauche et l'organisation d'une conférence nationale du parti en juin pour que l'ensemble des militantes et des militants puissent se saisir et discuter de ces questions. Mais il était surtout nécessaire de clarifier nos positions politiques, desquelles découlent notre politique d'alliances.

Pendant le CPN : une majorité sur la base de la confusion

Une majorité pour une candidature NPA, mais sans base programmatique claire

Au CPN lui-même, la P2, la gauche et le centre de la P1 ont voulu lier l'arrêt des discussions avec le FdG, la conférence en juin et une candidature NPA avec l'acceptation de l'orientation politique proposée par le centre de la P1. Leur motion commune ne reprend même pas les principes fondateurs du NPA : rien

sur la perspective de la grève générale, l'auto-organisation, le gouvernement des travailleurs. Pire, elle suggère que les partis du FdG seraient « anticapitalistes ». Enfin, elle ne justifie pas politiquement l'arrêt des discussions, donnant ainsi une impression de « sectarisme ». Comment justifier la rupture des discussions avec le Front de gauche sans avancer des raisons de fond ? Comment justifier qu'on proclame d'abord la candidature du NPA et qu'on renvoie à plus tard la question du programme politique ? Cette posture purement « identitaire » sans base politique ne peut qu'approfondir la crise dans laquelle est plongé le parti.

Les élus P4 ont proposé un front unique contre la droite, mais la P2, la gauche et le centre de la P1 ont refusé...

Pour assurer une majorité contre le texte de la droite du parti (à un moment où elle restait encore incertaine) et pour que cette majorité soit la plus large possible, les élus P4 ont proposé de dissocier la fin du texte commun P1/P2, en y rappelant l'arrêt des discussions avec le Front de gauche, afin que cela devienne une motion préalable que la P4 aurait voté. Mais les responsables de la P1 et de la P2 ont refusé cette demande de dissociation/motion séparée, empêchant qu'il y ait une motion commune pour battre la droite du parti. En fait, comme le texte de Pierre-François Grond avait été soumis au vote le premier et battu de 20 voix, l'alliance P1/P2, n'ayant pas besoin des voix de la P4 pour être majoritaire, a décidé d'empêcher une motion commune afin de ne pas se « mouiller » avec les vilains petits canards de la P4 ! Pour protester contre cette manœuvre et sachant que le texte de la droite était déjà battu, nous avons décidé de voté contre le texte P1/P2 pour exprimer notre refus d'un accord politique confus, qui est une capitulation de la P2 face à la ligne creuse du centre de la P1¹⁹.

¹⁹ Nous regrettons que le camarade

La P2 renonce à défendre son programme anticapitaliste

Les responsables de la P2 estiment que le CPN a permis d'avancer en général et de les faire progresser en particulier. Il est certain que la « gauche » du NPA pèse désormais d'un poids important. Mais à quel prix ? La P2 a renoncé à mettre en avant l'essentiel de ses positions pour passer cet accord qui évite certes la catastrophe d'une discussion sans fin avec le Front de gauche, mais prive l'organisation de perspectives politiques solides. Par là même, la situation est loin d'être débloquée. Elle ne fait au contraire que se nouer davantage dans une logique de compromis fragiles, forcément éphémères, de tensions et de suspicieux réciproques, sans cesse menacés de voler en éclats au moindre désaccord. C'est pourquoi les divergences ont été artificiellement enfouies comme de la poussière sous un tapis. C'est une grave perte pour la discussion politique de fond et le débat démocratique : la direction de la P2 et la gauche de la P1 n'ont à proposer au vote des militantes et des militants qu'un texte privé de l'essentiel de leur propre orientation. Nous les appelons à revoir leur position et à proposer à l'ensemble du parti une contribution dotée d'un véritable contenu politique, en vue de la conférence nationale de juin.

Un troisième texte en vue de la conférence nationale de juin : pour une campagne anticapitaliste et révolutionnaire en direction des travailleurs et de la jeunesse

Les élus de la Tendance CLAIRE ont soumis au vote du CPN le texte Cabral/Lemaitre abandonné par ses auteurs, avec des amendements préparés avant le CPN dans l'espoir

Jean-François Cabral (P2), dans son bilan du CPN où il critique le vote de la P4 contre la motion P1/P2 ait omis de donner ces précisions à ses lecteurs, afin qu'ils puissent se faire leur propre opinion en ayant l'ensemble des éléments.

qu'il serait possible d'avoir des discussions de fond avec la gauche du parti pour avancer dans la clarification programmatique et stratégique sans tomber dans le sectarisme. Les autres élus de la P4, d'abord en désaccord avec cette démarche d'amendements du texte P2/Gauche de la P1, ont finalement voté pour la version amendée par la Tendance CLAIRE, sous réserve qu'elle soit revue ensuite pour la conférence nationale. Un camarade de la P2 a également voté pour cette version au CPN. Après avoir été rediscuté à la suite du CPN et reçu de nouveaux amendements, la version définitive du texte est désormais soumise au vote de la Conférence nationale et portée en commun par l'ensemble de la P4, mais aussi désormais par plusieurs camarades de la P2. Nous appelons toutes et tous les camarades attachés à la construction du NPA et à la clarification de sa ligne dans le sens révolutionnaire à voter et faire voter pour ce troisième texte !

Pour sortir de la crise, il faut un NPA révolutionnaire et fier de l'être

Nous estimons nécessaire de renforcer le parti en revoyant son programme et sa stratégie, en levant les ambiguïtés de départ — ambiguïtés qui ont mené une dirigeante de la droite du parti à déclarer en plein CPN que le projet du NPA était d'être « anticapitaliste » mais pas nécessairement « révolutionnaire ». C'est cette confusion et la velléité politique d'une direction sans boussole qui ont conduit à la profonde crise que traverse parti depuis plus d'un an, en l'empêchant d'avoir une orientation claire. Aujourd'hui, pour être à la hauteur de la situation sociale, au cœur de la crise du capitalisme, pour contrer la montée du Front national qui pose quant à lui la question du pouvoir et se prétend radicalement « anti-système », il est indispensable d'expliquer clairement aux travailleurs et aux jeunes ce que nous voulons : renverser le capitalisme pour le remplacer par une société communiste, sans classe

et sans État, et mettre en avant un véritable programme de transition partant des revendications et des luttes immédiates, mais axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs auto-organisés.



Ce n'est pas là être « sectaires », « archaïques » ou « préhistoriques » comme on nous le dit parfois dans les rangs mêmes du NPA. C'est au contraire être éminemment contemporains de l'état de crise du capitalisme, actuels quant à la nécessité d'en finir avec lui, adaptés à la vague historique sans précédent de processus révolutionnaires dans les pays arabes. La mobilisation massive de la jeunesse espagnole dans les rues et sur les places semble montrer que cette vague peut franchir la Méditerranée et donner une impulsion nouvelle aux luttes des travailleurs d'Europe contre les plans d'austérités, les licenciements, le chômage, la vie chère... Il ne s'agit pas de réactiver le mythe du « Grand Soir », mais de contribuer à reconstruire patiemment les conditions subjectives nécessaires au renversement révolutionnaire du capitalisme : habitudes d'auto-organisation et de démocratie ouvrière, programme de transition partant des revendications immédiates pour les relier à la question du pouvoir par un gouvernement des travailleurs. C'est en nous démarquant fermement des organisations réformistes, en assumant pleinement notre programme révolutionnaire, en répondant au plus juste à la question de toutes celles et de tous ceux qui nous demandent « comment faire ? », en faisant un effort systématique d'implantation en profondeur du parti dans les boîtes, les quartiers populaires et la jeunesse, que nous pourrons convaincre les travailleurs, les travailleuses et les jeunes révoltés par ce système de nous rejoindre.

Tribunes publiées dans « *Tout est à nous* » par les partisans du Texte C

Pour une campagne anticapitaliste et révolutionnaire, donnant aux luttes une expression politique indépendante (2 juin 2011)

Contrairement à ce que pourraient croire les lecteurs des deux derniers « Tout est à nous !, il n'y a pas deux, mais bien trois textes pour la Conférence nationale. C'est la première fois que s'expriment ici les partisans du « Texte C ».

La crise du capitalisme touche de plein fouet les exploités et les opprimés. Mais elle aiguise aussi leur résistance à l'austérité, au chômage et à la précarité. Les processus révolutionnaires dans les pays arabes, l'intervention impérialiste visant à les stopper, la mobilisation en Espagne, les luttes déterminées quoique dispersées en France créent une situation qui justifie pleinement la proposition de construire un NPA révolutionnaire, internationaliste et anti-impérialiste.

C'est pourquoi la discussion sur la campagne présidentielle engage davantage que la stratégie électorale. La Conférence nationale doit être l'occasion d'un débat pour surmonter la crise de notre parti, clarifier les ambiguïtés permanentes qui nous paralysent et mieux définir le NPA que nous voulons.

Notre parti, pour être conséquent, doit affirmer son projet de rupture

révolutionnaire avec ce système. Ce faisant, il démontrera ce qui le distingue radicalement des organisations réformistes qui ne prétendent, comme le Front de gauche, qu'humaniser le capitalisme... et en fait le cogèrent avec le PS. Il faut au contraire le renverser et s'en donner les moyens, qui n'ont rien à voir avec la « révolution par les urnes ». C'est dans et par les luttes, par l'auto-organisation, le front unique dans l'action et la démocratie ouvrière, que pourra se mener l'affrontement décisif avec les exploitateurs, tout en contrant les directions syndicales et leur collaboration de classe. Ni baguette magique ni recette schématique, la grève générale, dont le spectre a hanté cet automne, sera nécessaire pour créer un rapport de force qui puisse contester frontalement le droit des capitalistes à sacrifier nos vies pour leurs profits.

Il s'agit donc d'avancer un programme de transition partant des revendications formulées dans les luttes, en développer la logique jusqu'à poser la question du pouvoir : seul un gouvernement des travailleurs fondé sur leurs organes démocratiques d'auto-organisation, liquidant les institutions bourgeoises, pourra satisfaire ces

revendications, atteignant directement le pouvoir de la classe dominante pour changer radicalement la société, vers le communisme, sans classes et sans État.

Nous n'attendons rien de ces élections qu'une occasion de populariser les luttes et d'exposer notre programme à une large échelle, d'expliquer en quoi, bien loin d'être « utopique » ou « archaïque », c'est la seule perspective réaliste à mettre en œuvre si l'on veut défendre jusqu'au bout les intérêts des travailleurs. Nous pouvons mener cette campagne en œuvrant au regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires, à la fois avec les militants de l'avant-garde des luttes, des syndicalistes lutte de classe, et en ouvrant la discussion avec LO, tout en assumant nos réelles divergences. Sinon, le NPA se présentera seul à la présidentielle. Mais l'essentiel est de concevoir notre campagne comme un moyen de construire le parti dont l'activité principale doit se centrer dans les luttes, les entreprises, les quartiers, la jeunesse.

Daniela, Ludivine, Ludovic, Vincent, membres du CPN

Appel de militantEs P2 à soutenir le texte C (9 juin 2011)

Nous, militantEs d'orientation P2 du Var, avons été très déçuEs par le contenu du texte A.

Ce texte ne dit presque rien sur l'orientation de notre campagne. Il ne s'oppose donc pas à ce qu'on se redirige vers un programme basé sur le texte « Nos réponses à la crise », avec son fameux « gouvernement au service de la population », etc. Les camarades P1 ralliés au texte A acceptent, avec les partisans du texte B (P3-P1), l'idée de faire de « Nos réponses à la crise » la base du programme.

Le texte A indique que la Conférence Nationale constitue « le point de départ » de l'élaboration collective du programme. Or, il serait logique que les militantEs de base se déterminent AVANT, et non APRES la CN, sur l'orientation de notre campagne présidentielle ! Pour que le « coup d'envoi » à la campagne soit réussi, il faut envoyer des déléguéEs à la CN qui présenteront une position claire, et non le flou caractéristique du texte A.

Dans un contexte de désaffection des masses à l'égard de la politique traditionnelle, et de la montée du FN, notre programme de campagne doit se distinguer clairement de celui des autres partis. Il ne doit surtout pas ressembler à une liste de promesses électorales, qui seront d'ailleurs perçues comme peu crédibles. Nous devons au contraire concentrer notre campagne sur le soutien aux luttes et sur l'idée de l'auto-organisation des masses elles-mêmes, en vue de leur propre prise de pouvoir. Si au contraire, notre

parti n'apparaît par son programme que comme une version plus radicale du Front de Gauche, le NPA s'effacera vite de la scène politique, faute d'avoir su présenter une véritable alternative à la politique des partis électoralistes.

Seul le texte C tente clairement d'orienter la campagne sur l'idée d'auto-organisation des masses : « les échéances électorales de 2012... seront pour nous, exploités et opprimés, un encouragement à nous organiser ». Et : « ...seul un gouvernement des travailleurs issu des luttes sur leurs organismes d'auto-organisation serait à même de prendre de telles mesures remettant en cause le pouvoir

politique et économique des classes dominantes ».

C'est pour ce type de programme que nous devons lutter au sein du NPA. Ce n'est qu'à travers le débat ainsi engendré que nos idées feront leur chemin, et non en cherchant à tout prix à gagner une majorité dans le parti. Ce serait une erreur de penser qu'il faudrait voter pour le texte A pour faire barrage au texte B. Si le texte B arrivait en tête sans majorité absolue, il est évident que les partisans des textes A et C s'uniraient pendant la CN pour passer une motion empêchant tout rapprochement électoral avec le Front de Gauche.

Un vote soi-disant « stratégique » pour le texte A au lieu du texte C aurait pour unique conséquence d'affaiblir le pôle révolutionnaire du parti, de réduire les chances d'une évolution du NPA vers nos positions, et de laisser le parti repartir à la dérive dans le flou de son orientation « majoritaire », et ce en l'absence d'une alternative révolutionnaire suffisamment forte et crédible au sein du NPA. Par conséquent : révolutionnaires du NPA, unissons-nous, et soutenons le texte C !

Tom, Michel, Arlette, Patrick L., Nicole, Patrick D., Fiorella, Patrick C., Jean-Michel S. – NPA 83

Contributions pour le bulletin du NPA préparatoire à la Conférence

Un programme révolutionnaire et concret, c'est possible !

La conférence nationale doit armer le parti d'un programme de transition concret face à la crise. Ce serait une erreur de présenter un programme flou pour ne pas « effrayer » ou ne pas paraître « archaïque » : nous serions incapables de nous distinguer des antilibéraux, avec en prime l'étiquette du « diviseur ». Présenter un « plan d'urgence » en restant évanescents sur la question des moyens serait une impasse. Les travailleurs nous attendent sur la question du « comment » et ils ont raison ! Qu'avons nous à proposer face à la fable antilibérale de « gauche » et à l'escroquerie du FN qui séduit une partie des travailleurs avec un discours soit-disant « anti-système », mais en fait au service du capital et de la noire réaction ?



Nous devons nous positionner comme un parti au service des

travailleurs en lutte, qui défende jusqu'au bout leurs revendications en s'opposant au système en tant que tel et à toutes les marionnettes qui le servent. Il faut polémiquer contre les fausses solutions des antilibéraux, qui veulent nous rejouer 1981 en moins radical : osons défendre la perspective du communisme, une société sans classe, sans État, débarrassée des grands et petits chefs, du travail aliéné, qui nous permette enfin de développer nos capacités, alors que nous sommes écrasés par la domination capitaliste !



Soyons clairs aussi sur les moyens à mettre en œuvre pour éradiquer le capitalisme. Ceux qui prétendent augmenter les salaires pour

résoudre la crise nous vendent des illusions : du point de vue du capital, toute mesure en faveur des travailleurs ne fait qu'empirer la crise. Nos mots d'ordre n'ont un sens que s'ils contribuent non seulement à la mobilisation des masses, mais sont en outre articulés avec la nécessaire prise du pouvoir par les travailleurs, érigent leurs propres institutions pour venir à bout des rapports capitalistes. Mais cela ne suffit pas encore. Nous devons présenter, mettre en débat, les premières mesures que devrait prendre un gouvernement des travailleurs (et non un gouvernement de bonnes âmes « au service » des travailleurs : « il n'est pas de sauveur suprême » !). C'est ainsi que nous pourrons convaincre les prolétaires que notre anticapitalisme n'est pas une posture morale, mais la seule issue réaliste. Un gouvernement ouvrier déciderait :



- Expropriation des grands groupes capitalistes, à commencer par ceux du CAC 40, et pas seulement les banques ou le secteur de l'énergie (comme le propose le « texte B ») ;
- Contrôle ouvrier sur la production et planification économique selon les besoins définis par les travailleurs eux-mêmes ;
- Répudiation de la dette, sortie de l'UE capitaliste, mise en place d'une monnaie nationale inconvertible, démantèlement des marchés financiers, monopole du commerce extérieur (contrôle strict des flux de marchandises) ;
- Lutte pour l'extension internationale de la révolution, car il ne peut pas y avoir de socialisme dans un seul pays.

Il n'y a aucune fatalité à ce que les travailleurs écourés par ce système se tournent vers le FN. Notre responsabilité est immense et nous devons envoyer un signal clair à notre classe : assumons que nous combattons pour le communisme révolutionnaire !

**Sylvain (Centre Essonne),
P4/TC**

Un programme conforme aux intérêts des travailleurs est incompatible avec celui du FdG

Pour impulser les luttes, nous devons essayer de regrouper sur des revendications partielles, tout en gardant notre indépendance politique. Mais dans les élections, il s'agit du pouvoir, donc d'un programme pour gouverner. Est-ce possible avec le FdG ?

Sur les droits des étrangers, le PG demande seulement « *l'abrogation des lois successives depuis 2002* ». Le PCF n'est pas pour la régularisation de *tous* les sans-papiers. Logique, car le PS (dont le PG est issu) et le PCF ont commencé à instaurer la politique anti-étrangers : les centres de rétention administrative datent de 1981 ! Cette ligne est incompatible avec la défense réelle des étrangers, impliquant l'abrogation de *toutes* les lois racistes et anti-immigrés, y compris celles de la « gauche », et la régularisation de *tous* les sans-papiers.



Source : <http://mpa29quimper.over-blog.fr>

Le PCF et le PG ne défendent pas le retour à la retraite à taux plein après 37,5 annuités de cotisation, ni

l'abrogation de la contre-réforme Balladur de 1993.

Le PCF dit vouloir interdire seulement « *les licenciements boursiers* » et rétablir « *l'autorisation administrative de licenciement* ». Quant au PG, il parle de limiter les licenciements économiques au cas de « *difficultés économiques avérées* » ! Bref, il y aurait toujours des licenciements selon les besoins du patronat, mais plus encadrés. En outre, ils ne proposent pas d'orientation pour les luttes. C'est incompatible avec une défense conséquente des travailleurs. Au contraire, nous devons lutter pour empêcher tous les licenciements par la grève, jusqu'à l'occupation d'usine, la relance de la production sous contrôle ouvrier et l'expropriation, dans la perspective de l'interdiction des licenciements.

Le PCF est pro-nucléaire, le PG parle d'en sortir en 30 ans. C'est incompatible avec la protection de notre vie et notre santé. Il y a urgence. C'est possible en 10 ans. Mais comme le capital investit dans le nucléaire car c'est rentable, cela suppose d'exproprier sous contrôle des travailleurs les entreprises de l'énergie, mais aussi celles de construction et de transport pour planifier la réduction des dépenses d'énergie.

Le FdG parle de récupérer les 10% de PIB (180 milliards) perdus par les salariés au profit des capitalistes, mais ils ne veulent même pas exproprier les plus gros capitalistes,

les entreprises du CAC 40 et leurs 100 milliards de profits.

Le PCF et le PG soutiennent les directions syndicales, principales responsables de la défaite sur les retraites face à Sarkozy. Or, les DS ont participé aux concertations, refusé de demander le retrait du projet de loi, empêché la généralisation de la grève, épousé les travailleurs en journées d'action dispersées. Nous devons critiquer les DS, impulser l'auto-organisation et la centralisation des luttes, dans la perspective de la grève générale.



Source : <http://www.bakchich.info/>

Un gouvernement du FdG, même avec une VIe République participative, ne mènerait donc pas une politique conforme aux intérêts des travailleurs.

En partant des luttes réelles dans les boîtes, les QP et la jeunesse, nous devons porter l'idée que seul un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, issu des luttes et reposant sur les AG, comités de grève, de quartiers, etc. pourra le faire.

**JB (Aix, P4/TC) et
Stéphane (Paris XIe, P4/TC)**

Il est temps de construire enfin une grande tendance révolutionnaire dans le NPA !

Le pire a certes été évité au dernier CPN : espérons que la Conférence nationale confirmera très majoritairement le rejet de la politique proposée par le front P3/Droite de la P1, qui voudrait poursuivre indéfiniment (pour 2012 et au-delà) les discussions avec le FdG, donc soumettre notre parti à une logique de recomposition de la « gauche de la gauche ». Pour préserver les aspects positifs des principes fondateurs, il faut refuser la dilution de l'anticapitalisme dans l'antilibéralisme, empêcher que la ligne du parti devienne compatible avec celles du réformisme.

Cependant, ces dérives se nourrissent des ambiguïtés du congrès fondateur. Or les dirigeants de la P2 n'ont jamais voulu les reconnaître et les surmonter, refusant notamment la constitution d'une grande tendance révolutionnaire. C'est pour cette raison qu'ils s'allient maintenant avec une bonne partie de la P1 pour battre la droite du parti, mais sur la base d'un texte qui renonce à leurs propres fondamentaux.

Vouloir faire un « texte court » n'est pas une raison pour renoncer à son programme. Dans le « texte A » ne

sont avancés ni l'auto-organisation, ni la perspective de la grève générale, ni le gouvernement des travailleurs. Parler des luttes ne suffit pas : il faut proposer une stratégie offensive fondée sur la démocratie ouvrière, l'objectif de la grève générale et la mise en avant de revendications transitoires posant clairement la question du pouvoir.

Le « texte A » sème en outre de graves confusions. Évoquant les négociations menées avec les composantes du FdG, il les caractérise comme une « *démarche de rassemblement des anticapitalistes* », semant l'illusion selon laquelle le PCF et le PG seraient anticapitalistes. Au lieu d'expliquer qu'aucune alliance programmatique n'est possible avec ces organisations qui prétendent humaniser le capitalisme, s'opposent à la grève générale lorsque la perspective en est posée et se montrent favorables aux interventions impérialistes, le « texte A » dit qu'il faut cesser ces négociations car, dans la pratique, elles n'ont pas abouti.

Les responsables de la P2 contribuent ainsi à la confusion qui est à la source de la crise du parti.

Les divergences importantes qui les opposent à la P1 ont été artificiellement enfouies, mais ce compromis fragile ne pourra que voler en éclats au premier désaccord. Un temps précieux aura été perdu dans l'élaboration et la diffusion d'un programme clairement révolutionnaire.

Depuis le début du NPA, la Tendance CLAIRE s'efforce d'œuvrer au rassemblement des communistes révolutionnaires dans une tendance qui s'affirme comme telle au sein du parti. D'où les adresses régulières à la P2 et le lancement de la P4 avec d'autres camarades pour le congrès, au-delà des divergences. Face à l'organisation de la P3 en courant public et à son renforcement par le ralliement d'une partie de la P1, il devient urgent d'œuvrer à la constitution d'une grande tendance révolutionnaire. Les camarades de la P2 ont un rôle décisif à jouer, s'ils renoncent aux alliances *a minima* au profit d'une politique ouvertement communiste révolutionnaire et fière de l'être.

Ludivine (Paris 5^e) et Ludovic (Nanterre et ENS) CPN, P4/TC

❖ INTERNATIONALISME

Pour une campagne prioritaire contre les interventions françaises et impérialistes en Libye, en Côte d'Ivoire et ailleurs

Motion soumise au Conseil Politique National du NPA des 14-15 mai 2011 par les élus de la position 4, rejetée par la majorité (10 pour, beaucoup contre, 22 abst, 1 NPPV)

La situation internationale est dominée par les processus révolutionnaires dans les pays arabes, qui se poursuivent mais doivent faire face à la tentative d'y mettre fin par tous les moyens de la part des impérialistes et des bourgeoisies locales à leur service. C'est donc une priorité, pour un parti anticapitaliste et internationaliste, en même temps

qu'il mène une campagne sérieuse sur les revendications des travailleurs comme la question des salaires aujourd'hui, d'assurer la popularisation maximale de ces luttes et d'organiser le soutien concret des travailleurs/euses de France.

Si notre parti a participé à des manifestations et meetings de

soutien, organisé des réunions publiques dans un certain nombre de vie et impulsé la constitution de l'Intercollectif de soutien aux révoltes arabes, force est de constater qu'il ne s'agit pas d'une campagne prioritaire, d'une mobilisation générale de tout le parti. De plus, le cadre même de l'Intercollectif contourne, malgré les efforts des camarades, la question

litigieuse de l'intervention impérialiste en Libye, comme l'a montré le meeting du 2 mai à Paris au cours duquel il n'y a pas eu de prise de parole du NPA pour dénoncer cette intervention et la participation de l'impérialisme français.



Source : <http://thecahokian.blogspot.com/>

Plus généralement, la campagne votée lors du dernier CPN en solidarité avec les processus révolutionnaires dans le Maghreb et Machrek et en opposition à l'intervention impérialiste en Libye, n'a malheureusement pas vraiment été menée à un niveau national. Aucune affiche sur cette question n'a été faite depuis celle sur la Tunisie qui date déjà de plusieurs mois.



Rencontre entre Sarkozy et Moustapha Abdeljalil (président du CNT, et ancien ministre de Kadhafi jusqu'en 2011)
[Source : <http://www.lepoint.fr/>]

Pourtant, le passage de la direction des opérations en Libye aux mains de l'OTAN, le financement et l'envoi de « spécialistes militaires » au CNT confirment le caractère impérialiste de cette intervention en balayant tout prétexte humanitaire.



Source : <http://www.palestine-solidarite.org>



C'est pourquoi le CPN décide que la campagne pour le soutien aux révoltes dans les pays arabes, contre l'intervention impérialiste en Libye (en particulier de notre propre impérialisme) et contre la présence française en Côte d'Ivoire (dispositif Licorne) comme en Afghanistan soit réellement un axe central de notre orientation et demande au CE qu'elle soit effectivement menée. Cette campagne inclut une ligne de front unique : appel aux organisations du mouvement ouvrier pour des manifestations dans toutes les grandes villes de France, appel à l'organisation de soutien financier aux organisations ouvrières qui structurent les luttes dans les pays arabes.



Source : <http://liberongeorges.over-blog.com/>

Notre axe doit être clair : « Soutien aux révoltes arabes, à leurs revendications démocratiques et sociales ! » ; « À bas l'intervention impérialiste ! Troupes françaises, troupes de l'OTAN et de l'ONU,



Source : <http://www.lcr-lagauge.be>

hors de Libye, d'Afrique et d'Afghanistan ! ». Enfin, nous faisons le lien entre la politique impérialiste de Sarkozy et la nécessité, en France, de le combattre par la lutte de classe.



Source : <http://sarkonorepublic1.canalblog.com>

Sur cette base, le CPN décide les mesures suivantes et confie au CE le mandat de les réaliser dans les plus brefs délais :

- 1) Publication d'affiches de soutien aux révoltes arabes et pour le retrait des troupes françaises ;
- 2) Appel public à toutes les organisations du mouvement ouvrier et combat dans tous les syndicats où nous sommes pour une rencontre nationale ayant pour but l'organisation de manifestations dans toutes les grandes villes de France (ou d'une manifestation centrale à Paris) ;
- 3) Quelles que soient les réponses des autres organisations, le NPA mobilisera sur ses propres mots d'ordre ;
- 4) Proposition à toutes les organisations du mouvement ouvrier d'une levée de fonds à destination des organisations ouvrières qui participent au processus révolutionnaires dans les pays arabes (ex. fédérations oppositionnelles de l'UGTT).



Source : <http://sectionpcfbeziers.midiblogs.com>

Vive la mobilisation révolutionnaire de la jeunesse et des travailleurs en Tunisie, en Égypte, en Libye et dans tous les pays arabes !

À bas Sarkozy et les États impérialistes qui ont soutenu les dictateurs et veulent imposer aujourd’hui le maintien de leurs régimes !

Non à tout intervention impérialiste en Libye !

Non aux prétendues « transitions démocratiques » bourgeoises qui visent à rafistoler les dictatures : vive la poursuite du processus révolutionnaire, l’auto-organisation des travailleurs, la mise en place d’organes de pouvoir ouvrier et paysan !

Contribution de la Tendance CLAIRE du 10 mars 2011

Les jeunes et les travailleurs arabes sont les premiers révolutionnaires du XXI^e siècle, de la nouvelle époque ouverte par la crise mondiale du capitalisme qui a éclaté en 2008. Leur soulèvement victorieux contre Ben Ali en Tunisie et Moubarak en Égypte, la lutte armée héroïque du peuple libyen contre le dictateur Khadafi, les grandes mobilisations prometteuses de Bahreïn, de Jordanie, du Yémen et du Maroc suffisent à faire s’effondrer un pan entier de l’idéologie bourgeoise des dernières années. On voulait nous faire croire que le XXI^e siècle serait dominé par la « guerre des civilisations » et qu’on en avait fini avec la lutte des classes. Pendant des années, les impérialistes états-unien et européens ont justifié leur soutien aux dictatures dans les pays arabes ou à majorité musulmane par le prétexte de lutter contre l’islamisme. On nous suggérait aussi, par un préjugé raciste et islamophobe, que les peuples arabes n’avaient pas la même capacité que d’autres à vivre de façon démocratique.

C'est au contraire une immense aspiration à la liberté concrète, c'est-à-dire à l'auto-détermination, qui se déploie dans les processus révolutionnaires en cours. Les jeunes, les travailleurs, de nombreuses femmes, les opprimés veulent en finir non seulement avec les dictateurs, mais avec les régimes dictatoriaux eux-mêmes. Mais les bourgeoisies arabes et les impérialistes qui ont soutenu les dictateurs tentent maintenant de

sauver les fondements des régimes en place, l'ensemble des appareils d'État et de la structure économique : leur prétendue « transition démocratique » ne vise qu'à concéder quelques mesurettes pour canaliser la colère des masses en préservant les bases mêmes du système contre lequel elles se révoltent aujourd’hui.

Les exigences démocratiques des masses sont indissociables des revendications sociales qui avaient déjà provoqué une recrudescence des luttes de classe depuis quelques années dans les pays arabes et qui ont été exacerbées par les effets de la crise capitaliste : le refus de la hausse des prix, du chômage et de la misère ont été de fait les points de départ des processus révolutionnaires. Cela explique le rôle central non seulement des jeunes chômeurs, mais aussi des prolétaires qui ont un travail dans les mobilisations et dans la chute des dictateurs en Tunisie et en Égypte. Et cela implique que, là aussi, la jeunesse et les travailleurs ne pourront se satisfaire de quelques mesures et autres promesses.

Tous les révolutionnaires du monde se doivent non seulement de soutenir inconditionnellement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais de se mettre à l'école des peuples et travailleurs qui font concrètement la révolution. Mais le processus révolutionnaire est international et la discussion politique sur les voies de la

révolution ne saurait être qu'internationaliste. Il ne s'agit pas de donner des leçons, mais de comprendre que le débat d'idées et les propositions politiques pour la révolution dans les pays arabes viennent et doivent venir des révolutionnaires de tous les pays. Il s'agit de faire revivre concrètement la tradition juste de l'internationalisme prolétarien, qui implique à la fois la solidarité de classe et la libre discussion.



Comme marxistes et partisans du programme historique de la IV^e Internationale, nous estimons que seuls la poursuite et l'approfondissement du processus révolutionnaire poseront et posent en fait déjà la question de la prise de contrôle des prolétaires sur les entreprises et de la conquête du pouvoir politique par les travailleurs, les jeunes et les paysans eux-mêmes. Même si la bourgeoisie et les impérialistes étaient contraints par la mobilisation des masses d'accepter réellement la mise en place d'un régime plus ou moins « démocratique » — ce qui n'est pas acquis à ce stade —, ils veilleraient à maintenir les bases mêmes de l'État bourgeois, notamment ses appareils répressifs, et il n'y aurait pas de

changement fondamental dans les conditions de vie matérielles des masses.

Intervention décisive du prolétariat, de l'auto-organisation des masses et des syndicalistes lutte de classe dans les processus révolutionnaires en Tunisie

La Tunisie a subi les effets de la crise économique mondiale, avec un ralentissement de la croissance industrielle en 2008 et une baisse de 4,5% en 2009 (quoique + 3% pour le PIB), une baisse des exportations fin 2008 et début 2009²⁰. L'activité économique, notamment industrielle, avait retrouvé une réelle dynamique en 2010, mais est intervenue au même moment une forte augmentation des prix alimentaires de 32% au second semestre 2010 (l'inflation globale des prix à la consommation étant de 4,4%) ; les conditions de travail se sont aggravées dans de nombreuses entreprises à cause de la concurrence accrue, notamment avec le textile chinois, alors que le secteur du textile et de l'habillement emploie près de 50% des travailleurs de l'industrie manufacturière de Tunisie (250 000 personnes pour 2100 entreprises, la production étant essentiellement tournée vers l'exportation en direction de l'Union européenne).

Mais cela ne fait que s'ajouter au poids de la pauvreté structurelle d'une partie importante de la population, notamment dans le centre du pays qui ne bénéficie pas du tourisme des zones côtières et où ont eu lieu les premières manifestations ; elle était devenue d'autant plus insupportable que la Tunisie a connu une croissance importante depuis vingt ans, dont les fruits ont été accaparés par le clan mafieux de Ben Ali et les multinationales, notamment françaises. Le chômage, qui touche

entre 13 et 20% de la population active selon les sources, frappe un jeune sur quatre, pouvant même atteindre 35% dans certaines villes comme Metlaoui (près du bassin minier de Gafsa), et il est particulièrement insupportable pour les jeunes diplômés, devenus extrêmement nombreux ces dernières années, comme Mohamed Bouazizi dont l'immolation a déclenché la vague révolutionnaire arabe. La jeunesse a de fait été au premier rang de la révolte et de son extension à partir du centre du pays, avec à la fois les jeunes qualifiés au chômage et les lycéens, qui sont les premiers à avoir incendié des locaux du RCD, le parti au pouvoir, et des bâtiments officiels dans tout le pays, à commencer par les commissariats.



Source: <http://cyber-resistant-franco-tunisien.com>

Les jeunes et les travailleurs ont dû très vite s'auto-organiser pour manifester malgré la répression et pour constituer de nombreux comités de défense, avec des bâtons et autres armes de fortune, pour protéger leurs villages ou leurs quartiers des violences de la police et des milices du régime.

Dans les entreprises et les administrations, des Assemblées générales se sont multipliées et, dans un certain nombre de cas, les travailleurs ont chassé les directeurs et cadres liés au régime, comme à la Sécurité sociale, aux assurances Star (entreprise française, filiale de Groupama) et à la banque BNA. La question de l'ouverture des livres de comptes est posée par les salariés de plusieurs entreprises, qui veulent vérifier eux-mêmes l'ampleur des détournements de fonds. Dans un article du journal patronal *Les Échos* paru le 7 mars²¹, Marie-

Christine Corbier écrit : « *Grèves, sit-in, occupations d'usine... deux mois après la chute du régime Ben Ali, les revendications se multiplient en Tunisie.* » Elle explique ainsi que, sous la pression des grèves, « *les entreprises françaises sont nombreuses à avoir dû concéder des hausses de salaire courant janvier* » et que « *l'explosion sociale touche également les entreprises tunisiennes* », que ce soit pour les salaires ou pour la pérennisation des emplois précaires. Elle cite un patron français dont l'entreprise est bloquée par une grève et qui pleurniche en ces termes : « *Des grévistes m'ont dit "dégage" et on a inscrit ce slogan sur ma voiture.* » De son côté, Charles Saint-Prot, directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques, explique que « *le chaos menace en Tunisie. Des soviets se mettent en place dans les usines. Cette pagaille risque de faire perdre de précieux points de croissance que le pays aura du mal à rattraper. Certains investisseurs, qui comptaient investir en Tunisie, se tournent d'ailleurs déjà vers le Maroc.* »

Au sein de l'UGTT, la grande centrale syndicale tunisienne dont la bureaucratie est intégrée au régime, mais qui regroupe 500 000 adhérents et a une existence réelle dans les entreprises et les administrations, les contradictions se développent. Jusqu'à la dernière minute, la direction a tenté de sauver Ben Ali, mais des secteurs combattifs, voire radicaux (comprenant notamment l'ensemble des militants hier clandestins qui se réclament du communisme) ont joué un rôle central dans la mobilisation révolutionnaire des masses. D'un côté, deux jours avant la fuite de Ben Ali, le secrétaire général de l'UGTT, Abdessalem Jrad, le rencontre et déclare à la sortie : « *J'ai trouvé auprès du Président de la République une vision profonde des principaux problèmes et de leurs causes et une volonté de les résoudre.* » Aujourd'hui, les dirigeants de l'UGTT font tout pour contenir les mobilisations ouvrières : comme l'écrit l'article des *Échos* (7 mars) déjà cité, « *l'UGTT*

²⁰ Cf. les données de l'Institut tunisien de statistiques : http://www.ins.nat.tn/oce/201101/TB_Final_fr.pdf

²¹ <http://www.lesechos.fr/economie-politique/monde/dossier/0201200851388.htm>

ne veut pas être accusée d'affaiblir l'économie tunisienne ». Par exemple, Mohamed Boukhari, secrétaire général adjoint de la Fédération de la STEG, l'entreprise d'électricité et de gaz, a déclaré : « Nous sommes des gens responsables. Les augmentations de salaire ? C'est très important, mais ce n'est pas si urgent. Il y a d'abord des gens qui ont besoin d'un travail. » — Mais, d'un autre côté, l'intervention de syndicalistes lutte de classe et la combativité relative de certains secteurs de l'UGTT, y compris la mise à disposition des locaux de l'UGTT que la police n'osait pas attaquer, ont joué un rôle important dans la radicalisation des masses, notamment chez les enseignants, les personnels de la santé ou les éboueurs, à Sidi Bouzid ou à Sfax. Dans cette dernière ville, la capitale économique du pays, l'UGTT a appelé à une grève générale de 24h le 12 janvier, avec une manifestation de 40 000 personnes et cela a constitué un tournant dans la mobilisation, en faisant surgir le risque d'une extension de la grève à tout le pays, que la direction nationale de l'UGTT a tenté de canaliser en appelant à une grève générale nationale de 2h le 14 janvier : cela a fortement contribué à la fuite de Ben Ali. Dans de nombreux cas, des syndicalistes s'en prennent aux bureaucraties, comme cela a été relevé par le journal algérien *El Watan* lors d'une manifestation le 17 janvier se dirigeant vers le siège de l'UGTT, dont les permanents ont semblé « fuir de peur d'affronter les militants de l'union ». C'est aussi sous la pression des syndicalistes combattifs et des travailleurs que la direction de l'UGTT a dû retirer précipitamment les trois ministres qu'elle avait accepté d'avoir dans le tout premier gouvernement de Ghannouchi après la chute de Ben Ali. Aujourd'hui, la question posée aux militants de l'UGTT et aux travailleurs est de se réapproprier leur syndicat en chassant les corrompus et tous les bureaucraties et en définissant eux-mêmes l'orientation de classe à lui donner.



Enfin, ce sont de véritables conseils qui ont été mis en place pour prendre en main la gestion de certains villages ou quartiers, voire de quelques villes. C'est ainsi que des conseils ont été mis en place, avec la section dissidente de l'UGTT, dans la ville de Redeyef, près du bassin minier de Gafsa où les mineurs avaient mené une grève de six mois durement réprimée en 2008 (3 morts, nombreux cas de tortures, 360 condamnés) ; ce fut le point de départ du cycle de luttes ouvrières qui s'est développé par la suite et a fortement contribué à préparer et nourrir la mobilisation révolutionnaire actuelle. Or, à Redeyef, « c'est aujourd'hui le local de l'UGTT (qui a rompu ses liens avec la direction nationale à Tunis) qui est le véritable siège du pouvoir ; le maire corrompu est retenu chez lui dans l'attente de son procès, la police et la plupart des autorités ont disparu et la ville est auto-gérée par des conseils. Comme l'explique Adnan Hayi, secrétaire général de l'UGTT de Redeyef dans les Chroniques de la révolution tunisienne : "Grâce à l'expérience de la lutte et de l'unité de ces dernières années, nous sommes parvenus à former des Conseils dans tous les secteurs pour mobiliser la population dans la défense de ses droits et pour la gestion de sa vie quotidienne. Notre organisation syndicale sert aujourd'hui de colonne vertébrale à la mobilisation populaire." »²²

En Égypte aussi, il y a eu non seulement des millions de manifestants place Tahrir et dans

²² Source : article d'Atef Saïd, Hossam El-Hamalawy et Sellouma, « Le rôle de la classe ouvrière dans la chute de Moubarak », <http://www.pressegauche.org/spip.php?article6553>

tout le pays, emmenés par la jeunesse, mais des éléments de contrôle dans les entreprises et d'auto-organisation sont apparus, des syndicats indépendants se renforcent (les syndicats officiels étant liés à la police et n'ayant pas du tout la même base de masse que la centrale tunisienne) et les grèves ouvrières ont joué un rôle décisif dans la chute de Moubarak en 18 jours seulement. C'est ce que montre l'article dont nous reproduisons ci-dessous une grande partie.

Le rôle de la classe ouvrière dans la chute de Moubarak

Large extrait d'un article d'Atef Saïd, Hossam El-Hamalawy et Sellouma

<http://www.pressegauche.org/spip.php?article6553>

(...) A partir du dimanche 6 février, avec l'appel au retour à la normalité et au travail martelé par le régime lui-même, un tournant a commencé à s'opérer avec l'entrée progressive du prolétariat égyptien sur la scène des événements. L'une après l'autre, plusieurs villes du pays ont vu s'engager des grèves et des occupations d'entreprises.



Des ouvriers de la compagnie du canal de Suez le 9 février 2011 ; Source : <http://www.lemonde.fr/>

Dans une interview publiée le dimanche 6 février, Hossam el-Hamalawy, journaliste, blogueur du site 3arabawy et membre du Centre d'études socialistes au Caire pointait déjà quatre premiers foyers : « Cela fait déjà deux jours que les travailleurs ont déclaré qu'ils ne retourneront plus au travail jusqu'à la chute du régime. Il y a quatre foyer de lutte économique. Une grève à l'usine sidérurgique à Suez, une fabrique de fertilisants à Suez, une usine de textile près de Mansoura à Daqahila, où les travailleurs ont expulsé le

manager et autogèrent l'entreprise. Il y a également une imprimerie au sud du Caire où le patron a été viré et qui fonctionne en autogestion. » Comme l'a informé le journal « Al-Ahram Online », les luttes ouvrières ont surtout commencé à gagner en intensité dans la ville-clé de Suez, avec en pointe les travailleurs du textile qui ont organisé une manifestation rassemblant 2000 travailleurs pour le droit à l'emploi à laquelle se sont joints 2000 jeunes. Dans le courant les jours suivants, les travailleurs ont occupé l'usine textile « Suez Trust » et 1000 ouvriers de la fabrique de ciment Lafarge entraient en grève tandis que leurs collègue de la cimenterie de Tora organisaient un sit-in pour protester contre leurs conditions de travail.

Dans la ville industrielle de Mahalla, l'étincelle est partie avec plus de 1500 ouvriers de l'entreprise Abu El-Subaa, qui ont manifesté en coupant les routes afin d'exiger le paiement des salaires. Ce sont ces mêmes travailleurs qui organisent régulièrement des sit-in depuis deux ans pour leurs droits.

Plus de 2000 travailleurs de l'entreprise pharmaceutique Sigma dans la ville de Quesna, se sont déclarés en grève afin d'exiger de meilleurs salaires et le versement de leurs bonus, suspendus depuis plusieurs années. Les travailleurs demandent également la destitution de la direction de l'entreprise qui menait une politique de répression brutale des activités syndicales.



Place El Tahrir le 25 janvier
Source : <http://anniebannie.net>

Le mardi 8 février, les enseignants universitaires ont réalisé une marche de soutien à la révolution qui a rejoint les occupants de la Place Al-Tahrir. Les travailleurs des télécommunications du Caire ont alors entamé une grève au Caire, tandis que plus de 1500 travailleurs du secteur du nettoyage et de l'embellissement des espaces

publics ont manifesté face au siège de leur administration à Dokki. Leurs revendications incluaient une augmentation salariale mensuelle pour atteindre 1200 livres égyptiennes. Ils demandaient aussi la généralisation des contrats à durée indéterminée et le renvoi du président du conseil d'administration.

L'éviction des bureaucrates syndicaux liés au régime et la conquête des libertés syndicales sont également au cœur des ces luttes ouvrières : d'après Al-Ahram, « le Vice-président du Syndicat des travailleurs égyptiens est séquestré depuis lundi (7 février) par des employés qui exigent sa démission immédiate ». Le mercredi 9 février, des journalistes se rassemblèrent au siège de leur syndicat pour exiger la destitution de leur responsable syndical nommé par le régime, Makram Mohamed Ahmed.

Le personnel technique ferroviaire à Bani Souweif engagea une grève qui s'étendit à tout le reste du secteur. Au moins deux usines d'armement à Welwyn se mirent en grève tandis que plusieurs milliers de travailleurs du secteur pétrolier ont organisé une manifestation face au Ministère du Pétrole à Nasr City et à partir du jeudi 10 février, ils furent rejoints par des collègues venant du reste du pays.

C'est surtout à partir du mercredi 9 février que la vague de grève se généralise dans tout le pays après l'annonce faite par Moubarak d'une augmentation des salaires de 15% pour les fonctionnaires. Ce jour là également, les trois premiers syndicats indépendants du régime (celui des collecteurs d'impôts, des techniciens de la santé et de la fédération des retraités) ont manifesté ensemble face au siège de la Fédération égyptienne des syndicats afin d'exiger des poursuites judiciaires contre son président corrompu et pour la levée de toutes les restrictions imposées à l'encontre de la création de syndicats indépendants. Ce sont ces trois premiers syndicats autonomes qui, ensemble avec des travailleurs indépendants d'autres secteurs, ont créé le 30 janvier dernier la première Fédération égyptienne des

syndicats indépendants (voir leur déclaration ci-dessous).

Il faut souligner ici le remarquable manifeste des métallos de la ville sidérurgique d'Helwan, qui ont organisé une grande marche le vendredi 11 février jusqu'à la place Al-Tahrir. Ce manifeste demandait :

1) Le départ immédiat du pouvoir de Moubarak et de tous les représentants du régime et la suppression de ses symboles

2) La confiscation, au profit du peuple, de la fortune et des propriétés de tous les représentants du régime et de tous ceux qui sont impliqués dans la corruption

3) La désaffiliation immédiate de tous les travailleurs des syndicats contrôlés par le régime ainsi que la création de syndicats indépendants et la préparation de leurs congrès afin d'élire leurs structures organisationnelles

4) La récupération des entreprises du secteur public qui ont été privatisées, vendues ou fermées et leur nationalisation au profit du peuple, ainsi que la formation d'une administration publique pour les diriger, avec la participation des travailleurs et des techniciens

5) La formation de comités pour conseiller les travailleurs dans tous les lieux de travail et pour superviser la production, pour la fixation et la répartition des prix et des salaires

6) Convoquer une Assemblée constituante représentant toutes les classes populaires et tendances afin d'approuver une nouvelle constitution et élire des conseils populaires sans attendre le résultat des négociations avec le régime actuel. »

Mais ce qui aura sans doute été déterminant dans la chute de Moubarak, c'est qu'à partir du jeudi 10 février les travailleurs de la Compagnie du Canal de Suez des villes de Suez, Port-Saïd et Ismaïlia ont lancé une grève avec occupation illimitée des installations portuaires, menaçant de perturber ainsi le trafic de navires.

Plus de 6000 travailleurs se sont rassemblés également devant le siège de l'entreprise jusqu'à la satisfaction de leurs revendications salariales, contre la pauvreté et la détérioration des conditions de

travail. Le canal de Suez est une source vitale de devises étrangères pour l'Égypte et un million et demi de barils de pétrole y transitent quotidiennement. Sa fermeture obligerait les cargos à faire le tour de l'Afrique et donc à rallonger leur voyage de sept à dix jours, ce qui aurait un impact sur les prix du pétrole et tous les échanges commerciaux en Europe et dans le monde.

Il ne fait aucun doute que cette vague de grèves massives et la perspective d'un Canal de Suez bloqué ont été les éléments décisifs qui ont précipité la chute de Moubarak en renforçant la pression de Washington et des chefs de l'armée, peu rassurés quant à capacité et à l'obéissance des troupes du rang d'écraser ces grèves par une répression sanglante.

En Libye, il est plus difficile de connaître le rôle propre de la classe ouvrière et les éléments d'auto-organisation, mais on sait que l'insurrection des jeunes, des travailleurs et des opprimés s'est immédiatement armée à cause de la répression féroce de Khadafi et même si des chefs de tribus entières et des secteurs de l'armée sont passés du côté des insurgés pour leur propres intérêts. Les insurgés contrôlent Benghazi, la deuxième ville du pays, mais aussi tout l'Est et plusieurs villes de la région de Tripoli, soit les deux tiers du pays. À l'heure où nous écrivons, les combats restent intenses et l'armée fidèle à Khadafi réussit à stopper ou entraver la progression des insurgés, mais il semblerait que le dictateur tente en même temps de négocier son départ.



L'un des principaux problèmes auxquels doivent faire face les révolutionnaires est la préparation d'une intervention militaire des impérialistes : sous couvert de venir

en aide aux insurgés et après avoir vendu à Khadafi les armes dont il se sert aujourd'hui contre eux, les impérialistes veulent les empêcher de prendre en main leur destin. Ils veulent mettre en place un gouvernement à leur botte qui leur assure l'accès au pétrole libyen et le contrôle politique de la situation révolutionnaire dans les pays arabes.

Notre soutien inconditionnel au peuple libyen en lutte contre Khadafi et son régime s'accompagne bien évidemment d'un refus de toute intervention impérialiste, avec ou sans couverture de l'ONU et quelle que soit sa forme. Si elle est mise en œuvre, nous combattrons pour sa défaite sans pour autant apporter le moindre soutien politique aux chefs de tribus et aux officiers qui combattent aujourd'hui Khadafi pour leurs propres intérêts, voire au service de l'impérialisme dans certains cas. Mais nous condamnons les prétendus « révolutionnaires » Chavez et Castro qui, sous prétexte d'anti-impérialisme, apportent aujourd'hui un soutien politique au dictateur Khadafi alors qu'il s'est soumis aux impérialistes ces dernières années et qu'il est en train de massacrer les jeunes et les travailleurs révoltés contre son intolérable dictature.

Les gouvernements provisoires tentent d'arrêter la mobilisation révolutionnaire pour sauver les régimes au service de la bourgeoisie et des impérialistes

En Tunisie, en Égypte, en Libye et bientôt dans les autres pays arabes, le combat pour en finir avec les régimes dictatoriaux eux-mêmes est à l'ordre du jour. Il s'agit de refuser toute confiance aux transfuges du régime ou du parti unique comme aux généraux de l'armée soudain reconvertis en partisans d'une prétendue « démocratie » — tous aux ordres en fait des impérialistes.

En Égypte les jeunes et travailleurs qui ont renversé Moubarak

viennent d'imposer par leurs manifestations la démission du Premier ministre Ahmed Chafik. Mais il a été remplacé par un autre ancien ministre de Moubarak, Essam Charak, et l'armée a pris les rênes du pays pour tenter d'empêcher la poursuite du processus révolutionnaire, notamment contre les grèves. Le risque d'un régime militaire est d'autant plus élevé que l'armée contrôle une partie de l'économie elle-même et que, tout en ayant été un pilier du régime de Moubarak, elle jouit encore d'un certain prestige — même s'il tient à un nationalisme arabe rendu largement mythique depuis la soumission totale du régime égyptien aux intérêts des États-Unis et de l'État sioniste voici trente ans. Le Conseil suprême des forces armées prétend assurer la transition démocratique en lieu et place du peuple et a promis quelques avancées sociales (notamment un salaire minimum de 1200 livres) ; mais il n'a toujours pas levé l'état d'urgence en vigueur depuis 30 ans, ni libéré les prisonniers politiques, encore moins ouvert la frontière avec Gaza, et il multiplie les menaces et intimidations contre les grévistes, les manifestants et les journalistes. Par exemple, l'armée a bloqué la circulation et interdit de s'approcher de l'usine textile en grève pendant cinq jours de Mahallah, qui est la plus grande du Moyen-Orient avec 24 000 ouvriers — celle dont est partie la grève généralisée d'avril 2008. D'un côté, les militaires ont pris eux-mêmes en main les négociations, cédant aux revendications et virant la direction corrompue de l'usine pour empêcher la contagion qui commençait vers d'autres secteurs. Mais, d'un autre côté, ils ont utilisé leur contrôle des opérateurs de téléphonie mobile pour envoyer des menaces claires à toute la population : « Pour des raisons de sécurité nationale, tous ceux qui participent à des manifestations ou des actions qui ne sont pas expressément autorisées par l'armée seront arrêtés. »²³

²³ Source : Katherine Manca, « L'armée égyptienne contre les révolutionnaires »,

En Tunisie aussi l'armée, qui n'a pas le même poids dans le régime que son homologue égyptienne, jouit d'un certain prestige, d'autant plus qu'elle n'a pas encore tiré massivement sur la foule, contrairement à la police et aux milices de Ben Ali. Cependant, les travailleurs et le peuple tunisiens en sont à une étape supérieure de leur mobilisation : par centaines de milliers, ils ont d'emblée refuser le gouvernement de Ghannouchi. Les manifestations contre lui ont été de plus en plus nombreuses et déterminées, devenant quotidiennes, et ont fini par gagner : après Ben Ali, les Tunisiens ont réussi à balayer son remplaçant, au prix du sang de cinq nouveaux martyrs.

Le président par intérim, Foued Mebazaa, a nommé un « nouveau » Premier ministre, Béji Caïd Essebsi — en fait un vieux pilier du régime de 84 ans, même s'il avait pris ses distances avec Ben Ali depuis 1994, ancien ministre de l'Intérieur de Bourguiba et artisan de la féroce répression contre les militants révolutionnaires dans les années 1960. Cela montre la volonté de la bourgeoisie tunisienne d'assurer la continuité de l'appareil d'État. Cependant, comprenant que ce changement de Premier ministre ne peut pas suffire à calmer la colère populaire, le président par intérim a aussi annoncé la convocation d'une Assemblée constituante, dont l'élection aura lieu le 24 juillet. C'était l'une des exigences des manifestants, concentrant l'aspiration à en finir avec le régime de la dictature. De plus, la police politique et le RCD viennent d'être dissous, la Chambre des députés suspendue et la libération des prisonniers politiques, officiellement décidée par Ghannouchi mais en fait appliquée très partiellement, enfin mise en œuvre. Il s'agit là d'une série de victoires importantes de la mobilisation. Mais le président et le gouvernement tentent aussi par là de mettre fin à la poursuite de la révolution, notamment sur le

terrain des revendications sociales. De fait, Foued Mebazaa a terminé son annonce de la Constituante en demandant aux Tunisiens de « se remettre au travail » et à renoncer à leurs revendications catégorielles : la bourgeoisie craint la fuite des investissements étrangers qui ont été l'un des principaux facteurs du « miracle tunisien » depuis trente ans. Enfin, il a rendu hommage et à la police et à l'armée qui « ont conjugué leurs efforts » pour réaliser une « amélioration notable de la situation sécuritaire en Tunisie ».

De leur côté, les médias qui, tout en se prononçant soudain pour la démocratie, restent en fait liés au régime, se livrent à une campagne contre l'UGTT, visant surtout en fait les syndicalistes lutte de classe et les sections combatives qui ont tant contribué au développement de la révolution et agitant la menace d'un présumé « complot » contre la « transition démocratique ». Se mettant immédiatement au garde-à-vous comme au temps de Ben Ali, la direction de l'UGTT a bien compris le message de son successeur : Ali Ben Romdhane, secrétaire général adjoint de l'UGTT, a déclaré à l'AFP : « Place au travail et à l'arrêt des sit-in, y compris à la Kasbah. Nous allons travailler avec les autres forces politiques pour aider l'autorité publique à réaliser sa mission. Le programme est clair, il n'y a plus de flou. » Cela revient à demander la fin des grèves.

Pour le démantèlement complet des régimes dictatoriaux et des appareils de la répression ! Pour l'auto-organisation des travailleurs, vers leur propre pouvoir !

En Tunisie comme en Égypte, les masses mobilisées veulent en finir avec le régime et voir satisfaites leurs revendications démocratiques et sociales. Mais cette prise en main de leur propre destin, tout comme le développement réel des comités de défense, du contrôle ouvrier dans

les entreprises et des conseils dans certaines localités posent inévitablement la question du pouvoir des travailleurs eux-mêmes. Pour les révolutionnaires de Tunisie, la priorité immédiate est d'aider au développement de l'auto-organisation, de combattre dans l'UGTT contre la bureaucratie et pour une orientation lutte de classe, d'impulser des grèves et de faire progresser l'idée qu'il est possible et nécessaire de poursuivre la révolution jusqu'au gouvernement des prolétaires, des jeunes et des paysans.



Source : phototéque rouge

De ce point de vue, les élections à l'Assemblée constituante doivent être l'occasion de développer cette orientation en présentant dans tout le pays les candidats des comités d'auto-organisation. Il s'agit de continuer à combattre le gouvernement provisoire et la tentative par laquelle la bourgeoisie et les membres de l'ancien régime tentent de maintenir les bases mêmes de celui-ci, c'est-à-dire tout l'appareil d'État : ils ne voient dans la Constituante à laquelle ils sont obligés d'appeler qu'un moyen de les repeindre sous de nouvelles couleurs. Le président Mebazaa a remis à une commission composée de membres liés au clan de Ben Ali le soin de définir le mode de scrutin et les modalités pratiques pour la convocation de la Constituante. Ils voudraient pour que celle-ci se réduise à l'écriture d'une nouvelle Constitution, sans toucher aux institutions essentielles du régime. Tout au contraire, c'est aux masses mobilisées et auto-organisées de définir les tâches de la Constituante, de lui donner les pleins pouvoirs pour liquider de fond en comble l'ancien régime et pour prendre l'ensemble des mesures sociales et

économiques qui lui sembleront nécessaires.

Si la bourgeoisie réussit à conserver le pouvoir politique et économique, elle continuera de surexploiter les travailleurs pour son propre compte et pour celui des multinationales dont elle est la vassale. En même temps, la démocratisation du régime sera limitée à quelques acquis pouvant être repris tôt ou tard par la réaction et, en tout cas, l'essentiel du pouvoir restera dans les mains d'une minorité, les appareils de répression continueront de fonctionner contre les travailleurs et les jeunes, les conditions de vie ne seront pas fondamentalement changées.

Or ce sont les travailleurs qui font tourner le pays, qui peuvent décider de le paralyser par la grève et qui pourront demain prendre le pouvoir politique et s'approprier les entreprises et les administrations pour imposer leurs choix. Pour les communistes révolutionnaires, il s'agit non seulement de participer à l'auto-organisation et aux luttes des travailleurs, des jeunes et des paysans, mais aussi de les convaincre qu'il est urgent et possible d'en finir avec la tutelle de l'impérialisme, de rompre avec le néo-colonialisme, notamment celui de la France, de nationaliser sans indemnités ni rachat et sous contrôle des travailleurs toutes les entreprises impérialistes et tous les grands groupes capitalistes tunisiens, de planifier le développement économique de façon démocratique, au service des besoins des travailleurs et de la jeunesse, de mettre en place des institutions qui assurent le pouvoir de la majorité, les travailleurs eux-mêmes...

Un tel programme doit donc être défendu clairement par les marxistes révolutionnaires de Tunisie, en toute indépendance à l'égard de l'ensemble des forces bourgeoises. C'est le programme de la « révolution permanente » : la seule façon pour les travailleurs et les jeunes de ne pas perdre la révolution qu'ils ont commencée eux-mêmes, c'est de la continuer et

de l'étendre aux autres pays, jusqu'aux États-Unis socialistes arabes et berbères.

Faut-il participer au « Front du 14 janvier » ?

Oui au front unique pour les revendications démocratiques et pour la Constituante !

Non à l'accord programmatique avec des organisations bourgeoises, aucun soutien à un gouvernement bourgeois, pour l'auto-organisation et le gouvernement des travailleurs !

Le Front du 14 janvier regroupe des organisations ouvrières qui se réclament du communisme, comme le Parti Communiste des Ouvriers Tunisiens (PCOT, organisation se revendiquant du « marxisme-léninisme », qui a lutté courageusement dans la clandestinité et regroupe plusieurs centaines de militants) ou la Ligue de la Gauche Ouvrière (également dans la clandestinité pendant la dictature, ces camarades sont liés au NPA via le « Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale »), mais aussi des organisations bourgeoises nationalistes (les Unionistes nasséristes, le Mouvement National Démocratique, les nationaux démocratique (WATAD), le Mouvement Ba'ath, le Mouvement de la Gauche Indépendante et le Parti National et Démocratique du Travail).

Le Front du 14 janvier défend une série de revendications démocratiques et sociales très justes qui, dans le cadre de la lutte pour en finir avec la dictature et le néo-colonialisme, peuvent et même doivent faire l'objet d'un front unique pour aider à la mobilisation des masses, y compris avec des organisations bourgeoises réellement partisanes des libertés démocratiques et de l'anti-impérialisme. Nous devons soutenir ainsi les revendications suivantes : « 1- faire tomber le gouvernement

de M. Ghammouchi et tout gouvernement qui compterait dans ses rangs des symboles de l'ancien régime ; 2- la dissolution du Rassemblement Constitutionnel Démocratique (l'ancien parti-État) et la confiscation de ses sièges et comptes en banque, qui sont des biens du peuple tunisien ; (...) 4- La dissolution de la chambre des députés, de l'assemblée législative, du Conseil supérieur de la magistrature ; le démantèlement de la structure politique de l'ancien régime ; l'élection, dans un délai ne dépassant pas six mois, d'une assemblée constituante dont la mission sera de doter le pays d'une nouvelle constitution et de législations garantissant les droits politiques, économiques et culturels de notre peuple ; 5- La dissolution de la police politique et l'élaboration d'une nouvelle politique de sécurité, respectueuse des droits de l'Homme et de la primauté de la loi ; 6- La traduction devant la justice de toute personne qui aurait procédé à des arrestations illégales, commis des actes de torture ou de meurtre, ainsi que de toute personne qui aurait commis des actes de corruption ou de détournement de biens publics ; 7- La confiscation des biens de l'ancienne famille « régnante », de ceux de ses proches et de tous ceux qui s'étaient servi de leur statut ou qualité officielle pour s'enrichir sur le dos du peuple ; 8- La création immédiate d'emplois, ainsi que d'une allocation-chômage, d'une assurance-santé et l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens. (...) 10- La garantie des libertés publiques et individuelles, en particulier, la liberté de manifester, de s'exprimer, de s'organiser dans le cadre politique de son choix, la liberté de la presse, ainsi que la liberté de conscience ; la libération des prisonniers politiques et l'adoption d'une amnistie générale. » Redisons-le : ces mots d'ordre sont justes et justifient pleinement en eux-mêmes la constitution d'un front unique pour la mobilisation des travailleurs et des jeunes.

Mais le Front du 14 janvier n'est pas seulement un *front unique* pour l'action ponctuelle. Il revêt

également le contenu d'un « *front populaire* », c'est-à-dire d'un accord *programmatique* contre-nature entre des organisations ouvrières et des organisations bourgeois, qui se concentre par là même inévitablement sur un projet de collaboration de classe et de respect du capitalisme, fût-il régulé par l'État. C'est ainsi que, dans les bases constitutives du Front du 14 janvier est fixé l'objectif d'un « *gouvernement d'unité nationale digne de la confiance de notre peuple, notamment celle de sa jeunesse, des forces progressistes et démocratique et des organisations associatives et syndicales* » — formule vaseuse dont il ressort que ce ne serait pas en tout cas un gouvernement des travailleurs et des paysans eux-mêmes. De fait, il s'en tient à des revendications sociales élémentaires et, au lieu de proposer un programme révolutionnaire, il se fixe le but d'élaborer « *une politique économique au service du peuple qui devrait se traduire par une rupture immédiate avec le capitalisme sauvage, notamment à travers la nationalisation des entreprises qui ont été privatisées ainsi que celle des secteurs vitaux de notre économie* » ; il ne s'agit donc pas de rompre avec le capitalisme en général, mais de le réguler par des nationalisations et l'intervention de l'État bourgeois, sans même l'objectif d'un contrôle ouvrier, encore moins de l'auto-gestion et de la planification démocratique. Corrélativement, sans délimitation de classe, le Front du 14 janvier ne propose aucune stratégie sérieuse pour la conquête du pouvoir : il « *appelle les masses populaires et l'ensemble des forces nationales progressistes à continuer le combat jusqu'à la réalisation de ces objectifs, ceci notamment en maintenant les manifestations quotidiennes* », mais il ne parle pas une seule fois de l'objectif de la grève générale et de l'arme de la grève. A juste titre, il « *salue toutes les formes d'auto-organisation inventées par notre peuple et appelle à l'élargissement de leurs champs d'intervention pour couvrir tous les aspects de notre vie publique* », mais ne fixe

pas l'objectif du pouvoir des comités ou conseils où les travailleurs et les jeunes s'auto-organisent.

En un mot, le programme du 14 janvier reste réformiste à l'égard du capitalisme et ne définit aucune stratégie de classe pour faire chuter le régime et que les travailleurs prennent le pouvoir. Cela conduit inévitablement à une orientation confuse et opportuniste. De fait, alors même qu'elles se battent depuis le début contre le gouvernement provisoire et que les manifestations de masse contre Ghannouchi se multipliaient, les organisations du Front du 14 janvier ont décidé de participer au prétextu « *Conseil national pour la Sauvegarde de la Révolution* » fondé le 11 février, qui rassemble 28 organisations (dont la direction bureaucratique de l'UGTT, l'Association des Magistrats Tunisiens, le Conseil des Avocats, etc.) et des partis bourgeois laïques ou islamistes dits « *modérés* », interdits sous Ben Ali (comme Ennahda). Or, sous prétexte de mettre sous contrôle le gouvernement provisoire de Ghannouchi, ce Conseil lui a apporté en fait une caution « *révolutionnaire* » au lieu de le dénoncer comme le principal agent de l'ancien régime ! Après la chute de Ghannouchi et l'annonce des élections pour une Assemblée constituante, ce Conseil a appelé le président Mebazaa à dissoudre le gouvernement provisoire, mais aussi à engager de larges concertations « *en vue de garantir le consensus national autour du choix du premier ministre et de former un gouvernement provisoire de gestion des affaires courantes, avec pour membres des personnes réputées pour leur compétence et qui ne sont pas impliqués avec l'ancien régime* » (dépêche de l'Agence tunisienne de presse, TAP, 1^{er} mars). Ce Conseil prône donc une collaboration de classes au nom du « *consensus national* », une transition institutionnelle qui n'a rien à voir avec la logique de la lutte des classes, mais revient à remettre le sort de la révolution dans les mains

des bourgeois qui font aujourd'hui profession de « *démocratie* ».

La participation du PCOT au Front du 14 janvier et au Conseil pour la sauvegarde de la révolution relève d'une orientation de « *révolution par étapes* », typique de la politique du stalinisme historique (y compris sa variante maoïste) dans les pays dominés. Pour ce parti en effet — quels que soient par ailleurs ses mérites et son action durant plusieurs décennies de clandestinité — il s'agit de faire d'abord la « *révolution démocratique* », qui justifierait l'alliance avec des forces bourgeois « *progressistes* » et la mise sous le bâton du programme proprement prolétarien et socialiste, et plus tard, si possible, une révolution socialiste. Mais entre-temps, comme le montre l'histoire des processus révolutionnaires dans les pays dominés au XX^e siècle, le pouvoir aura été confisqué soit par la réaction qui saura profiter du retour au calme social pour se refaire une santé et se renforcer, soit par le retour des bourgeois « *démocrates* » eux-mêmes contre la classe ouvrière et ses revendications, voire contre les libertés démocratiques elles-mêmes.

De ce point de vue, il est particulièrement problématique qu'une telle orientation soit reprise de fait par les camarades du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale (SUQI) et sa section tunisienne, la LGO, qui participe elle aussi au Front du 14 janvier (pas même de façon critique) et a signé même la déclaration constitutive du « *Conseil national pour la Sauvegarde de la Révolution* ». C'est une conséquence logique de l'orientation défendue par le SUQI, dont la déclaration du 22/02 contient beaucoup de choses justes, souligne l'importance de l'auto-organisation et note même en passant qu'il s'agit d'un « *processus de révolution permanente* » ; mais elle se prononce pour un « *gouvernement provisoire révolutionnaire* » sans contenu de classe, défini comme un vague « *gouvernement au service des*

travailleurs et de la population » ; et, si elle affirme certes qu'il faut « *s'appuyer sur l'organisation des comités, coordinations et conseils populaires qui ont émergé dans la population* », elle ne trouve rien à redire au programme et aux choix du Front du 14 janvier, elle ne fixe nullement l'objectif que les conseils prennent eux-mêmes le pouvoir, elle ne définit aucune véritable stratégie de mobilisation immédiate pour le prolétariat en tant que tel²⁴.

Contre Sarkozy, l'État et l'impérialisme français, complices des dictatures !

Le rôle des révolutionnaires et des organisations du mouvement ouvrier de France est d'abord d'apporter un soutien inconditionnel aux travailleurs et aux peuples qui se soulèvent dans les pays arabes. Mais il est aussi et surtout de dénoncer, combattre et affaiblir par la lutte de classe ici « notre » propre impérialisme.

Depuis l'indépendance formelle de la Tunisie en 1956 et tout particulièrement depuis l'arrivée de Ben Ali au pouvoir sous Mitterrand, l'État français est le principal responsable de la dictature en Tunisie, que le gouvernement soit de droite ou de gauche — la responsabilité du PS étant ici d'autant plus criante que Ben Ali, tout comme d'ailleurs Moubarak, étaient membres de l'« Internationale socialiste » jusqu'à... la veille de leur chute ! Les 219 privatisations totales ou partielles réalisées sous la dictature de Ben Ali ont profité surtout aux entreprises françaises, qui étaient déjà bien présentes en Tunisie et se taillent la part du lion notamment dans le secteur industriel : textile, habillement, mécanique, électricité, électronique, plasturgie, aéronautique (Airbus)... Avec 280 millions d'euros d'Investissements Directs à l'Étranger (IDE), la France apparaît au 3^e rang (en valeur) des pays investisseurs en Tunisie,

derrière les Émirats arabes unis et le Royaume-Uni (présent dans l'énergie). C'est aussi le premier pays par le nombre d'entreprises établies en Tunisie, qui se monte à 1250, dont les trois quarts sous le régime offshore, et par le nombre d'emplois directs induits (106 000). Il y a notamment Valeo, Sagem, Danone, Sanofi-Aventis, entreprises du tourisme comme Fram, Accor, Club med, établissements bancaires (BNP-Paribas, Société générale, Groupe Caisse d'épargne) et plus récemment assurance (Groupama) et centres d'appels (Téléperformance). Dans la grande distribution, les enseignes Carrefour et Casino sont présentes avec des partenaires locaux majoritaires.

En retour la Tunisie, comme d'autres États du Maghreb, est l'alliée privilégiée de la politique contre l'immigration des États de l'Union européenne (dispositif Frontex). Le régime collabore notamment avec les polices italienne et française : la Tunisie est un filtre pour traquer les immigrés clandestins en provenance des pays du Maghreb et d'Afrique subsaharienne. Elle participe à l'« Union pour la Méditerranée », le projet néo-colonial de Sarkozy visant à faire du bassin méditerranéen une vaste zone de libre-échange qui soumettrait encore plus les pays arabes au poids des multinationales françaises et européennes.

L'étroitesse du lien entre l'État français et la dictature tunisienne a été révélée crûment par le soutien apporté par le gouvernement à Ben Ali jusqu'à la veille de sa chute et notamment par le double scandale du soutien d'Alliot-Marie à la répression et de ses vacances en Tunisie offertes par un milliardaire suppôt de Ben Ali. La démission forcée de la ministre des Affaires étrangères prouve la gravité de la crise qui frappe la politique étrangère de Sarkozy à un moment où l'impérialisme français subit la concurrence de plus en plus féroce de ses rivaux dans ses prés carrés africains. De fait, à force de se faire le valet des États-Unis, Sarkozy

subit leurs décisions unilatérales en Côte d'Ivoire comme en Tunisie : on sait que la fuite de Ben Ali a été rendue inévitable malgré le soutien de l'État français lorsque les États-Unis ont décidé de miser sur la « transition démocratique » pour tenter de sauver les intérêts généraux de l'impérialisme contre le soulèvement des peuples. Cependant, Obama ne peut pas tout régler directement et le gouvernement de Sarkozy continue de jouer aujourd'hui encore un rôle décisif dans les faits et gestes du gouvernement provisoire tunisien, sous couvert d'un soi-disant « gouvernement de technocrates » censé préparer les élections et la « transition démocratique ».

Pour une grande campagne de solidarité ouvrière avec les travailleurs et peuples arabes

Pour les révolutionnaires internationalistes, la meilleure façon d'aider les travailleurs et peuples arabes est de dynamiser la lutte de classe en France contre Sarkozy, pour en finir avec ce gouvernement sans attendre 2012 et en nourrissant cet espoir, toutes choses égales par ailleurs, de l'exemple vivant des héroïques mobilisations révolutionnaires en cours dans les pays arabes. C'est ce que font les travailleurs du Wisconsin aux États-Unis mêmes : mobilisés par dizaines de milliers contre la remise en cause de leurs statuts dans le secteur public et des droits syndicaux et n'hésitant pas à s'en prendre au Parlement, ils se réfèrent aux révoltes arabes ! Le gouverneur, Scott Walker, n'a pas hésité à les traiter d'« *espèces d'Égyptiens* » et ils lui ont répondu par les slogans « *Scott Moubarak* » et « *Walker dégage* » ! A quand des manifestations en France pour que Ben Sarkozy dégage ?

Cela suppose de surmonter l'obstacle majeur des bureaucraties syndicales et des réformistes du PCF et du PG, qui s'illustrent aujourd'hui non seulement par leur

²⁴ Cf. <http://www.npa2009.org/cont/ent/tunisie-egypte-un-processus-révolutionnaire-de-portée-mondiale-4ème-internationale>

focalisation sur la préparation des élections cantonales et de la présidentielle de l'an prochain, mais par un soutien à la « transition démocratique » bourgeoise en Tunisie et en Égypte.

Nous devons aussi nous battre dans les syndicats pour qu'ils soutiennent le processus révolutionnaire en poussant à des prises de position de structures syndicales, en proposant des motions qui demandent aux dirigeants nationaux une campagne de solidarité, en prenant l'initiative d'organiser la discussion dans nos syndicats pour appeler les syndiqués et les travailleurs à participer aux manifestations et autres meetings de soutien aux révoltes en cours, pour nouer des liens fraternels avec des structures combatives de l'UGIT ou avec des syndicats égyptiens indépendants, pour organiser des actions contre les entreprises françaises qui participent depuis tant d'années au pillage de la Tunisie et de l'Égypte sous la protection de la dictature.



Source : <http://servirlepeuple.over-blog.com>

Enfin, nous devons lutter — en convaincant la direction du NPA d'aller jusqu'au bout de cette démarche — pour construire un grand front unique des partis du mouvement ouvrier, des syndicats, des organisations démocratiques, anti-racistes et internationalistes, des associations de quartiers intervenant dans les cités populaires où se concentre la majorité des travailleurs et des jeunes immigrés ou enfants d'immigrés, etc. Il s'agit de mener une grande campagne nationale de solidarité politique avec les mobilisations révolutionnaires des travailleurs, de

la jeunesse et des peuples arabes, de se battre dans l'unité contre toute intervention impérialiste en Libye, pour l'annulation de la « dette » des pays opprimés à l'égard des banques, des États impérialistes et du FMI, contre la chasse de l'Union européenne et du gouvernement Sarkozy aux immigrés et aux sans-papiers, pour mettre en échec les diktats de l'impérialisme français, notamment en Tunisie où les multinationales françaises et le gouvernement Sarkozy prétendent continuer à soumettre le peuple à leurs intérêts. Il faut organiser des manifestations et des meetings de masse, mais aussi mettre en place des comités de soutien dans tout le pays, afin que les travailleurs et les jeunes prennent eux-mêmes en mains cette campagne de solidarité et la construction de ces mobilisations. C'est nécessaire pour soutenir les travailleurs et les peuples révoltés des pays arabes, mais aussi pour commencer à nous mettre à leur école.

Non à l'intervention des impérialistes en Libye ! Elle ne vise pas à protéger la population, mais à stopper les processus révolutionnaires arabes et à recoloniser le pays !

Le soutien à l'insurrection libyenne contre Kadhafi, hier encore ami de Sarkozy, ne peut venir que des peuples arabes en lutte et de la mobilisation des prolétaires dans les pays impérialistes !

Contribution de la Tendance CLAIRE du 20 mars 2011

Le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé l'intervention impérialiste en Libye. Officiellement, il s'agit de protéger les civils et les insurgés. Mais l'attitude des impérialistes vis-à-vis des autres soulèvements des peuples arabes montre que ce n'est pas le vrai motif : ils ont soutenu Ben Ali et Moubarak jusqu'au bout, cautionné la répression sanglante des travailleurs du Bahreïn et n'ont pas soutenu l'insurrection libyenne pendant des semaines, au moment où elle était la plus forte, menaçant de faire tomber Kadhafi et de

développer ses potentialités révolutionnaires.



Source : <http://cprouveur.over-blog.com/>

Leur vrai but est de contenir les révoltes arabes et de les mener dans l'impasse de la prétendue « transition démocratique ». Ils veulent contrôler la Libye car sa position géo-stratégique est centrale dans la région. Après s'être réclamé de l'anti-impérialisme dans les années qui avaient suivi sa prise de pouvoir 1969, en profitant de la manne pétrolière, Kadhafi avait accepté depuis des années d'ouvrir en partie le pays et de collaborer avec les impérialistes, signant des contrats et les aidant à contrer

l'immigration africaine. Les impérialistes n'avaient dès lors nullement l'intention de s'en débarrasser, mais l'ont réintégré dans la « communauté internationale ». Ils misaient sur l'évolution de Kadhafi dans le sens de leurs intérêts, mais ils préfèrent quelqu'un de plus malléable et veulent briser les acquis de l'indépendance. Sarkozy et les autres impérialistes ont fini par soutenir l'insurrection après avoir trouvé de prétendus « dirigeants » auto-proclamés qui leur prétent allégeance (souvent ex-dignitaires du régime, officiers rebelles et chefs de tribus voulant une plus grande part du pétrole).



Bombardements impérialistes
Source : <http://www.afrique-asie.fr/>

Or Kadhafi était en train de reconquérir le pays, ce qui aurait comme conséquence l'arrêt de l'ouverture aux principaux impérialistes, notamment à la France : il avait menacé de les remplacer par la Russie et la Chine. C'est aussi une question de crédibilité si les impérialistes

veulent que les peuples arabes croient à leurs promesses démocratiques. À moins que ce soit leur ultime pression pour que Kadhafi accepte de négocier (il a accepté un cessez-le-feu dès le 18/03).



Source : <http://communistesdlichy92.elunet.fr>

Les révolutionnaires doivent donc se battre contre l'intervention impérialiste. Loin d'aider au développement du combat pour la démocratie et de la conscience de classe des insurgés, elle ne peut que renforcer les prétendus dirigeants pro-impérialistes de l'insurrection. Si la victoire contre Kadhafi était due aux impérialistes, les insurgés en seraient dépossédés et devraient subir le néo-colonialisme direct comme en Irak et en Afghanistan. Pour gagner, il leur faut s'organiser politiquement et développer un programme révolutionnaire le plus avancé possible, seul capable de soulever tout le peuple contre la dictature. Seuls les peuples arabes

en révolution et les travailleurs des pays impérialistes peuvent soutenir les insurgés, y compris en leur fournissant de l'argent et des armes.



Source : <http://juliensanonnens.blog.24heures.ch/>

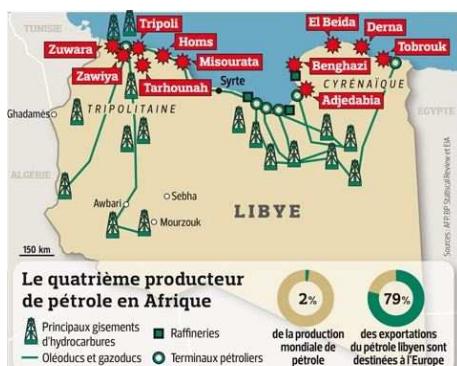
Il faut dénoncer les députés du PG, dont Mélenchon, qui ont voté la résolution du Parlement européen pour l'intervention militaire de l'ONU — tout comme les députés du Bloc de gauche portugais soi-disant « anticapitaliste », alors que le PC portugais a voté contre. Voilà où mènent le réformisme et le soutien aux institutions du capitalisme ! Raison de plus pour que le NPA refuse de s'acoquiner avec le PG. Notre parti doit affirmer fièrement l'identité révolutionnaire et anti-impérialiste, appeler à la mobilisation des travailleurs et des jeunes et briser l'union nationale autour du va-t-en guerre Sarkozy, du PS et des réformistes :

• Non à l'intervention des impérialistes en Libye !

• Vive l'insurrection du peuple libyen contre le dictateur Kadhafi !

• À bas les pro-impérialistes qui se prétendent dirigeants de l'insurrection !

• Pour gagner contre Kadhafi tout en restant indépendant, le peuple libyen doit combattre contre l'impérialisme, pour sa défaite, et il ne peut compter que sur le soutien des peuples arabes et des travailleurs du monde, sur son auto-organisation, sur l'approfondissement de sa lutte révolutionnaire



Côte d'Ivoire : A bas le plan d'intervention militaire des impérialistes et de leurs suppôts (ONU, CEDEAO...) !

Soutien à la résistance des travailleurs et de toutes celles et ceux qui refusent l'ingérence étrangère !

Pour la défaite des impérialistes, à commencer par la France !

Contribution du Collectif pour une Tendance révolutionnaire (position 4) du 8 janvier 2011

Près de 200 morts : tel est le terrible bilan, malheureusement provisoire, des affrontements qui ont suivi le second tour des élections présidentielles le 28 novembre. Ce jour-là, Alassane Ouattara a été proclamé vainqueur par une commission électorale prétendument indépendante, mais en fait acquise à sa cause et soutenue par la soi-disant « communauté internationale », tandis que le Conseil constitutionnel, affidé à Gbagbo, proclamait le triomphe de celui-ci. Tous deux s'affichent depuis lors en présidents officiels. Mais Ouattara, bien que soutenu par l'ONU et les principales puissances impérialistes dont la France et les États-Unis, est cantonné dans un hôtel de luxe à Abidjan. Pour reprendre la main et tenter de s'installer au pouvoir, il a lancé un mot d'ordre de grève générale et une journée de désobéissance civile qui se sont soldés par des échecs cuisants, le peuple ivoirien n'y ayant pas répondu. Ouattara tente par tous les moyens d'asseoir la légitimité qu'il affirme sortie des urnes, ce qu'ont cautionné les observateurs internationaux alors même que des fraudes massives en sa faveur sont attestées par de nombreux témoins. Tandis que les deux prétendants au pouvoir appellent à combattre l'autre par la force, une partie de la population, poussée par la peur et la misère, fuit le pays. Une intervention militaire pilotée par les impérialismes occidentaux sous couvert de la CEDEAO (Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest) est immédiate, visant à renverser Gbagbo, le remplacer par Ouattara et au final accroître

encore leur tutelle sur ce pays semi-colonial déjà ravagé par huit ans de guerre civile ouverte ou larvée.

Ouattara est un agent stipendié de l'impérialisme américain, Gbagbo un dictateur raciste qui a longtemps servi les intérêts de la France avant d'être lâché par elle

Cette situation de violentes tensions est en effet le paroxysme d'une crise ouverte par le coup d'État manqué qui tenta de renverser Gbagbo en septembre 2002. Depuis cet épisode, le pays est coupé en deux, le Nord étant contrôlé par les « Forces nouvelles » acquises à Ouattara et le Sud par les forces officielles aux ordres de Gbagbo. Les impérialistes ont bien essayé de soutenir une politique de « réconciliation nationale », en imposant la présence de ministres de l'opposition et de la rébellion au sein du gouvernement Gbagbo, dans le sillage des accords de Marcoussis signés en janvier 2003 sous l'égide de la France. Mais ces tentatives ont lamentablement échoué, car Gbagbo n'a que partiellement obtempéré aux exigences toujours plus grandes de l'impérialisme en Côte d'Ivoire. L'emploi de la force a dès lors prévalu, avec l'opération « Licorne » — l'envoi de 4000 soldats français —, qui n'hésitent pas à tirer sur les manifestants protestant contre leur présence. C'est pour mettre fin à cette situation qui entrave la sécurité des « ressortissants » occidentaux et le butin qu'ils se partagent, que les

impérialistes se sont entendus pour mettre fin au règne de Gbagbo.

Il n'est pas étonnant que la « communauté internationale » soutienne Alassane Ouattara. C'est un pur produit des États-Unis où il a fait ses études d'économie. Ouattara a ensuite fait les preuves de sa parfaite soumission aux exigences du capitalisme le plus effréné. Après avoir été gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, il a exercé la fonction de premier ministre de la Côte d'Ivoire entre 1990 et 1993 ; il a alors parfaitement tenu le rôle de représentant d'un capitalisme ultralibéral, privatisant à tour de bras et plongeant la population ivoirienne dans une pauvreté exacerbée. Il a également rempli les offices de l'institution qui accueille les peuples à la misère depuis plusieurs décennies, le Fonds monétaire international et ses plans d'ajustement structurel, puisqu'il en a été haut fonctionnaire pendant des années, jusqu'au poste de directeur général adjoint.

Laurent Gbagbo, issu d'un milieu plus modeste que celui de son rival, a fait quant à lui une partie de ses études en France, puis a été enseignant d'histoire, syndicaliste actif, opposant au régime dictatorial d'Houphouët Boigny qui a régné sur le pays de 1960 à sa mort en 1990. Gbagbo a d'ailleurs été plusieurs fois condamné et emprisonné dans les années 1970 puis dans les années 1990 quand Ouattara était premier ministre. Il a fondé au cours des années 1980 le Front populaire ivoirien, affilié à la mal nommée « Internationale socialiste » dont est membre notamment le PS français,

a tissé des réseaux dans la mitterrandie, ce dont témoigne le soutien que lui ont apporté Jack Lang ou Henri Emmanuelli jusqu'au scrutin et encore aujourd'hui un Roland Dumas. Toutefois les liens avec le PS se sont distendus depuis quelques années, en fait depuis que Gbagbo a remis en cause la primauté de l'impérialisme français et ses ingérences permanentes, notamment en prenant l'initiative de coups de force militaires contre les troupes françaises ou en fomentant des manifestations anti-françaises. Cela n'en fait pas pour autant un nationaliste anti-impérialiste. Gbagbo n'a jamais remis en cause les intérêts des gros capitalistes français présents dans son pays, les Bouygues, Bolloré et consorts. Il a en revanche cherché à diversifier ses soutiens, en accueillant les investissements américains et en favorisant l'implantation de firmes américaines, mais aussi la venue des capitaux chinois.

La crise majeure que traverse actuellement la Côte d'Ivoire (qui oppose un Etat semi-colonial et les principales puissances impérialistes) vient donc historiquement après toute une série d'affrontements entre des fractions de la bourgeoisie compradore, soutenues chacune par des puissances impérialistes. Car la Côte d'Ivoire, malgré la pauvreté de l'écrasante majorité de sa population, est riche de ses matières premières : café, cacao, bois, pétrole off shore... Elle subit directement le joug du néocolonialisme et de l'oppression typique de la « Françafrique ». C'est ainsi que les capitalistes français ont pu rafler, tout au long des années 1990 et 2000, les juteux marchés qu'a engendrés la privatisation massive de tous les secteurs clés : eau, électricité, transports... Outre les quelque 500 PME françaises présentes en Côte d'Ivoire, ce sont les fleurons du capitalisme français le plus rapace qui détiennent les principales ressources économiques du pays : Bolloré contrôle entre autres les transports ferroviaires et les activités portuaires, Bouygues les

secteurs de l'eau et de l'électricité, Vinci de nombreux chantiers de construction dont celui du palais présidentiel. Pour protéger son pré carré néo-colonial depuis l'indépendance officielle de la Côte d'Ivoire en 1960, la France a envoyé, outre ses barbouzes et réseaux de mercenaires, des troupes qui y stationnent depuis des années — aujourd'hui, près de 1000 soldats français occupent le pays, auxquels se sont ajoutés des centaines de casques bleus.

Mais l'impérialisme français n'est plus seul à s'accaparer les richesses ivoiriennes. Le capitalisme états-unien s'est installé en Côte d'Ivoire, via certaines firmes comme Umic dans le secteur du pétrole off shore ou Philip Brothers dans celui du cacao ; les sociétés américaines Ocean Energy et Ranger Oil entendent bien quant à elles monopoliser les investissements pétroliers et gaziers. La Chine est elle aussi de plus en plus présente, en particulier dans les secteurs de la construction automobile, de l'industrie portuaire, des constructions autoroutières et de barrages hydroélectriques, du raffinage ou encore de la téléphonie. Ce sont, symboliquement, des entreprises chinoises qui ont construit l'Hôtel des Députés à Yamoussoukro. La Chine a multiplié les gestes de coopération intensive, par exemple en annulant 40% de la dette bilatérale ivoirienne.

Cette situation de concurrence directe de la Chine peut expliquer que la France ait depuis quelques années lâché Gbagbo et se soit ralliée au candidat soutenu quant à lui de longue date par les États-Unis, Alassane Ouattara. Les télégrammes de la diplomatie américaine révélés par Wikileaks l'illustrent d'abondance : « *Le réflexe de suspicion (des Français) à l'égard de la concurrence américaine en Afrique a diminué particulièrement à mesure que la présence et l'influence de la Chine ont augmenté* », exposent les diplomates américains, qui poursuivent : « *Cette nouvelle politique peut donner aux États-Unis l'occasion d'étendre leur*

influence en Afrique sans rencontrer de résistance (de la part des Français) ». On le sait, Sarkozy se veut le président français le plus proaméricain ayant jamais existé. Il a proclamé vouloir rompre avec la politique exclusive de la « Françafrique », pour mieux lier les intérêts français à ceux des États-Unis, par une coopération nouvelle, et ainsi contrebalancer l'influence grandissante de la Chine en Afrique. En revanche, tous les communiqués officiels chinois depuis fin novembre se distinguent par leur volonté de ne favoriser explicitement aucun des deux prétendants, en proposant de « *traiter, de manière appropriée, les différends par le dialogue et les négociations afin de réaliser la réconciliation politique et de sauvegarder la paix et la stabilité de la Côte d'Ivoire* », comme l'a indiqué le 30 décembre la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Jiang Yu. La position chinoise revient en fait à ne pas récuser Gbagbo, contrairement au reste de la « communauté internationale ».

On le voit, il n'y a aucune illusion à entretenir à l'égard de Laurent Gbagbo, qui se contente de mettre dans son jeu plusieurs cartes impérialistes plutôt qu'une seule comme cela prévalait avant lui. Ce faisant, il n'a satisfait ni la France, ni les Etats-Unis, remettant partiellement en cause les intérêts français, mais sans vendre vraiment le pays aux Etats-Unis. Comme Saddam Hussein dans les années 1980, il a cru pouvoir jouer sur les intérêts divergents des impérialismes, mais n'a réussi en fait qu'à les liguer contre lui. Dictateur parmi tous ceux qui soutiennent les impérialistes, il a perpétué l'appauvrissement de son peuple, en bloquant les salaires depuis dix ans tandis que flambent les prix des produits alimentaires notamment. Il a poursuivi le démantèlement de l'école, de la santé, des services sociaux et de tous les secteurs vitaux. Il a aussi cherché à diviser les travailleurs de Côte d'Ivoire pour mieux régner, en continuant de promouvoir la politique ethnociste et xénophobe de

l'« ivoirité » qu'avait imaginée son prédécesseur Henri Konan Bédié. Cette politique lui avait permis d'éliminer de la compétition électorale, en 2000, son concurrent Alassane Ouattara et d'être élu président. C'est elle surtout qui entretient les discriminations à l'égard des travailleurs immigrés venus principalement du Mali et du Burkina-Faso. Gbagbo, à l'image de ses complices au pouvoir ailleurs en Afrique, a tout aussi impitoyablement pourchassé et réprimé ses opposants, comme en témoigne entre autres exemples l'assassinat d'Habib Dodo, militant du Parti communiste révolutionnaire de Côte d'Ivoire, en 2004.

C'est au peuple ivoirien et à lui seul de décider son destin ! Cela passe par la mobilisation révolutionnaire des travailleurs, imposant l'expropriation des multinationales impérialistes, la destruction de l'Etat bourgeois semi-colonial, un gouvernement des travailleurs eux-mêmes !

Les travailleurs de Côte d'Ivoire n'ont donc aucun intérêt à soutenir l'un plutôt que l'autre des deux prétendants au pouvoir ; tous deux n'ont eu de cesse de les opprimer et de les exploiter. Ils représentent seulement deux clans corrompus reflétant eux-mêmes les intérêts des capitalistes étrangers. Les travailleurs ivoiriens ont refusé de suivre le mot d'ordre de grève générale lancé par Ouattara, conscients qu'elle ne servirait que ses intérêts de compradore. Par ailleurs, les observateurs estiment que les « Jeunes patriotes » de Gbagbo ont bien moins de soutien populaire qu'en 2004, quand ils avaient mis en cause quelques intérêts français en s'en prenant à des entreprises ou ressortissants, dans le cadre d'une opération formellement anti-impérialiste, en

fait démagogique, de Gbagbo.

Les travailleurs et le peuple ivoiriens ne pourront lutter réellement contre l'impérialisme et s'auto-déterminer que par l'expropriation des multinationales capitalistes qui les exploitent et pillent leur pays, par l'expulsion des troupes françaises et de l'ONU, la liquidation des institutions pourries de l'Etat semi-colonial, en un mot par une mobilisation révolutionnaire indépendante débouchant sur le gouvernement des travailleurs eux-mêmes. Dans la situation politique dramatique où ils se trouvent, c'est la seule issue conforme à leurs intérêts.

Tout en œuvrant à préparer cette mobilisation par la lutte de classe, il faut empêcher immédiatement l'offensive impérialiste qui se prépare et qui vise à soumettre et exploiter encore plus le peuple ivoirien. D'ores et déjà, les forces impérialistes patrouillent et tirent sur les Ivoiriens qui exigent leur départ. Il s'agit à l'évidence d'une agression des principales puissances impérialistes contre un pays semi-colonial, certes sous prétexte de « démocratie », mais alors que les élections ont été truquées des deux côtés. Les travailleurs et les opprimés auront à combattre et vaincre cette offensive par un front de toutes les forces qui participeront à la résistance pour tirer ensemble sur les troupes impérialistes et leurs suppôts. D'ores et déjà, nous sommes du côté des Ivoiriens qui s'opposent aujourd'hui, ponctuellement, aux troupes impérialistes. L'unité d'action contre l'impérialisme suppose le refus absolu de toute division entre travailleurs ivoiriens et immigrés ou sur des bases ethniques : nourrie depuis des années par Gbagbo, ces divisions internes constituent l'un des plus graves dangers pour la résistance légitime et nécessaire de ce peuple opprimé. Mais la classe ouvrière aura à garder en même temps toute son indépendance et à développer inconditionnellement la lutte de classe contre les patrons, impérialistes comme ivoiriens, sur

la base d'un programme anticapitaliste révolutionnaire et du front unique ouvrier.

Quant à nous, travailleurs et militants du mouvement ouvrier français, c'est en combattant avec la plus grande détermination notre propre impérialisme et les gouvernements successifs qui le servent, à commencer par le « nôtre » et son représentant Sarkozy, que nous pouvons manifester notre solidarité active avec les travailleurs et la population de Côte d'Ivoire. Dans le cas d'un conflit entre l'impérialisme soi-disant « démocratique » et un Etat semi-colonial, nous ne sommes pas neutres : nous sommes inconditionnellement pour la défaite de l'impérialisme. D'une part, l'auto-détermination du peuple ivoirien n'est pas possible le revolver sur la tempe, comme le montre parfaitement l'exemple de l'Irak où les impérialistes n'ont nullement apporté la démocratie, mais le chaos ; d'autre part, toute défaite de l'impérialisme est une victoire pour la classe ouvrière mondiale et les peuples opprimés, facilitant leurs mobilisations.

• A bas le projet d'intervention militaire des impérialistes et de leurs suppôts (ONU, CEDEAO...) ! Soutien à la résistance des travailleurs et du peuple ivoirien ! Pour la défaite des impérialistes à commencer par la France !

• Troupes françaises et onusiennes hors de Côte d'Ivoire ! Aucune illusion dans l'ONU, couverture des intérêts impérialistes dans les pays semi-coloniaux !

• A bas la Françafrique et le néocolonialisme ! Annulation de la dette qui met les peuples d'Afrique sous tutelle impérialiste ! Halte au pillage des richesses par les impérialistes !

• Régularisation des sans-papiers ivoiriens et de tous les autres !

Plus c'est gros, plus ça passe : Les mensonges de la propagande impérialiste

« La première victime d'une guerre, c'est la vérité » (le sénateur américain Hiram Johnson en 1917)



On le vérifie lors de chaque guerre : le matraquage redouble, les journalistes reprennent les informations de « notre camp militaire » pour argent comptant. Les esprits doivent être formatés pour que l'unité nationale se fasse derrière « nos soldats » et « notre » gouvernement. Et les pseudo-opposants, les « grandes gueules » à la Mélenchon, rentrent dans le rang et se prosternent devant les décisions de la « communauté internationale »²⁵ derrière laquelle se cachent les intérêts impérialistes. Inlassablement, la fable ivoirienne contée par les médias dominants est celle, d'une part, d'un simple soutien désintéressé à un président soi-disant « élu démocratiquement » et, d'autre part, de la nécessité morale d'une intervention militaire altruiste « au service des Ivoiriens pour empêcher les massacres ». Cette fable grossière méprise les faits les plus élémentaires et agit comme un vaste écran de fumée autour des manœuvres stratégiques de la part

de pays impérialistes comme la France dans la défense de leurs intérêts économiques immédiats.

« Ouattara, le président élu démocratiquement »

Il est atterrant que la totalité des journalistes des médias dominants martèlent leur certitude que Ouattara a été élu par une majorité d'Ivoiriens. La vérité est qu'il est impossible de savoir qui a obtenu le plus de voix. Des fraudes massives, des intimidations, ont eu lieu dans les deux camps. Y compris d'ailleurs en région parisienne, où des urnes recueillant le vote des Ivoiriens résidents en France ont même été détruites !

Alors que le camp Gbagbo proposait de recompter les bulletins, alors que l'Union africaine proposait l'organisation d'un nouveau scrutin et d'une transition « à deux têtes », les impérialistes ont martelé leur vérité, qui est devenue « la vérité » grâce aux médias soi-disant « indépendants » : Ouattara a été élu de façon indiscutable et tous ceux qui mettent en doute cette vérité sont, au mieux des sceptiques, au pire des ennemis de la démocratie.



Si les impérialistes ont proclamé que Ouattara était le président légitime, ce n'est évidemment pas par souci de la vérité des urnes. Il suffit ainsi de rappeler que Sarkozy a entériné sans sourciller les pires mascarades électorales (au Gabon, avec le fils Bongo ; au Togo avec le fils Eyadema ; au Congo Brazzaville

avec Sassou Nguesso impliqué dans des dizaines de milliers de morts ; etc.). Ce n'est pas non plus par souci des « droits de l'homme » qu'ils ont décidé d'engager des moyens considérables pour se débarrasser de Gbagbo, mais c'est parce qu'ils ont estimé que Ouattara était le meilleur candidat pour leurs intérêts. En effet, Gbagbo a longtemps servi les intérêts de l'impérialisme français, mais il a cherché à diversifier ses soutiens, notamment en s'ouvrant aux capitaux chinois. Il paie aujourd'hui au prix fort sa volonté d'autonomie relative vis-à-vis de l'impérialisme français, sous-estimant la réaction que celle-ci allait entraîner. Ouattara est le remplaçant idéal pour les impérialistes : formés aux États-Unis, ancien premier ministre et ancien dirigeant du FMI, il servira sans hésiter les intérêts étaisuniens et français²⁶. En outre, c'est un ami personnel de Nicolas Sarkozy et de Martin Bouygues, et aussi d'autres industriels français importants.

« Une intervention au service des Ivoiriens pour empêcher les massacres »



Pour les grands médias, les choses sont simples : les troupes de Gbagbo massacrent, et les armées impérialistes (« mission Licorne » et « ONUCI ») interviennent de façon

²⁵ Non content de soutenir l'intervention en Libye, Mélenchon récidive et « propose que dans un avenir proche, les forces françaises soient remplacées par une véritable force multinationale sous commandement de l'ONU. Cette dernière devra aider à la difficile refondation de la communauté nationale ivoirienne, par-delà les clivages fabriqués et manipulés depuis 15 ans » (<http://www.lepartidegauche.fr/editos/actualites/3660-sarkozy-est-tombé-dans-le-piège-ivoirien>)

²⁶ On pourra lire plus de détails dans la contribution du Collectif pour une tendance révolutionnaire du mois de janvier : <http://collectiftrnpa.files.wordpress.com/2011/01/ctr-declarationcoteivoire.pdf>

« ciblée » pour protéger les populations de « l'apocalypse » (expression de Longuet, ministre de la défense). Les armées impérialistes ne font que « riposter » et se trouvent donc dans « l'obligation » d'agir au service des Ivoiriens. De façon typique, un journaliste qui interviewait Jacques Vergès, posait la question suivante, laissant son interlocuteur interloqué : « Pourquoi l'armée française a-t-elle été obligée de bombarder ? »²⁷. Autre exemple : le 5 avril à 16h08, l'AFP osait intituler une de ses dépêches : « Côte d'Ivoire : l'ONU montre sa détermination à protéger les civils ».



Photo des victimes du massacre de Duekoué, dans lequel l'implication des troupes de Ouattara est démontrée
Source : <http://nerrati.net>

La réalité la plus élémentaire est cachée par médias impérialistes, sauf exceptions (comme le « Canard enchaîné ») : les troupes de Ouattara et les troupes impérialistes ont commis des massacres et leur objectif était de renverser Gbagbo quel qu'en soit le prix pour les populations. Selon *Le Canard*, des membres de l'armée reconnaissent la fourniture de conseils, de munitions, et d'armes (notamment des fusils d'assaut) aux troupes de Ouattara. Des hélicoptères français ont, par exemple, frappé le CHU et un supermarché de Cocody, en violation totale de la résolution 1975 de l'ONU qui n'autorisait les actions militaires que « pour empêcher l'utilisation d'armes lourdes contre la population civile »²⁸. À Duekoué,

²⁷ <http://www.rmc.fr/blogs/lesgrandesgueules.php?post/2011/04/06/Le-s%C3%A9C3%A9v%C3%A8nementes-font-de-Gbagbo-l-homme-de-l-ind%C3%A9pendance-alors-que-son-rival-est-celui-de-l-%C3%A9tranger-!-Jacques-Verg%C3%A8s>

²⁸ La résolution de l'ONU (votée le 30 mars pour couvrir l'offensive sur Abidjan qui démarra dès le

des centaines de morts sont (d'après l'ONU elle-même) imputables essentiellement aux forces—de Ouattara.



Source : <http://hansi.over-blog.net/>

Alors qu'au bout de plusieurs jours d'intenses massacres, les forces de Gbagbo étaient concentrées autour du palais et de la résidentielle présidentielle, les médias ont encore essayé de nous faire croire que l'objectif des frappes militaires étaient de protéger les populations civiles des « armes lourdes » de Gbagbo. Ainsi, la force Licorne a bombardé le 6 avril au soir la résidence de Gbagbo et ses alentours, pour soi-disant éliminer des « armes lourdes » qui menaçaient l'ambassadeur du Japon et les populations autour. Après plusieurs jours de déluge de feux contre les combattants pro-Gbagbo, à qui va-t-on faire croire que les forces françaises ont bombardé le bunker de Gbagbo pour protéger les populations civiles ? Comment croire que les « armes lourdes » de Gbagbo justifiaient mercredi 6 avril de nouveaux bombardements pour « exfiltrer » l'ambassadeur japonais ? Enfin, le 10 avril au soir, les forces impérialistes ont à nouveau bombardé la résidence de Gbagbo, puis ont déployé les grands moyens pour aller le capturer le 11 avril.



Source : <http://npa43-haute-loire.over-blog.com>

lendemain !) peut être lu ici : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/04/05/le-texte-de-la-resolution-sur-la-cote-ivoire_1503086_3212.html

De façon manifeste, les impérialistes ont violé leur propre résolution de l'ONU, c'est-à-dire la pitoyable couverture légale de leurs forfaits. Alors que les tirs de la « communauté internationale » ont visé la Radio-TV ivoirienne (RTI), à qui va-t-on faire croire que des « armes lourdes » se trouvaient à l'intérieur de ces locaux ?



Sordide règlement de comptes dans le camp « démocrate » de Ouattara : Ibrahim Coulibaly, chef du commando invisible (implanté dans le quartier d'Abobo à Abidjan) a été atrocement torturé et tué par une autre faction des pro-Ouattara
Source : <http://actualites.ivoran.net>

En fait, là aussi, la vérité est simple à établir : les troupes de Ouattara, pourtant préparés et armés par l'impérialisme (ainsi que par le Burkina Faso et le Nigeria), ont été mises en échec par les combattants pro-Gbagbo à Abidjan. D'où l'intervention directe des forces impérialistes. Le prix en est très lourd, même si les médias capitalistes ne sont pas très prompts à le déterminer ou même à relayer les propos du porte-parole du Haut commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, pourtant peu suspect de sympathies pro-Gbagbo. Celui-ci a parlé dès le 1^{er} avril 2011 des « graves violations » des droits de l'homme qu'auraient commises les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), les pro-Ouattara, en particulier dans l'ouest du pays. Le porte-parole a ainsi évoqué des « pillages, des extorsions de fonds, des enlèvements, des arrestations arbitraires et des mauvais traitements de civils ». On fait mieux pour protéger les droits de l'homme et les Ivoiriens n'oublieront pas de sitôt les forfaits impérialistes.

Gaston Lefranc

Liberté pour le dissident vietnamien Cù Huy Hà Vũ !

À bas l'État répressif et corrompu !

Le juriste Cù Huy Hà Vũ, dissident connu pour son combat pour les libertés politiques et contre la corruption des hauts dirigeants vietnamiens, a été condamné lundi 4 avril à 7 ans de prison et 3 ans d'assignation à résidence, à l'issue d'un procès expéditif et caricatural. Il a été accusé d'avoir “écrit des articles et accordé des interviews sur Internet dénaturant les positions et politiques du Parti comme de l'État, diffamé les pouvoirs et les institutions de l'État, et dénigré la résistance pour la liberté nationale du peuple vietnamien.”

Si la répression des dissidents politiques est monnaie courante au Viêt Nam, l'affaire Cù Huy Hà Vũ a suscité un intérêt particulier non seulement de la part des intellectuels au Viêt Nam et à l'étranger, mais aussi au sein de la population vietnamienne. Car Vũ, 53 ans, est issu d'une famille très respectée d'anciens intellectuels et hauts dignitaires du régime: son père Cù Huy Cân était un grand poète, compagnon de Hô Chí Minh, ancien ministre de la culture, et son oncle maternel, Xuân Diêu, était ancien député à l'Assemblée Nationale et également considéré comme l'un des grands poètes vietnamiens.

Mais au-delà de son illustre ascendance, ce sont surtout ses multiples combats pour dénoncer la corruption des dirigeants actuels qui sont à l'origine de l'attention de l'opinion publique autour de son procès. Parmi ses faits d'arme, on peut citer le procès qu'il a intenté au Premier Ministre du Viêt Nam en 2009 dans l'affaire dite de la "bauxite de Tây Nguyên".

Revenons un instant sur cette affaire qui illustre assez bien la pourriture de la mafia qui dirige actuellement le Viêt Nam. En 2007, le Premier Ministre du Viêt Nam, Nguyễn Tân Dũng, a signé un décret autorisant l'exploitation de la bauxite (mineraux à l'origine de la

production d'aluminium) dans la région de Tây Nguyên, au sud-ouest du Viêt Nam. Ce gigantesque projet, dont l'investissement, étalé jusqu'en 2029, est estimé entre 6 et 8 milliards d'euros, a rencontré une vague d'opposition sans précédent, de la part de scientifiques, d'intellectuels et d'illustres anciens hauts dirigeants vietnamiens, parmi lesquels le général Giáp – commandant en chef des forces vietnamiens lors de la bataille de Diên Biên Phû en 1954 – ou Nguyễn Thị Bình – ancienne vice-présidente de la République “Socialiste” du Viêt Nam et une des principales négociateurs du traité de Paris en 1973 mettant fin à la présence américaine au Viêt Nam. Il s'agit en effet d'un projet dont les conséquences économiques, écologiques, socio-culturelles,... sont potentiellement désastreuses pour cette région de Tây Nguyên. La récente catastrophe en Hongrie, où près d'un million de mètre cube de “boue rouge” – produit résultant justement du traitement de la bauxite – ont contaminé d'immenses régions et détruit des écosystèmes entiers, est venue renforcer ces craintes. Par ailleurs, certains opposants dénoncent la vassalisation voire l'occupation d'une partie du Viêt Nam par la Chine à travers ce projet, où des entreprises chinoises sont maîtres-d'œuvre et où des milliers de chinois sont appelés à venir travailler directement sur le chantier, en violation de la loi du travail vietnamienne. Mais malgré cette vive opposition, le Premier Ministre, que l'on soupçonne de bénéficier de millions de dollars de pot-de-vin de la part de la Chine dans le cadre de ce projet, a donné son feu vert, et parallèlement, les opposants les plus actifs à ce projet ont reçu la visite de la police politique et subissent de multiples intimidations.

C'est dans le contexte de cette affaire que Vũ a donc intenté un procès contre le Premier Ministre pour violation de la loi de protection de

l'environnement, de la loi de protection de l'héritage culturel, de la loi de sécurité nationale, etc. Le tribunal n'a évidemment pas donné suite à la requête de Vũ, mais son acte original et courageux a rencontré la sympathie d'une partie importante de la population.

Vũ est également connu pour ses nombreuses prises de position pour le multipartisme. D'ailleurs, l'acte d'accusation lors de son procès se fonde sur les entretiens qu'il a donnés aux médias basés outre-mer et intitulés “Le multipartisme ou la mort”, “Il faut le multipartisme pour empêcher les abus de pouvoir”, etc.

Vũ était donc devenu trop gênant pour le pouvoir, qui l'a donc envoyé en prison au terme d'un procès grotesque, qui a duré à peine un jour. Si Vũ est indéniablement un intellectuel bourgeois – sa critique de l'État est d'ordre purement démocratique, il ne remet jamais en cause la politique capitaliste menée par le régime, se contentant de souligner, non sans un certain panache, la contradiction entre cette politique et l'étiquette “socialiste” dont le régime continue à s'affubler – il appartient aux révolutionnaires d'être à la pointe du combat pour sa libération, contre la répression, pour les libertés politiques. Mais la démocratie et les libertés politiques ne peuvent pas être obtenues par la seule critique verbale des gouvernements et de l'État. Seul un puissant soulèvement des travailleurs et des jeunes révoltés, balayant l'État corrompu, vers le socialisme, peuvent y mener, à la manière des processus révolutionnaires qui ont lieu actuellement dans le monde arabe. Pour y préparer, il faut dès aujourd'hui oeuvrer à la reconstruction du mouvement ouvrier au Viêt Nam, de sa subjectivité et de ses organisations dont, de manière centrale, un parti authentiquement communiste et révolutionnaire.

Dinesh Agarwal

Déclaration de la Conférence européenne des travailleurs de l'industrie automobile

Une conférence européenne de travailleurs de l'automobile, tenue à Amsterdam les 28 et 29 mai 2011, a réuni des militants et militantes venant de Pologne, Italie, Espagne, France, Suède, Russie et Etats-Unis, et travaillant dans les entreprises Fiat Italie et Pologne, Ford France et Espagne, Opel Pologne, Renault France et Espagne, PSA, Volvo-Trucks, Seat et Volkswagen.



Source : <http://www.mpa-auto-critique.org/>

Engagés dans les luttes syndicales et politiques, nous avons mesuré l'ampleur des attaques coordonnées menées par le patronat de l'automobile contre les travailleurs. Partout en Europe, nous subissons les mêmes offensives contre l'emploi, les conditions de travail et les salaires. La pratique de référendums-chantages — qui cherchent à faire accepter la remise en cause des conventions collectives gagnées dans les décennies précédentes — se généralise.

La politique de Fiat peut préfigurer la politique de tout le patronat automobile. Dans cette volonté de remise en cause des droits acquis,

les offensives patronales visent d'abord les syndicats qui affrontent directement leur politique, mais s'étendent aujourd'hui à l'ensemble du droit du travail et des organisations syndicales.



Manifestation le 3 février contre la fermeture annoncée de l'usine de Fiat de Termoli (Italie)

Source : <http://news.autoplus.fr/>

La mondialisation capitaliste de l'industrie automobile organise la production d'automobiles sur tous les continents en fonction des seuls impératifs de la maximisation des profits. Contre cette politique et le poison nationaliste qui divise les travailleurs les uns contre les autres, la solidarité internationale est plus que jamais à l'ordre du jour. Le mouvement ouvrier n'est pas aujourd'hui à la hauteur des attaques patronales. L'urgence est à la construction des batailles communes.

Des résistances aux luttes offensives, le chemin passe par l'information, les échanges d'expériences de lutte des travailleurs de l'automobile et le

développement des initiatives de solidarité. Nous avons décidé de mettre en place un réseau permanent d'information ouvert à tous les courants et militants qui refusent d'accompagner la crise du patronat de l'automobile. Nous appelons à la convergence avec les initiatives déjà existantes allant dans le même sens.



Manifestation le 4 février de 500 salariés de Ford Blanquefort dans les bureaux de la direction

Source : <http://cgt-egp-dreux.over-blog.com/>

Cette réunion s'est tenue alors que les rassemblements des « indignés » dans les villes de l'État Espagnol se heurtaient à la répression policière. Nous affirmons notre totale solidarité avec ces mobilisations. La résistance des travailleurs de l'automobile doit s'unir avec tous les mouvements européens de remise en cause de l'ordre établi, de la précarité et de la crise que nous impose le capitalisme.

Amsterdam, le 29 mai 2011

Signataires : Boguslaw Zietek (président de WZZ "Sierpien 80", Syndicat libre "Août 80", Pologne), Franciszek Gierot (WZZ "Sierpien 80", Fiat Auto Poland, Pologne), Zbigniew Pietras (WZZ "Sierpien 80", General Motors Manufacturing Poland – Opel, Pologne), Adriano Alessandria (Délégué syndical FIOM-CGIL Lear Corporation - Grugliasco, Italie), Pasquale Loiacono (Délégué syndical FIOM-CGIL carrozzerie Mirafiori, Torino, Italie), Federación de Sindicatos de la Industria Metalúrgica FESIM-CGT (État Espagnol), Sindicato de Trabajadores del Metal-Confederacion Intersindical (Syndicat des métallurgistes-Confédération Intersyndicale, État Espagnol), Gunnar Pettersson (IF Metall Volvo-Trucks Umea, Suède), Gilles Cazin (Militant CGT Renault Cléon, militant NPA, France), Didier Laforêts (Militant CGT Renault Cléon, militant NPA, France), Dianne Feeley (Autoworkers Caravan, États-Unis), Olga Masson (Interregional Trade Union of Autoworkers, Russie), Philippe Poutou (militant CGT Ford Blanquefort, militant NPA, France).



Source : <https://engreve.wordpress.com/>



La leçon de Fukushima : sortir du nucléaire et du capitalisme

Trois mois après la série d'explosions à la centrale nucléaire de Fukushima, alors qu'une catastrophe de plus grande ampleur n'est pas écartée, l'idée qu'il faut sortir du nucléaire progresse au Japon. La responsabilité de la multinationale TEPCO et de l'État, obéissant à la logique capitaliste, est mise en lumière. En France, le rôle clé du nucléaire rend plus clairement nécessaire, pour en sortir rapidement, avant qu'il ne soit trop tard, de renverser le capitalisme.

La catastrophe de Fukushima

Depuis deux mois, la compagnie électrique japonaise TEPCO (Tokyo Electric Power), qui exploite le site nucléaire de Fukushima Daiichi, où se sont produites les explosions de plusieurs réacteurs, tente de minimiser les conséquences de cet accident nucléaire à répétition. Elle a d'abord profité de l'émotion et du chaos provoqués par le violent séisme du 11 mars et le tsunami qui a suivi, et reste avare d'informations sur la situation réelle autour des réacteurs endommagés.

Cette compagnie privée possède la dizaine de réacteurs des deux sites de Fukushima, qui alimentent Tokyo et sa région en électricité, et a pu faire d'énormes profits pendant des décennies grâce au soutien de l'État : gouvernements et campagnes pronucléaires, Agence Japonaise de Sûreté Nucléaire accommodante, développement capitaliste énergivore... au point de devenir la première entreprise de production d'électricité au monde.

Si elle n'est pas la seule à produire de l'électricité au Japon, dans des conditions peu respectueuses de l'environnement bien dissimulées, sa soif de profits est telle que son nom est apparu à plusieurs reprises dans des scandales, pour non-respect de la sécurité de ses travailleurs et des populations

vivant aux alentours de ses centrales.



La centrale de Fukushima (Source : <http://www.lesoir.be>)

Épinglée en 2002 pour falsification de documents (Tepco avait cherché à masquer des incidents intervenus dans ses centrales), elle avait aussi été dénoncée par la presse et des spécialistes du nucléaire après l'accident survenu en 2007, suite à un séisme, dans une autre de ses centrales, dans la région de Niigata. En vain...

Seul le réacteur n° 3 de Fukushima 1 (34 ans) avait subi une rénovation, avec la fourniture par AREVA, en août 2010, de MOX (mixed oxydes). Ce combustible dont les nucléophiles français sont si fiers, mélange de plutonium retraité et d'uranium, a un point de fusion plus bas que les combustibles dits « classiques » et l'échauffement dû à sa radioactivité est plus difficile à réduire, si bien qu'il pourrait, selon les spécialistes, provoquer une réaction nucléaire en chaîne totalement incontrôlable, et donc une catastrophe environnementale planétaire inégalée.

Si le pire a jusqu'à maintenant été évité, les explosions et incendies qui se sont succédés sur différents réacteurs à la mi-mars, les moyens dérisoires et inefficaces mis en oeuvre par les autorités japonaises face à l'incurie de TEPCO (canon à eau de la police puis hélicoptères militaires), les fuites et rejets massifs d'eau contaminée depuis début avril, la crainte d'un effondrement des cuves, tout concourt à démontrer le manque de maîtrise de la production de ce type d'énergie et les failles dans la gestion des risques, pourtant prévisibles dans cette région à grande activité sismique. L'absence de moyens

pour refroidir les combustibles est d'autant plus choquante qu'ils sont nécessaires dans des conditions d'exploitation normales, pour éviter que les nombreux incidents qui surviennent dans les centrales ne deviennent des accidents graves.

La leçon de Fukushima : remise en cause du nucléaire

La responsabilité de TEPCO est patente mais aussi celle de l'État. Les Japonais se réveillent, amers, après des décennies de sommeil ponctuées de discours mensongers de TEPCO et de ses complices représentants de l'état capitaliste, falsification de la réalité qui perdure mais transparaît plus facilement dans le contexte actuel. Beaucoup dénoncent TEPCO et le gouvernement.

Certains manifestent : de quelques dizaines à Tokyo et Nagoya le 27 mars, ils sont passés le 7 mai à quelques milliers de personnes - étudiants, syndicalistes et familles - qui ont défilé dans les rues de Tokyo pour demander la fermeture des centrales nucléaires.

Si ces manifestations, qui ne sont pas ancrées dans la tradition ouvrière comme en France, restent modestes, les Japonais sont finalement nombreux, selon les sondages, à remettre en cause non seulement les discours rassurants sur la situation présente, mais aussi, du coup, ceux du passé, lénifiants, sur cette source d'énergie : soi-disant sécurité nucléaire nationale, capacité à trouver des solutions à long terme grâce à un énorme centre international de recherche nucléaire, compétitivité économique accrue, etc.

Beaucoup découvrent que la production d'énergie électrique nucléaire est, et de loin, plus nocive que celle de toutes les autres énergies. Certes, sa production ne provoque pas forcément, au quotidien, plus de nuisances pour l'environnement et de maladies

chez l'homme que d'autres sources d'énergie, et en tout cas moins que la production d'électricité à partir de charbon.

Mais il est clair, même pour ceux qui n'avaient pas retenu la leçon de Tchernobyl, que :

- L'énergie nucléaire est susceptible d'hypothéquer violemment et durablement le devenir du vivant dans une zone plus ou moins étendue, aujourd'hui 20 km autour de Fukushima, mais ce pourrait être demain un pays, une partie d'un continent.

- L'énergie nucléaire produit des déchets à plus ou moins longue vie, dont certains extrêmement toxiques, comme ceux retrouvés depuis début avril dans l'océan Pacifique, et dont l'accumulation ou la dissémination dans diverses parties du globe représente une menace durable, pour les générations futures et le vivant en général. Les nucléocrates font miroiter des avancées technologiques qui résoudraient le problème, mais les résultats jusqu'à aujourd'hui sont désastreux (ex. du MOX ci-dessus), et pour l'avenir les certitudes relèvent de la foi, non de la science. La recherche intensive, même dans un autre type de société, ne provoquera pas forcément de miracle.

- L'énergie nucléaire n'est pas un gage d'indépendance énergétique du pays mais un fardeau économique pour l'ensemble de la population, du fait des déchets (lieux de stockage, centrales fermées, etc.), du coût de démantèlement des centrales une fois celles-ci arrivées en fin de vie, etc., autant d'éléments qui ne sont pas pris en compte dans le prix réel de l'électricité produite par les centrales nucléaires, quand on nous dit qu'il est inférieur à celui de autres énergies. Et cela devient véritablement exorbitant en cas d'accident nucléaire grave comme à Fukushima.

En effet, au Japon, l'aspect économique de la barbarie nucléaire passe aujourd'hui sur le devant de la scène, alors que l'on commémore la catastrophe de Tchernobyl et que l'on s'interroge sur le financement du second sarcophage du monstre engendré par un Etat dit

« communiste », rentré dans une compétition folle avec les pays capitalistes, et qui avait depuis longtemps trahi les travailleurs.

Le gouvernement japonais a annoncé le 13 mai le financement par l'Etat de l'indemnisation des victimes de Fukushima. La couverture de la multinationale japonaise par son assurance était dérisoire par rapport aux coûts d'une telle catastrophe (c'est le cas pour toutes les entreprises productrices d'énergie nucléaire). Les indemnisations, prévues par TEPCO et les banques, sont tout à fait aléatoires. Ceux-ci accusent en effet l'Etat japonais d'avoir fait la promotion du nucléaire... et lui demandent d'assumer sa responsabilité...

Le cynisme de TEPCO à l'encontre des populations et des travailleurs qui interviennent dans les centrales, et maintenant à propos du financement des indemnisations, commence à susciter la colère des Japonais et à leur ouvrir les yeux sur la responsabilité du capitalisme dans la barbarie du nucléaire civil (pour le nucléaire militaire, les Japonais n'ont plus de doute depuis longtemps, après Hiroshima et Nagasaki...).

L'Etat qui, via la Banque du Japon, a injecté dès la mi-mars des milliers de milliards de yens (des dizaines de milliards d'euros) pour soutenir les capitalistes, après la chute de la Bourse de Tokyo, continue par ailleurs de financer les pertes des industriels nationaux dues à la chute de la production : impossibilité de produire par manque de matières premières, d'énergie, de débouchés pour cause de contamination...

L'Etat japonais finance et mutualise les pertes des capitalistes, qui ont fait des profits et se préparent à en faire de nouveaux... tandis que les travailleurs paient les pots cassés : impôts, énergie chère, atteintes multiples à leur santé, (contamination aérienne, par ingestion d'eau et d'aliments...), difficultés de la vie quotidienne, chômage technique,...

La solution que les travailleurs japonais doivent imposer est une sortie du nucléaire (14% de la consommation énergétique du

pays), avec nationalisation de la production d'énergie sous contrôle des travailleurs, dont l'expropriation immédiate de l'empire TEPCO pour indemniser les victimes et financer les très coûteuses opérations pour stopper la contamination toujours en cours à partir de la centrale de Fukushima.

Cette mesure, qui remet en cause la logique même du capitalisme, devra, pour être durable, déboucher sur le renversement du système dans son entier.

Sortir du nucléaire, en France aussi

Ce qui est vrai pour le Japon, 3ème producteur d'énergie nucléaire au monde, l'est aussi pour de nombreux pays capitalistes dotés de centrales nucléaires, donc bien sûr aussi pour les États-Unis, n°1 mondial, mais plus encore pour la France, n°2 et pays proportionnellement le plus nucléarisé au monde.

En effet, la France est le pays qui possède le plus fort taux de réacteurs nucléaires par rapport à sa population : 58 réacteurs répartis dans 19 centrales nucléaires pour une soixantaine de millions d'habitants. Mais derrière ces chiffres se cache une réalité bien plus grave encore.

Les défenseurs du nucléaire repoussent l'exigence d'une sortie rapide du nucléaire en prétendant que ce serait impossible sans retourner à l'époque de la bougie. C'est de la poudre aux yeux. D'une part, cela repose sur la négation du potentiel considérable des énergie renouvelables, comme les éoliennes sur terre et sur mer, les panneaux solaires intégrés dans toute nouvelle construction, l'énergie de la mer et la cogénération, entre autres. Ce potentiel est encore largement inconnu : il a été très peu investi dans la recherche en ce domaine, car elle n'est pas assez rentable pour le capital à ce stade. D'autre part, l'arrêt des centrales nucléaires abaisserait la consommation d'énergie, les habitats peuvent être construits selon des normes permettant d'économiser du chauffage, la modification de l'éclairage public et

domestique permettrait aussi de moins consommer, etc. Selon le réseau Sortir du nucléaire, il est possible, en l'état actuel des connaissances scientifiques, de sortir du nucléaire en dix ans.

Un autre argument avancé par les pro-nucléaires en France, c'est que le nucléaire français serait, par une magique « exception française », sûr. Ils disent notamment que les risques sismiques sont moindres risques dans l'hexagone et que les réacteurs à eau bouillante au Japon et réacteurs à eau pressurisée, REP, en France, seraient plus sûrs.

Or Le parc nucléaire français est vieillissant, les petits accidents se multiplient, les déchets s'entassent au centre de retraitement de La Hague et les projets de nouvelles centrales s'avèrent inexploitables tant du point de vue technique que financier (c'est certainement le cas du surgénérateur Superphénix, même si la dimension politique, mobilisations anti-nucléaires, a joué un rôle important dans son abandon). Les risques sismiques en France sont certes moindres, mais les centrales sont aussi moins bien conçues pour y résister. Selon la logique capitaliste, en France comme au Japon, il y a des investissements seulement pour parer à des incidents probables, mais pas à des accidents, par définition exceptionnels.

En outre, EDF, devenue source d'énormes profits, a été transformée en vue de sa privatisation (statuts et économies). Le recours à des sous-traitants s'est intensifié. Leurs travailleurs sont moins bien payés, moins bien formés, obligés de travailler dans de mauvaises conditions, au détriment de leur santé, qui n'est pas suivie par les médecins comme celle des agents titulaires, ... et au détriment de la sécurité, bien évidemment. Les accidents, certes peu graves, sont extrêmement fréquents, alors que certaines centrales sont vieillissantes et de plus en plus dangereuses. Les déchets s'accumulent. Ils sont stockés et voyagent dans des conditions dangereuses, sont disséminés dans les sols et les océans.

En fait, derrière tout ce discours pseudo-scientifique, il y a les intérêts

du capitalisme français. Le développement d'un nucléaire civil étatisé a été la continuation de la production de nucléaire militaire pour la France, contribuant à son poids comme puissance impérialiste, même de seconde zone. Dans cette logique, la France a développé un parc nucléaire très important, au nom de l'indépendance énergétique nationale, après la crise pétrolière de 1974. Elle a remplacé en partie l'énergie fossile, le fuel, et l'électricité de ses centrales thermiques au charbon, par de l'énergie nucléaire, pour le chauffage notamment. La chasse au gaspillage de l'après-choc pétrolier a alors laissé place à une incitation à la consommation d'électricité, comme au Japon, et ce d'autant plus aisément que la compagnie d'électricité nationale, EDF, sous le giron de l'État capitaliste depuis sa création en 1946, bénéficiait de la télévision publique pour assurer sa publicité. La plupart des centrales, construites dans les années 80, étaient amorties au tournant du XXI^e siècle. Pourtant, cela n'a pas conduit à des investissements massifs dans la recherche sur le retraitement des déchets, la sécurité nucléaire et la radioprotection, l'entretien des centrales nucléaires et la préparation de leur démantèlement. Les grands trusts de l'énergie, public et/ou privé, Areva et EDF, n'y avaient pas intérêt. En effet, le renouvellement des centrales en France est à la fois un marché important et un point d'appui pour la compétition sur le marché mondial à un moment où la raréfaction des énergies fossiles peut pousser des pays à opter pour la fausse solution du nucléaire.

Mais nous n'avons rien à faire des profits d'EDF et d'Areva. Nous partons des besoins des travailleurs et de la nécessité de protéger leur vie et leur santé. C'est pourquoi, face à cette situation et après la catastrophe de Fukushima, qui confirment les craintes des plus pessimistes d'entre nous, il est urgent de se prononcer pour la sortie du nucléaire. Nous exigeons :

- La fermeture immédiate des centrales nucléaires les plus dangereuses, à commencer par

Fessenheim, qui est à la fois la plus ancienne et située dans une zone sismique ;

- La titularisation de tous les personnels travaillant dans les centrales et de bonnes conditions de travail ;
- La renationalisation totale d'EDF et d'AREVA, sous contrôle ouvrier ;
- Le développement de la recherche sur le retraitement des déchets et la sécurisation de leur stockage : ni largage en mer, ni transports et exportations de ce poison dans des pays dominés ;
- La préparation de la sortie rapide, totale, du nucléaire, avec investissements massifs dans la recherche-développement sur les économies d'énergie et les énergies renouvelables.

En effet, nous ne croyons pas, contrairement à certains autres anticapitalistes, qu'il y ait un bon nucléaire, sûr, qui apparaîtra forcément dans une société débarrassée de l'exploitation capitaliste.

Mais il est aussi clair pour nous que, afin de résoudre le problème du nucléaire de façon durable, il ne peut être question de faire seulement, sous la pression de partis réformistes écologistes, des moratoires ou arrêt momentanés de construction de nouvelles centrales (comme en Italie ou en Suède, par exemple), ni même de simples incursions dans la propriété privée, avec la (re)nationalisation de certains pans de la production énergétique. En effet, dans ce domaine comme dans d'autres, les capitalistes apprécieraient certainement de se voir délestés de secteurs non lucratifs et même déficitaires, telles les centrales nucléaires les plus dangereuses comme Fukushima, pour garder ce qui leur procure des profits. La nécessité pour le capitalisme de créer sans arrêt de nouveaux marchés afin de maintenir ses profits, qui se font en surexploitant les travailleurs, en pillant les richesses naturelles et en saccageant de façon effrénée l'environnement, rend illusoire sa transformation pour répondre aux besoins fondamentaux de l'humanité.

L'industrie nucléaire, œur du capitalisme français

Le capitalisme français dépend plus que celui d'autres pays, y compris les États-Unis, de son industrie nucléaire, puisque AREVA, société anonyme détenue essentiellement par le Commissariat à l'Énergie Atomique et l'État, est le n°1 mondial du nucléaire. Exploitation des mines d'uranium du Niger, transport et retraitement de déchets, exploitation des centrales, construction de réacteurs, surtout à l'étranger, comme en Inde et en Chine dernièrement, AREVA, avec toutes ces activités mortifères, est le fer de lance de l'impérialisme français. Elle agit dans un groupement d'intérêts avec EDF. Les volumes financiers mis en jeux sont colossaux : le chiffre d'affaire du groupe était par exemple de 9,1 milliards en 2010²⁹.

Pas étonnant alors que les gouvernements aux bottes des grands groupes fassent des pieds et des mains pour défendre les intérêts d'Areva, n'hésitant pas à utiliser des moyens considérables pour faire fonctionner le réseau diplomatiques dans les 43 pays où Areva possède des intérêts ou encore à envoyer le VRP en chef pour vendre des EPR à la Chine, à l'Inde ou hier encore à la Libye de Kadhafi ! Le gouvernement français n'hésite pas non plus à déployer des forces armées pour faciliter l'exploitation des mines d'uranium au Niger³⁰. Il fait ainsi la démonstration de l'hypocrisie de son discours de rupture avec la « Françafrique » et bafoue bien plus que sa parole : il dépossède les prolétaires Nigériens d'une partie de leur richesse et de leur capacité à organiser de manière indépendante le fonctionnement économique et politique de leur pays.

Toujours concernant la dépendance du capitalisme français à l'industrie

nucléaire, il faut évoquer les « bénéfices » engrangés par la privatisation des services intervenant de manière plus ou moins directe dans le secteur du nucléaire militaire. Les travailleurs français ne seront donc par exemple pas les seuls à payer pour les 5 milliards d'euros qu'a coûté le développement du missile nucléaire français dernier cri... Ils paieront par contre peu- être de leur santé la fabrication de ses missiles mais nous ne pouvons pas faire confiance à la Grande Muette pour communiquer là-dessus : « secret-défense », dira-t-elle...

La révolution énergétique passe par une révolution sociale !

Si une stratégie de sortie du nucléaire est envisageable sans renoncer à des capacités de production permettant de satisfaire les besoins de tous³¹, elle ne pourra se concrétiser que si nous supprimons le pouvoir de la bourgeoisie tirant bénéfice du nucléaire et des autres secteurs de l'économie . Par exemple, tant qu'il y aura possibilité de faire des profits en vendant de l'énergie, nous pouvons faire confiance aux bénéficiaires pour ne pas faire de chasse au gaspillage. Par exemple, les actionnaires d'EDF n'ont pas intérêts dans une certaine mesure à ce que les pertes en ligne diminuent puisque cette perte énergétique est facturée au client. Si nous voulons l'efficacité énergétique, la propriété des producteurs d'énergie doit être collective. Cette logique vaut également pour le secteur de l'habitat dont les normes de construction en termes d'isolation thermique et donc de consommation énergétique ne seront pas déconnectées de la notion de rentabilité financière relative aux intérêts des patrons et

actionnaires. En poussant le raisonnement plus loin, sortir du nucléaire appelle aussi à transférer la propriété des banques de quelques individus à tous puisque les investissements nécessaires aux modifications précités et d'autres comme la production d'appareils ménagers dont l'obsolescence est aujourd'hui programmée ne seront pas forcément rentables à court terme.

Ce dont il faut enfin parler pour parvenir à de tels changements, c'est des forces et de la forme de l'organisation susceptible de les mettre en œuvre. Pour des changements radicaux et pérennes, il faudra s'appuyer sur les luttes de la population, mais ne pas se limiter à des actions de pression sur les propriétaires des moyens de production et l'État. Les mobilisations et la catastrophe de Fukushima n'ont par exemple pas décidé les acteurs du G8 à planifier une sortie du nucléaire, tout juste à faire des déclarations sur le renforcement de la sécurité des centrales nucléaires, comme Sarkozy lors d'une conférence de presse. De plus, nationaliser certains secteurs de production tout en laissant la possibilité à la bourgeoisie de se « refaire » plus tard ou en profitant de son argent pour corrompre les acteurs des secteurs nationalisés ou de l'État chapeautant le fonctionnement de ces secteurs, se retournerait tôt ou tard sur les travailleurs comme l'ont montré les nationalisations françaises dans les années 80.

Le rôle du NPA quant à la sortie du nucléaire implique de travailler sur deux plans : montrer que la révolution énergétique est possible, œuvrer à la révolution sociale en impulsant l'auto-organisation des luttes et la mise en place d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, qui décidera en fonction de leurs besoins et non des intérêts d'une petite minorité de capitalistes.

Véronique Rouvière

²⁹ <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2011/03/03/97002-20110303FILWWWWo0647-areva-benefice-2010-en-hausse-de-60.php>

³⁰ <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/niger/article/niger-difficile-d-accepter-la>

MORT DES OBJETS, VIE DU SYSTEME

Le problème avec les produits jetables et autres produits à « obsolescence programmée », expressément voués à une vie éphémère, ce n'est pas tant qu'on n'en parle pas, c'est qu'on en parle *mal*. On en parle mal en en parlant au nom du Mal, du Bien et du Mal, en moralisant : vilains marchands qui nous vendent de la camelote, à nous autres gentils consommateurs qui voulons bien consommer de bons produits ! Vilains marchands qui nous vendent des produits sales, à nous gentils écoconsommateurs écoresponsables, qui voulons écoconsommer durablement de bons écoproducts !



Source : <http://blogmerock.blog-idrac.com/>

En parlant au nom du Bien et du Mal, on parle pour le bien du capital, dont le problème principal serait d'être accidentellement dirigé par des gens méchants, de suivre les mauvaises intentions individuelles de quelques incorrigibles *Bad boys* – alors que nous, nous aimerions un capitalisme gentil ! Un capitalisme propre... Durable... Humaniste... Moralisé ! Dans les deux discours – celui des associations de consommateurs ou des pro-développement durable – c'est un perfectionnement du système qu'on appelle de ses vœux (pieux).

Pour parler bien, il s'agit donc de quitter ce pieux registre du Bien et du Mal – ce qui ne signifie pas, certes, abandonner notre esprit critique. Au contraire, élargissons-le : jugeons non pas les individus et leur mystérieuses profondeurs

psychologiques, mais un système et sa logique interne. (Son vice apparaîtra tout seul, ne vous en faites pas).

payer des publicitaires et des *marketers*... Bref, oubliée la nécessité de se conformer à des conditions extérieures, fussent-elles



Source : www.kweeper.com/
ricographik

Une logique systémique à l'œuvre donc, dans cet idéal de remplacement systématique des objets les uns par les autres – le plus vite possible –, au moyen du raccourcissement systématique de leur durée de vie – la plus courte possible. Les uns *par* les autres, c'est à dire, les uns *grâce* aux autres : plus la peine de compter sur les besoins (naturels ou artificiels, débat insoluble qui désormais n'a plus lieu d'être) du consommateur, plus la peine de chercher à ouvrir de nouveaux marchés. Désormais, *le marché se renouvelle de lui-même* : à peine équipé, le voilà à ré-équipé, puisqu'à peine utilisé, voilà l'objet usé. Traduisons pour le fabricant : à peine acheté, le voilà à racheter ! Jugez un peu du bonheur révolutionnaire que nous lui promettons : dans un monde de l'obsolescence programmée, c'en sera fini de la dure nécessité d'attirer le client, de séduire l'investisseur, de créer des phénomènes de société, de

minimales ; oubliée la nécessité d'avoir à pétrir nos misérables goûts du jour, fussent-ils malléables à souhait... Tout cela relèvera d'un capitalisme finalement archaïque, hétéronome, encore dépendant des caprices d'un cerveau au temps de disponibilité limité... Une fois la réduction de la durée de vie des produits devenue la norme, ce qu'atteindra le capitalisme, c'est l'idéal rêvé de tout système et de tout organisme : l'auto-renouvellement de soi par soi, l'autosuffisance, synonyme d'indépendance absolue et gage d'une existence infinie.

Cela, il le devra au produit éphémère, qui concrétise ce qui n'était jusque là que son idéal : la réduction de l'objet à la marchandise pure peut s'appuyer désormais sur une contrainte matérielle au rachat, dès lors qu'il y a achat. Que je cautionne ce système ou non, si j'écris avec un Bic, il faudra que j'en rachète un autre

pour continuer à écrire ; que je sorte un deuxième Kleenex pour me moucher à nouveau. Mais aussi, par exemple, que j'achète une nouvelle imprimante, une fois que sa puce-compteur intégrée, conçue pour enregistrer le nombre de photocopies faites, aura bloqué son système, parce qu'elle aura atteint le nombre de copies « maximum » – celui à partir duquel elle n'est plus considérée comme rentable par son fabricant³². Cercle parfait, bien mesurable pour l'économètre, bien prévisible pour le technocrate, bien fabricable par le fabricant... Bienvenue dans un monde parfaitement assuré de lui-même, un monde sans histoires, d'objets sans historicité, sans durée, sans vie même, mourant pour le bienfait du système toujours recommencé, se sacrifiant sur l'autel du capitalisme triomphant ; car dans ce monde un seul être évolue, grossit, se nourrissant de la mort de ses propres enfants toujours renaissant pour lui... Le capitalisme ne triomphe-t-il pas, ne se divinise-t-il pas sous les traits de ce Saturne aux enfants obéissants? Que rêver de mieux que ce serpent qui se mord la queue – et la savoure ?



Si, si, on peut rêver mieux, ne vous en faites pas. Ou plutôt, on peut rêver *plus* ; car le capitalisme, rappelons-le, c'est *toujours plus*. Le capitalisme, obsédé par sa propre croissance, est ainsi hanté par le spectre de l'équilibre statique, de la pause ou (pire !) d'un retour en arrière... et surtout, terrifié à l'idée de l'existence d'une quelconque *limite*. Surpassant en cela l'image des Dieux traditionnels, toujours pleins et immuables, le capitalisme ne saurait se contenter d'être

³² Cf Cosima Dannoritzer, *Prêt à jeter*, un documentaire qui contient notamment une enquête sur les *waste counter* intégrés aux imprimantes à jet d'encre Epson, qui permet d'en bloquer artificiellement le système une fois 18 000 copies réalisées.

parfait : il doit également être infiniment perfectible. Aussi cette image de cercle est-elle bien trop traditionnellement divine pour lui ; il lui faut être courbe ascendante, toujours-plus-ascendante : variable exponentielle, croissance qui croît avec un rythme toujours-plus-croissant.



Source : <http://www.bio-cosme.com/>

Or là aussi, c'est dans le produit éphémère que réside le salut. En effet, le temps peut servir de moteur à une croissance exponentielle, à condition de le réduire à ce type de variable qu'affectionne particulièrement le capitalisme : la variable purement quantitative. Autrement dit, la *vitesse* de consommation doit devenir le nouveau lieu de la lutte concurrentielle entre firmes, et l'accélération, leur arme fatale. Ça doit les changer un peu, remarque : après tant de décennies de cadences infernales à la production, voici venir enfin les cadences infernales de la consommation ! Et pas n'importe lesquelles : les vraies, les purement quantitatives, les *abstraites*. Car les inventions, les nouveautés, les modes, c'était encore trop compliqué : il fallait créer des objets, des goûts, faire de la pub, plaisir... voire même, servir à quelque chose... Capitalisme merci, voici venue l'heure bénie de l'auto-accelération réelle, autonome, de la consommation ! Grâce à la réduction méthodique, systématique et parfaitement maîtrisée de la durée de vie de nos objets, c'est tout le système qui va pouvoir durer, vivre et infiniment croître, croître, croître...

Telle est la logique qui préside au système : contrairement à nos amis (de nos ennemis) les associations de consommateurs ou les pro-développement durable, nous ne pensons pas qu'il y ait là vice accidentel ou vilenie individuelle.

Dès lors que la croissance comme mode d'existence et de développement de l'animal – de la bête – est posée comme une prémissse, comme un principe non négociable, la production d'objets éphémères en vue d'une consommation indéfiniment accélérée n'est pas une simple technique, ni une simple mode, parmi d'autres. Il y a là une étape logique, nécessaire, de l'histoire du capitalisme, et il ne saurait être question de trouver un « autre capitalisme » en opérant sa soustraction.



Source : <http://heidituesday.blogspot.com/>

Comprendons-nous bien : nous ne sommes pas en train de dire que l'état économique du monde dans lequel nous vivons actuellement est une nécessité historique, contre laquelle on ne pourrait et ne devrait rien faire. Au contraire : faire quelque chose, c'est nécessairement s'attaquer au système tout entier, à ses conditions d'existence même. Là où les prémisses mènent nécessairement au conséquent, ce n'est pas le conséquent qu'il faut détruire, mais les prémisses mêmes, le système entier avec son mode de conséquentialité, effectué ou non dans l'histoire. À cette racine se trouve l'élément contingent, c'est à dire le lieu où l'action est possible – une action qui, on le voit, sera pleinement révolutionnaire ou ne sera pas. Ainsi, si les produits éphémères sont un enjeu aujourd'hui, c'est parce qu'en eux se montre la logique globale d'un système, se réaffirment ses conditions fondamentales d'existence – c'est-à-dire, la cible qu'il faut viser. Après un titre descriptif, on se permettra donc un épilogue injonctif :

VIE AUX OBJETS, MORT AU SYSTÈME

Genuine Jane

Dans un contexte de suraccumulation structurelle du capital dans les pays impérialistes, les pays qui subissent le plus la crise sont les pays où les attaques contre les travailleurs ont été les moins fortes

Deux ans et demi après l'éclatement de la crise économique mondiale, les pays impérialistes conservent et conserveront des taux de croissance très faibles. Après un bref état des lieux, nous nous concentrerons sur la situation dans l'Union européenne : les « perdants » sont les pays où le coût du travail a augmenté le plus ces dernières années, et où la bourgeoisie n'a d'autre choix que

d'imposer des cures d'austérité d'une violence inouïe ; les « gagnants » (relatifs) sont les pays qui avaient mené les attaques les plus dures contre les travailleurs avant le déclenchement de la crise, et qui parviennent aujourd'hui à limiter la casse et à profiter du dynamisme des économies « émergentes ». Dans un contexte de suraccumulation durable, il n'y a pas de marge de manœuvre pour

une amélioration de la situation des travailleurs, comme veulent nous le faire croire les réformistes. La seule alternative dans le cadre du capitalisme est la « purge » de cette suraccumulation par une destruction massive de capital, par la guerre ou un tsunami de faillites d'entreprises, avec des conséquences encore plus dramatiques pour les travailleurs.

Croissance atone et persistance du chômage de masse dans les pays impérialistes

Économie française : en dépit de la propagande gouvernementale, le chômage réel ne baisse pas en France, et la croissance va rester durablement faible

La croissance française est passée de 2,4% (en rythme annualisé) au 2^{ème} trimestre 2010 à 1,2% aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2010. Le déficit commercial s'est accentué encore davantage, et l'investissement des entreprises reste très faible. Seule la consommation des ménages a crû au cours de l'année 2010 (notamment grâce aux promotions dans le secteur automobile qui alimentent de façon provisoire et artificielle la croissance). En moyenne annuelle, la croissance a été de +1,5% en 2010, après la baisse la plus importante depuis l'après-guerre en 2009 (-2,5%).

Le chômage réel n'a pas reculé, y compris au 2^{ème} trimestre 2010 lorsque la croissance a été la plus forte. Officiellement, le nombre de chômeurs aurait baissé de 0,2 point lors de ce trimestre. Mais cette baisse est entièrement due à la baisse du taux d'activité : cela signifie que des chômeurs sont basculés, statistiquement, dans la catégorie « inactifs » (les actifs regroupant ceux qui ont un emploi ou qui en recherchent un). On mesure alors toute l'obscurité de ce gouvernement quand il se félicite du « recul du chômage ». Quoi qu'il en soit, malgré toutes les manipulations, le taux de chômage officiel devrait rester au dessus de 9% dans les mois qui viennent.

Économie européenne : des situations très contrastées et une croissance globale durablement faible

Les pays de l'UE connaissent en général des cycles atténués et décalés par rapport aux USA :

- I) atténués, parce que la flexibilité du marché du travail est moins importante dans l'UE, et le poids des dépenses publiques y est plus important, ce qui permet un certain « lissage » de l'activité (des récessions et des reprises moins fortes)
- II) décalés (les creux des derniers cycles étaient 1991 et 2001 alors qu'ils étaient 1993 et 2003 dans l'UE), parce que les USA sont la principale puissance impérialiste

C'est encore le cas aujourd'hui : après plusieurs trimestres de croissance très faible fin 2009-début 2010 (autour de 1%), l'UE a connu une embellie au 2^{ème} trimestre 2010 (+4%) au moment où l'économie US s'essoufflait à nouveau. Comme aux USA, la croissance s'est expliquée avant tout par la reconstitution des stocks et les exportations vers les pays émergents. C'est pour cela que le rebond a été très passager, comme aux USA auparavant : la croissance a chuté à 1,6% au 3^{ème} trimestre 2010 et à 0,8% au 4^{ème} trimestre. La situation actuelle reste dominée par la suraccumulation structurelle de capital et la crise des dettes publiques, et les économistes bourgeois ne prévoient pas eux-mêmes un regain de croissance pour 2011.

On constate d'autre part une très grande hétérogénéité au sein de l'UE, avec :

- les Pays de « l'Europe de Sud » qui sont en récession (comme la Grèce ou le Portugal) ou qui ont une croissance à peu près nulle (Espagne, Italie)
- Les pays de « l'Europe du Nord » (comme l'Allemagne, l'Autriche ou les Pays Bas) qui profitent pleinement du boom de leurs exportations, notamment vers les économies émergentes. Cependant, la croissance en Allemagne a fortement chuté, passant de 9,2% au 2^{ème} trimestre à 2,8% au 3^{ème} trimestre et à 1,6% au 4^{ème} trimestre.
- La France qui est dans une situation intermédiaire, et dont l'écart de croissance avec l'Allemagne devrait persister (cf. ci dessous)

Economie des USA : la croissance reste fragile

Après l'embellie de la fin 2009, la croissance a plongé aux USA. Pourtant, le rebond du PIB avait été spectaculaire : +5% (en rythme annuel) au 4^{ème} trimestre 2009. Certains économistes bourgeois proclamaient la sortie de crise ... Et pourtant : la croissance baissa à 3,7% au 1^{er} trimestre 2010, puis chuta à 1,7% au 2^{ème} trimestre, avant de remonter au second semestre : +2,6% au 3^{ème} trimestre et +2,8% au 4^{ème} trimestre. En fait, le rebond de la fin 2009 s'explique essentiellement par la reconstitution

des stocks. Le rebond aura donc été de courte durée : faute de dévalorisation massive de capital, la croissance ne peut pas tenir un tel rythme.

Les destructions nettes d'emplois ont repris depuis le mois de juin 2010. Le taux officiel du chômage, passé de 4% avant la crise à près de 10% aujourd'hui, minimise pourtant l'ampleur de la hausse du chômage réel : en effet, de plus en plus de travailleurs sortent de la « population active » officielle (celle qui a ou qui cherche un emploi), ce

qui permet de contenir, au niveau statistique, la hausse du chômage.

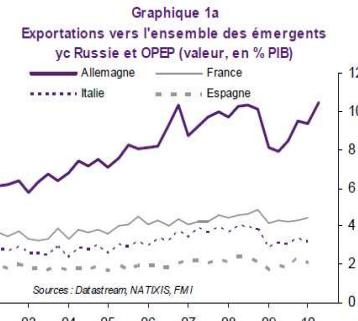
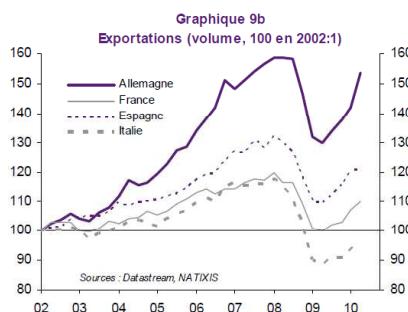
On assiste aujourd'hui à une deuxième phase de la crise immobilière, qui avait été le déclencheur de la crise à l'été 2007. Ainsi, en mai 2010, les mises en chantier ont reculé de 10%, et les ventes de logement neufs de 37% (par rapport au mois précédent). Depuis, il n'y a eu aucun rebond, et les achats de logements ont lourdement chuté au 3^{ème} trimestre 2010 (-29% en rythme annuel).

Les perdants et les gagnants de l'Union Européenne

Le manque de compétitivité des pays de l'Europe de Sud (France comprise !)

Les pays émergents tirent la croissance mondiale (+7% en 2010 contre +2,5% pour les économies « avancées » selon les dernières estimations du FMI). C'est donc par les exportations que les pays de l'UE peuvent booster leur croissance. Au sein de l'UE, on distingue les pays qui sont bien positionnés sur les marchés émergents, et les autres qui ont un problème de compétitivité et qui ne profitent pas de la croissance très élevée dans certains pays émergents.

On retrouve du « mauvais côté » les pays de l'Europe du Sud qui ne sont pas compétitifs par rapport à l'Allemagne. La part de leurs exportations vers les pays émergents est très faible. Le poids de l'industrie y est faible et leur croissance économique a été artificiellement tirée par une explosion de l'endettement



La rentabilité trop faible des entreprises de l'Europe du Sud (France comprise !)

D'où vient le problème de compétitivité (capacité des entreprises d'un pays à gagner des parts de marché sur le marché mondial) des pays de l'Europe de Sud ? De la faible rentabilité des entreprises établies sur leur territoire, dans l'absolu et par rapport à leurs concurrentes de l'Europe du nord. Pendant un certain temps, cette faible rentabilité s'est conjuguée avec une croissance relativement forte, parce que les entreprises se sont lourdement endettées, mais cela n'était pas tenable.

Intéressons nous au taux d'auto-financement des entreprises. Celui-

ci est le ratio $\frac{\text{profits}}{\text{investissements}}$. Il indique la part des investissements qui est financée par les gains des entreprises, par opposition à celle qui est financée par l'endettement. Au sein de l'UE, on distingue deux types de pays :

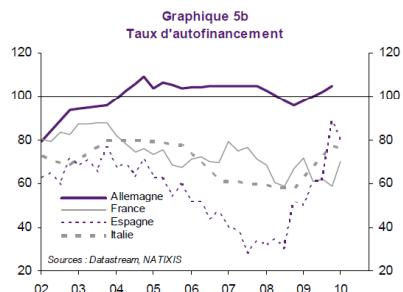
- les pays de l'Europe du Sud (France inclus) dont le taux d'auto-financement est (trop) faible (et où l'augmentation des crédits aux entreprises a été particulièrement forte avant le déclenchement de la crise) : les entreprises doivent, soit réduire l'investissement (car elles n'ont

pas les ressources suffisantes pour le financer et elles cherchent à se désendetter), soit améliorer leur rentabilité (en améliorant leur productivité ou en réduisant les salaires).

- les pays de l'Europe du Nord (notamment l'Allemagne) dont le taux d'auto-financement est élevé, autour des 100% : les entreprises ne dépendent pas des sources de financement externe, et elles font suffisamment de profit pour financer leurs investissements

Pourtant, les profits du CAC 40 sont redevenus florissants : pour l'exercice 2010, ils sont de 83

milliards d'euros, contre 47 milliards en 2009 (57 milliards en 2008 et 96 milliards en 2007).



Les dividendes versés aux actionnaires en 2011 (au titre de

l'exercice 2010) devraient avoisiner 40 milliards, soit une hausse de 14% par rapport à 2009. Est-ce contradictoire avec le diagnostic d'une profitabilité faible des entreprises en France. Non pour plusieurs raisons :

- Il ne faut pas confondre la « masse de profits » et le « taux de profit » (qui rapporte la masse de profit au capital avancé)
 - Il ne faut pas oublier que la majorité de l'activité des sociétés (et donc des profits) du CAC 40 se fait à l'étranger (25%

environ du chiffre d'affaire des sociétés du CAC 40 est réalisé en France)

- Les grandes entreprises sont souvent celles qui sont les plus performantes (et qui absorbent les petites entreprises en difficulté en rachetant à bas prix leur capital dévalorisé)

La profitabilité et le taux d'auto-financement des entreprises du CAC 40 sont en hausse alors qu'ils sont en baisse pour les autres entreprises sur le territoire français.

Les évolutions des salaires et de la productivité expliquent les différences de rentabilité

D'où viennent les différentiels de rentabilité ? Un élément de réponse importante se trouve dans les évolutions comparées des salaires et de la productivité du travail. Quand la productivité par tête augmente plus vite que la rémunération salariale par tête, cela signifie que la part des salaires dans la valeur ajoutée baisse, et donc que la part des profits augmente, ce qui bien sûr fait monter le taux de profit. En définissant les coûts salariaux unitaires comme le coût salarial moyen corrigé des gains de productivité, et donc l'évolution du

« coût salarial unitaire » (CSU) comme la différence entre l'évolution des salaires et l'évolution de la productivité, on observe que le CSU a fortement baissé en Allemagne entre 2003 et 2007, stagné en France, et augmenté en Italie et en Espagne. Les gains de productivité sont très élevés en France mais les salaires sont malgré tout trop haut, tandis qu'en Espagne et en Italie, les gains de productivité sont trop faibles pour « absorber » la hausse (pourtant modérée) des salaires. En revanche, la bourgeoisie allemande a réussi à bloquer, voire

diminuer les salaires réels à partir de 2003, grâce à de nouveaux accords de branche défavorables aux salariés (et signés par les directions collabos du mouvement ouvrier), les réformes Hartz du marché du travail adoptées en 2003, et une augmentation de 3 points de la TVA en 2007 réduisant les cotisations sociales (le salaire indirect). Si bien que la part des salaires dans la valeur ajoutée est passée de 67,9 en 1993, à 63,4% au début des années 2000, et 57,6% en 2008 (alors qu'elle a globalement stagné en France durant la même période).

Taux de croissance annuel moyen en %	Allemagne		France		Italie		Espagne		Pays Bas	
	2000-2003	2003-2007	2000-2003	2003-2007	2000-2003	2003-2007	2000-2003	2003-2007	2000-2003	2003-2007
Rémunération salariale par tête (1)	1,1	-1,1	2,6	3,3	3,1	2,2	2,6	2,8	4,9	3,1
Productivité par tête (2)	0,7	2,5	2,4	3,2	-1,1	0,8	0,1	0,7	2,5	4,4
Coût salarial unitaire (1)-(2)	0,4	-3,6	0,2	0,1	4,2	1,4	2,5	2,1	2,4	-1,3

La direction du NPA doit cesser de relayer les analyses fallacieuses des réformistes !

Dernier exemple en date : un article de Sandra Demarcq dans *Tout est à nous* du 10 mars, intitulé « C'est la faute au coût du travail ! »³³. L'auteur entretient la confusion entre la satisfaction des besoins sociaux et la bonne santé du système capitaliste (dynamisme de l'accumulation). En lisant l'article, on a l'impression que les deux vont de pair ... alors qu'il faudrait au contraire expliquer que les deux s'opposent et que c'est notamment pour cette raison qu'on est anticapitaliste !

Sandra s'acharne à vouloir démontrer que le coût du travail n'a rien à voir avec le différentiel de croissance entre la France et l'Allemagne. Le message implicite coule de source : augmenter les salaires ne nuit pas à la croissance ... Pour tenter de le démontrer, elle s'appuie sur le fait que l'INSEE a sorti des chiffres indiquant que le coût du travail en Allemagne et en France sont quasi identiques ... pour en tirer la conclusion que le coût du travail n'explique pas la croissance plus importante en Allemagne. Mais ce qu'elle oublie de dire, c'est que le coût salarial unitaire (coût du travail corrigé de l'évolution de la productivité) a fortement baissé en Allemagne ces dernières années, alors qu'il augmentait légèrement en France. La démonstration de Sandra tombe donc à l'eau. Plus grave, elle conforte les illusions réformistes propagées par le Front de gauche et les directions syndicales sur la possibilité de relancer la croissance capitaliste par l'augmentation des salaires.

³³ <http://www.npa2009.org/content/c%2080%99est-la-faute-au-co%C3%BBt-du-travail%2080%89>

Les pays de l'Europe du Sud (France comprise) connaîtront des taux de croissance inférieurs à ceux de l'Allemagne ces prochaines années

Contrairement à ce que nous racontent les réformistes, ce n'est pas l'excès de profit qui est responsable de la crise et aujourd'hui de cette croissance atone. Les pays qui s'en sortent le mieux sont au contraire ceux où le taux de profit est le plus élevé. Car la maximisation du taux de profit est le moteur de l'économie capitaliste.

Grâce à l'examen de deux indicateurs (taux d'auto-investissement, exportations vers les pays émergents), on peut anticiper que les pays de la zone euro qui auront la croissance la plus forte seront les pays d'Europe du Nord (Allemagne, Pays Bas, Finlande, Irlande) et ceux qui auront la croissance la plus faible seront les pays d'Europe du Sud (France, Italie, Espagne, Portugal).

Dans la course au rétablissement de la rentabilité des entreprises, la France est en retard

Aujourd'hui, la France est quasiment le seul pays impérialiste où la part des salaires dans la valeur ajoutée ne diminue pas. Partout ailleurs, la productivité du travail augmente plus vite que les salaires réels : cela était vrai depuis le début des années 2000 aux USA, Allemagne, Japon, et cela est vrai depuis quelques mois en Espagne, Italie, et Royaume Uni. D'où la nécessité pour la bourgeoisie française de rattraper son retard et d'enchaîner les contre-réformes : après celle des retraites, se profilent la multiplication des déremboursements de médicaments, la hausse de l'imposition sur les ménages les plus modestes (« TVA sociale », cf. encadré), le blocage durable du SMIC, la privatisation de la Sécu (via la prise en charge de la dépendance), la remise en cause du statut des fonctionnaires, et même de la durée légale du travail ...

La TVA sociale : augmenter la TVA et diminuer les cotisations sociales pour améliorer la compétitivité des entreprises française

Augmenter la TVA tout en diminuant les cotisations sociales doit théoriquement permettre aux entreprises en France de continuer à vendre leurs produits en France au même prix, étant donné que le coût du travail baisse. Et pour cette raison d'être plus compétitif sur les marchés étrangers. En revanche, cela rend les entreprises hors de France moins compétitives sur le marché français puisqu'elles devront payer plus de TVA. C'est le consommateur, et donc principalement le travailleur, qui devra subir l'augmentation du prix des produits importés. Augmenter la TVA a donc les mêmes effets qu'une dévaluation de la monnaie (désormais impossible puisque le franc a disparu !)

En outre, il est plus que probable que les entreprises hexagonales en profiteront également pour augmenter leurs prix, puisque leurs concurrents étrangers augmenteront les leurs (sauf à compenser intégralement la hausse de la TVA par une baisse de leurs marges). Et là encore, c'est le consommateur, et donc principalement le travailleur, qui devra en subir les conséquences négatives.

La TVA sociale permettra donc bien aux entreprises hexagonales d'améliorer leur compétitivité par rapport à leurs concurrentes étrangères. Mais les travailleurs devront également mettre la main à la poche puisque les prix augmenteront.

Avec le lancement du « pacte de compétitivité » sous l'impulsion de l'Allemagne, les bourgeoisies européennes renforcent leur coordination pour faire payer la crise aux travailleurs, notamment dans les pays « laxistes » de l'Europe du Sud

Pour faire face à la crise des dettes publiques, Merkel et Sarkozy se sont mis d'accord fin février pour convoquer un sommet extraordinaire de l'UE le 11 mars, avec à l'ordre du jour l'adoption d'un « pacte de compétitivité », rebaptisé depuis « pacte pour l'euro ». Ce pacte est en fait la contrepartie exigée par l'Allemagne à l'augmentation du Fonds Européen de Stabilité Financière (« doté »³⁴

de 440 milliards d'euros), destiné à jouer les préteurs en dernier ressort pour les États en difficulté. Pour sauver l'euro, l'Allemagne veut éviter la mise en place de transferts budgétaires des États les plus riches vers les États les plus pauvres : Merkel veut imposer une réduction drastique du niveau de vie des

travailleurs des États périphériques, et c'est à cette condition qu'elle veut bien « abonder » le Fonds européen.

Le « pacte de compétitivité » proposé par Merkel et Sarkozy prévoyaient, dans sa première version :

- l'inscription dans les constitutions de l'équilibre budgétaire et du remboursement de la dette publique : après la fin de la souveraineté monétaire, c'est la fin de la souveraineté budgétaire. Les pays récalcitrants devront payer des

³⁴ Ce fonds n'existe pas : il s'agit simplement des sommes que les États les plus solides de l'UE sont prêts à emprunter sur les marchés pour « venir en aide » (c'est-à-dire

prêter à leur tour) aux États les plus fragiles. Tant que les États les plus fragiles remboursent, les États les plus solides ne payent rien (au contraire ils gagnent de l'argent) ; c'est seulement au cas où les États les plus fragiles font défaut sur leur dette que les États les plus riches en sont pour leur poche.

amendes si ils ne se conforment pas à cette règle

- l'harmonisation fiscale en générale, et de l'impôt sur les sociétés en particulier, visant à le relever dans certains cas (Irlande), et à le baisser dans la majorité des cas pour améliorer la compétitivité des entreprises européennes
- la compression des salaires (direct et indirect) avec deux

mesures phares : la disparition de l'indexation des salaires sur les prix (qui existe encore officiellement en Belgique ou au Portugal par exemple), et l'allongement automatique de l'âge de départ à la retraite, avec le cap mis sur les 67 ans voire au-delà

Si certaines formulations ont été revues pour trouver un consensus (non plus supprimer l'indexation

des salaires mais la « revoir », suppression de la référence aux 67 ans), les grandes orientations proposées par Merkel et Sarkozy ont été adoptées, montrant que les bourgeois sont capables de s'unir quand il s'agit de se mettre d'accord pour faire payer les travailleurs.

Gaston Lefranc

Les « profits exorbitants » sont-ils à l'origine de la crise ?

Dans le tract national du NPA du 8 mars 2011, on retrouvait, de façon lapidaire, cette formule choc qui figurait déjà (sous une formulation légèrement différente³⁵) dans le texte « Nos réponses à la crise », commun aux positions 1 et 3, et adopté par notre congrès national : « Ce sont les profits exorbitants, confisquant une part toujours plus importante de la richesse produite, qui sont à l'origine de la crise ». La formule claque bien, mais que doit-on réellement en penser ?

Dans le cadre de l'économie capitaliste, il n'y a pas de croissance élevée possible sans taux de profit élevé

Le circuit du capital ou processus de reproduction du capital peut s'écrire $(A - M \dots P \dots M' - A')$ avec A le capital sous la forme argent, M le capital sous la forme marchandise et P le capital sous la forme productive. Il comprend :

- la phase d'achat des moyens de production et de la force de travail : $A - M$
- la phase où les marchandises sont produites : $M \dots P \dots M'$. Au cours du processus productif, la plus-value est créée par les forces de travail et elle

correspond à la différence entre la valeur M' des nouvelles marchandises produites et la valeur M du capital avancé

- la phase de vente des marchandises produites : $M - A'$.

La plus-value ($M' - M$ sous sa forme marchandise ou $A' - A$ sous sa forme argent) est :

- soit accumulée (ou consommée de façon productive), permettant aux capitalistes de commencer un nouveau cycle avec davantage de capital, en achetant des moyens de production et des forces de travail supplémentaires (à qui il faudra fournir des biens de consommation supplémentaires) ;
- soit distribuée (ou consommée de façon improductive) aux capitalistes pour leur consommation personnelle.

Ainsi, il ne peut pas y avoir une accumulation à un rythme élevé si le taux de profit est faible. Un taux de profit élevé est une condition nécessaire pour une croissance forte et d'importantes créations d'emplois. Il est ainsi complètement absurde d'opposer le rétablissement de la rentabilité et l'emploi, comme le fait par exemple Michel Husson³⁶. Lorsque l'accumulation du capital n'est pas rentable, les capitalistes ne peuvent pas créer d'emplois : bien au contraire, le

rétablissement de leur taux de profit passe par des licenciements ! Une forte rentabilité est une condition nécessaire (bien que non suffisante) à une croissance élevée, qui est elle-même une condition nécessaire (bien que non suffisante) pour que des emplois soient créés³⁷

Alors que les keynésiens s'appuient sur la forte croissance des Trente Glorieuses pour nous expliquer que celle-ci était due à la forte progression des salaires, c'est l'inverse qui est vrai : c'est parce que les conditions structurelles d'une rentabilité forte avaient été rétablies (suite à la destruction massive de capital provoquée par la seconde guerre mondiale) que la croissance a été forte et que les hausses de salaires ont pu être financées tout en maintenant un taux de profit élevé. Et c'est la baisse du taux de profit, due aux contradictions internes du mode de production capitaliste, qui a plongé dans les années 1970 les économies impérialistes dans une situation dont elles ne sont pas sorties, oscillant entre croissance artificielle alimentée par des bulles et crise.

³⁵ Non suffisante, car si la forte croissance est « mangée » par les gains de productivité, alors le volume de travail n'augmente pas. Il faut donc que les gains de productivité soient moins élevés que la croissance pour que le volume de travail augmente. Dans le cas où le volume de travail n'augmente pas, des emplois peuvent cependant être créés si la durée du travail par emploi diminue. Husson l'explique d'ailleurs très bien dans un texte récent : <http://hussonet.free.fr/dempru11.pdf>

³⁶ Michel Husson, « Où va la crise ? », *International Viewpoint*, mars 2011, <http://hussonet.free.fr/ozlem11.pdf>

Augmenter les salaires et l'investissement et baisser les dividendes : l'équation magique des réformistes

Les réformistes sont cependant obligés de convenir qu'il ne peut pas y avoir de croissance forte sans profit, puisque l'accumulation a pour unique source le profit réalisé à la période précédente. Le raisonnement est alors le suivant : si on augmente les salaires, la masse des profits va certes baisser, mais il est possible de maintenir (voire d'augmenter) l'investissement (la partie de la plus-value qui est accumulée) à condition de baisser suffisamment les versements de dividendes (la partie de la plus-value qui est dépensée par les capitalistes pour leur consommation personnelle)³⁸. Pour Michel Husson, par exemple, « *imposer le capital, par exemple, serait une mesure économiquement viable : on pourrait dégonfler les dividendes stériles sans peser sur l'investissement ni même grever la sacro-sainte compétitivité.* »³⁹

Magique ?

Mais le problème de ce raisonnement est qu'il est purement comptable et qu'il ne tient pas compte du mode de fonctionnement de l'économie capitaliste. En effet, les capitalistes ne font pas ce qu'ils veulent : s'ils se mettaient à dépenser tout leur profit pour leur consommation personnelle, ils se mettraient en grande difficulté. En effet, un capitaliste doit investir pour augmenter le taux de plus-value (en abaissant la valeur de la force de travail) et pour rester compétitif par rapport à ses concurrents. La part de la plus-value qui est accumulée et

la part de la plus-value qui est dépensée ne relèvent donc pas du libre choix de chaque capitaliste, mais résultent des lois du système qui s'imposent à lui.

Il est totalement utopique de croire que l'État bourgeois pourrait contraindre les capitalistes à maintenir leurs investissements (et donc à soutenir la croissance) tout en les spoliant de leurs dividendes. En effet, les capitalistes décident d'investir (en moyens de production et forces de travail supplémentaires) en fonction de la rentabilité anticipée de ces investissements. Si le taux de profit baisse, ils investiront moins ou ils investiront ailleurs. Cela ne pourrait se passer autrement que si les capitalistes étaient dépossédés de leur pouvoir d'investir par une autre classe sociale qui prendrait en main la direction de la production, c'est-à-dire à condition de sortir du mode de production capitaliste.

Un débat théorique sans enjeu politique ?

Husson affirme : « *Les raisons pour lesquelles nous critiquons tous ce système ne dépendent pas de l'évolution (à la hausse ou à la baisse) du taux de profit.* »⁴⁰ On ne peut qu'être d'accord ! Mais derrière cette évidence, Husson distille l'idée que cette question théorique ne serait qu'un pur débat d'intellectuels sans conséquence politique. Penser le contraire relèverait du procès d'intention et Husson ose la comparaison suivante :

« *Le point de vue adopté sur l'évolution du taux de profit n'a aucune implication politique bien qu'il soit très tentant d'établir des liens. Par exemple, ceux qui disent que la baisse de la part des salaires est une cause fondamentale de la crise se voient accusés de keynésianisme ou de "sous-consommationnisme". S'ils disent que les salaires sont trop bas, ils sont accusés de vouloir une reprise tirée par les salaires qui sauverait le capitalisme. Après tout, cette forme de rhétorique est réversible : ceux qui pensent que la cause*

principale de la crise est la baisse du taux de profit pourraient être accusés d'être sournoisement pour une baisse des salaires afin de rétablir les profits »⁴¹

Le parallèle est fallacieux. En effet, pour ceux qui se placent du côté des intérêts du prolétariat, les deux analyses ont des implications diamétralement opposées :

- Soit la crise est due aux salaires trop bas et dans ce cas la défense des intérêts des travailleurs (*via* une augmentation générale des salaires) est non seulement compatible, mais bénéfique à la bonne santé du système capitaliste. Cela signifierait que le projet politique des réformistes, qui est de faire croire qu'on peut mettre le système et ses institutions au service de l'ensemble de la population, n'est pas une escroquerie ;
- Soit la crise est due à la suraccumulation de capital, c'est-à-dire à l'insuffisance des profits par rapport à la masse de capital investi, et dans ce cas tout ce que pourrait arracher les travailleurs ne ferait qu'accroître la crise du système et serait donc repris par les capitalistes à plus ou moins court terme. Toute défense réelle des intérêts du prolétariat impliquerait donc d'en finir avec le capitalisme et seuls les anticapitalistes révolutionnaires seraient des défenseurs conséquents des intérêts du prolétariat.

Les enjeux politiques sont donc fondamentaux et il est absurde de vouloir les nier, au nom d'une séparation entre le champ de l'analyse et le champ de la politique.

C'est donc un enjeu central que les camarades du NPA s'arment d'une analyse marxiste de la crise, afin de se donner les moyens de convaincre les travailleurs de l'imposture antilibérale et d'asseoir notre projet politique anticapitaliste sur des bases solides.

G.L.

³⁸ On fait ici l'hypothèse simplificatrice que les dividendes = plus-value dépensée, alors qu'une partie des dividendes des actionnaires d'une entreprise est placée sur les marchés financiers et finance l'investissement d'autres entreprises.

³⁹ Michel Husson, « Euro-stratégie : une esquisse » (décembre 2010), <http://hussonet.free.fr/strategir.pdf>

⁴⁰ Michel Husson, « Où va la crise ? »

⁴¹ Michel Husson, « Où va la crise ? »

GIL SCOTT-HERON s'est éteint le 27 mai à l'hôpital St. Luke de New York à 62 ans

Le « Godfather of Rap » ou le « Black Bob Dylan », comme il était surnommé, était séropositif et avait été hospitalisé plusieurs fois pour soigner des pneumonies.

Il est l'un des précurseurs du Rap (avec *The Last Poets*) du temps où il était d'abord un vecteur politique, au début des années 1970.

Ni Rap (le mot n'existe pas encore), ni Spoken Word, non, on disait Black Poetry... et jazz.

Il était une des figures du « Black Power » et adulé par les *Black Panthers*.



Source : <http://africamix.blog.lemonde.fr/>

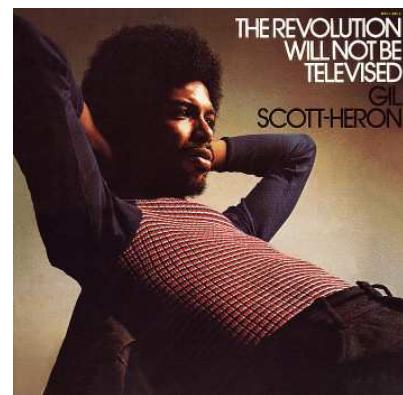
Ses textes se nourrissent, entre autres, de la réalité de la rue, de « sa » rue, des problèmes politiques et

sociaux dont lui-même souffre au quotidien. Il s'impose comme défenseur de la cause noire américaine dès la fin des années 1960 en décrivant la misère, la violence et la drogue qui ravagent les ghettos, en critiquant la politique américaine (et notamment le gouvernement de Nixon), et étendra son propos à la dénonciation de l'Apartheid.

Cet artiste évitait tous les pièges de la célébrité et du succès. Il aurait pu avoir toutes ces choses. Mais il était plus grand que cela. Il semblait tout à fait indifférent à l'argent.

Son chef-d'œuvre reste celui-ci, dans lequel il nous donne sa vision de la révolution en nous invitant à ne pas croire qu'elle se fera devant un écran de télé (à l'époque, c'était le plus grand média) mais dans la rue et de rajouter que c'est par elle seule que nous prendrons le pouvoir : « The revolution will not be televised / The revolution will put you in the driver's seat / The revolution will be no re-run brothers / The revolution will be live » (La révolution ne sera pas

télévisée / La révolution vous mettra à la place du conducteur / La révolution ne sera pas en différé, mes frères / La révolution sera en direct).



Écoutez la chanson ici :
<http://www.youtube.com/watch?v=qGaoXAwI9kw&feature=related>

Il restera à jamais une référence dans le Hip Hop, dans la musique en général et une des incarnations des luttes afro-américaines de la fin des années 60. Nous lui rendons hommage.

D. L.

Proposition de résolution soumise au congrès par la Tendance CLAIRE du NPA

Sur la religion en général et le foulard musulman en particulier Pour une boussole de classe, pour une orientation marxiste révolutionnaire !

Le débat sur la question du foulard musulman, la religion en général et la laïcité, ouvert par la candidature d'Ilyhem Moussaïd sur les listes électorales du NPA aux régionales de 2010, n'est certainement pas le plus important, comparé à ceux mis à l'ordre du jour par les développements de la crise économique internationale et de la lutte des classes. La question du programme et de la stratégie défendus par le NPA en général, dans les luttes et notamment dans le mouvement sur les retraites, doit

être évidemment au centre du congrès. De ce point de vue, on ne peut que regretter que les débats de cette importance aient été largement escamotés depuis le processus fondateur et qu'ils commencent à peine à émerger après un an de crise profonde du parti.

Cependant, le débat sur la religion et le foulard musulman a de fait été l'un des plus riches et l'un des plus contradictoires qu'ait connus le NPA : il est donc tout à fait légitime qu'il figure à l'ordre du jour du

congrès comme un point particulier. Il devrait être l'occasion d'une discussion passionnante, permettant aux différentes positions de donner le meilleur d'elles-mêmes et d'établir à partir de là une orientation majoritaire. Malheureusement, les tenants des différentes positions au CPN, auteurs de motions de quelques lignes soumises au congrès, semblent vouloir vider la discussion de sa substance, l'appauvrir au lieu de l'approfondir, en réduisant son enjeu à la seule question de savoir si

des femmes portant le foulard seront autorisées de plein droit à représenter le parti aux élections, si elles n'y seront pas autorisées ou si leur « cas » devra être préalablement soumis au CPN ! Tout au contraire, nous pensons qu'il ne faut en aucun cas centrer le débat sur cette question électorale, mais permettre à l'ensemble des camarades du parti de mener une discussion générale sur la religion et sur le port du foulard musulman, afin que le NPA adopte clairement une position majoritaire.

Le choix d'Ilhem Moussaid et des militants du Vaucluse qui avaient promu sa candidature de quitter le parti avant même que les débats pour le congrès aient réellement commencé (et après avoir envoyé un projet de motion !) les rend peu crédibles et complique encore la discussion. Pour notre part, nous ne connaissons pas ces militants et ne savons pas s'ils se servaient du NPA pour faire du prosélytisme, comme certains les en accusent, ou s'ils ont subi des phénomènes de stigmatisation ou de mise à l'écart, comme ils l'affirment. Mais il ne faudrait pas que leur départ escamote le débat de fond qu'ils ont suscité, car celui-ci est important en lui-même et la question posée par l'entrée dans le parti de militantes portant le foulard se pose ailleurs et se reposera nécessairement.

Pour notre part, dans la continuité de notre contribution faite au moment du débat sur la candidature d'Ilhem⁴², nous soumettons au congrès le présent projet de résolution, qui s'efforce de proposer au parti une orientation marxiste sur la question. Il s'agit d'un projet de la Tendance CLAIRE (position majoritaire), non du Collectif pour une Tendance Révolutionnaire dont la Tendance CLAIRE est une composante. Le CTR présente au congrès la « plate-forme 4 » et produit des contributions sur différents sujets, mais il n'a pas tenu à prendre position en tant que tel dans le débat en question, où ses membres

⁴² Cf. la Lettre électronique n° 4 de la Tendance CLAIRE : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/bulletins/LettreElectroCLaire4.pdf>

défendront sans doute des orientations différentes.

La religion est à la fois une aliénation spirituelle historiquement nécessaire et une institution œuvrant à la reproduction de l'ordre social existant

En tant que système de croyances, la religion au sens large (incluant les mythes fondateurs et les rites structurant des sociétés dites « premières ») est un phénomène anthropologique, un besoin socio-historique qui se rencontre dans toutes les sociétés humaines jusqu'à présent. Son existence s'explique par un besoin à la fois cognitif (besoin de comprendre la réalité, à la fois les phénomènes naturels et l'ordre social existant) et psychologique (besoin de se rassurer, de donner du sens au monde et à la société...). En ce sens, la religion est au départ une réponse fausse, mais inévitable, aux vraies questions que se pose l'*homo sapiens sapiens* en sortant de la simple animalité.

Comme matérialistes marxistes, nous pensons que **les religions sont des produits sociaux et historiques**. Leur racine se trouve dans le développement des forces productives et des rapports de production, qui nouent inextricablement les rapports des hommes avec la nature et les rapports des hommes entre eux. La religion est aussi une réalité institutionnelle, qui existe au minimum sous la forme d'une codification des croyances, d'une réglementation des rites, d'une soumission des individus, impliquant des rapports de domination. Par sa forme comme par son contenu, elle repose sur la structure de la société, déterminée essentiellement par son mode de production, et contribue au maintien de l'ordre social. L'élaboration même du matérialisme historique est né de la rupture de Marx avec les jeunes hégéliens et le philosophe

matérialiste Feuerbach qui, dans la tradition des Lumières et de la Révolution française, avaient fait de la religion leur principale ennemie, en croyant qu'il suffirait de la combattre comme système de croyances pour éclairer les masses et en finir avec leur aliénation. Marx a au contraire découvert que les religions participent à la reproduction sociale et jouent à cet égard un rôle d'idéologies.

Dans toutes les sociétés divisées en classe, la religion contribue activement au maintien du système d'exploitation en permettant sa justification, son enjolivement et par là le consentement des masses.

Dans la société bourgeoise, l'aliénation religieuse se double d'une aliénation spécifique que Marx appelle le « fétichisme », croyance selon laquelle les choses seraient naturellement des marchandises, l'argent serait une richesse en soi et le capital serait productif — alors qu'en fait seuls le travail humain et la terre sont sources de richesses et que le capital est seulement un rapport de production reposant sur l'exploitation.

La religion est une aliénation historiquement nécessaire. **Comme les idéologies en général et les autres aliénations culturelles, elle ne pourra disparaître ni par de simples discours, ni par la violence, mais seulement par la liquidation de ses racines matérielles** : quand la division de la société en classes aura cessé, quand les producteurs librement associés géreront eux-mêmes leurs rapports avec la nature et entre eux — en un mot quand le communisme sera pleinement réalisé. Il est donc vain de prétendre l'abolir par décrets, comme l'ont cru les révolutionnaires français de 1793 et comme le croient les militants de l'athéisme bourgeois ou petit-bourgeois, estimant pouvoir libérer le peuple de ses superstitions par les « Lumières » et le « culte de la raison ».

Cependant, **comme marxistes, nous devons combattre la**

religion. C'est en effet une arme redoutable de la bourgeoisie pour le maintien de l'ordre, contre la lutte des classes et le socialisme. La lutte contre les institutions religieuses (Églises, curés, pasteurs, rabbins, imams...) fait partie intégrante du combat des révolutionnaires contre la société bourgeoise et ses idéologues. C'est pourquoi nous sommes en première ligne contre toutes les oppressions religieuses, qu'elles soient physiques ou morales. De plus, nous participons aux luttes pour la laïcité de l'État et de l'école en tant qu'acquis démocratique, contre ses limites et ses remises en cause constantes par les gouvernements successifs (notamment les lois de financement des écoles privées, le concordat d'Alsace-Moselle, les prosternations de Sarkozy comme de ses prédécesseurs devant le Pape et les curés...). Enfin, nous devons aussi faire une **propagande inlassable pour le marxisme, le matérialisme en général et les acquis de la science**, afin de permettre aux prolétaires de se libérer de l'idéologie religieuse. D'autant plus que, après avoir permis un essor gigantesque de la raison et de la science, et tout en les utilisant chaque jour davantage, de façon unilatérale, comme forces productives pour valoriser le capital, le capitalisme est un obstacle à leur plein épanouissement, à leur diffusion universelle et aux progrès généraux de l'éducation.

La religion est à la fois expression de la misère et protestation contre elle

Notre tâche principale n'en reste pas moins d'intégrer un maximum de travailleurs, religieux ou non, dans la lutte de classe, par les luttes communes et la politisation. **Notre priorité est de mener la guerre contre le capital, non de déclarer la guerre aux croyances religieuses des masses**, comme le font les bourgeois et petits-bourgeois « libre-penseurs » et les camarades anarchistes. Il faut donc

faire preuve de pédagogie et d'initiatives concrètes pour agir ensemble dans la lutte des classes et tirer à partir de là le fil de la discussion théorique et politique. C'est avant tout ainsi qu'il est possible de faire progresser la conscience des travailleurs religieux et de leur faire comprendre le rôle social fondamentalement conservateur de la religion. De ce point de vue, la clé du problème est ici comme ailleurs la combinaison d'une ligne fondamentale d'auto-organisation avec la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire le plus avancé possible, par la défense du programme marxiste.

Quand on se place du point de vue de la subjectivité des opprimés, on peut dire avec Marx que « *la misère religieuse est tout à la fois l'expression de la misère réelle et la protestation contre la misère réelle* ». Cela signifie que la croyance religieuse est, d'une part, une aliénation, une fuite de la réalité, un remède illusoire contre les souffrances quotidiennes (« *le soupir de la créature accablée, l'âme d'un monde sans cœur (...), l'opium du peuple* », dit encore Marx) ; mais aussi, d'autre part, une forme primitive de *refus* de la misère, de la souffrance, de l'exploitation. Or, **le refus de la réalité douloureuse ou insatisfaisante est le point de départ d'une attitude qui peut devenir celle de la résistance, voire de la révolte. La religion des masses est donc ambiguë : si elle participe fondamentalement à la reproduction du système qui les opprime, elle porte aussi, secondairement, en germe, un ferment de subversion ou de rébellion.** C'est ainsi qu'Engels qualifie les chrétiens opprimés dans l'Empire romain de « parti subversif », parti des masses qui se rebelle contre l'État et sa religion officielle — et Engels n'hésite pas à les comparer au sociaux-démocrates allemands combattant les lois de l'Empire bismarckien. De même, il soutient que la conversion au protestantisme des paysans allemands révoltés contre les seigneurs et l'Église catholiques au

XVI^e siècle était historiquement progressiste. En un mot, nous ne devons pas réduire la croyance religieuse à une simple « fausse conscience » qui n'exprimerait que l'arriération des masses. Elle peut aussi exprimer l'aspiration à d'autres rapports sociaux, qui ne réduisent pas l'homme à l'état d'esclave, de serf ou de proléttaire exploité et opprimé, mais soient réellement égalitaires et fraternels.

Les femmes portant le foulard ont toute leur place dans le NPA si elles en défendent le programme

Dans les pays de culture majoritairement musulmane, la montée de l'islam politique, parfaitement réactionnaire, a été la conséquence de l'incapacité historique des nationalistes bourgeois « démocrates » à combattre sérieusement l'impérialisme et surtout du refus des partis se réclamant du mouvement ouvrier et du socialisme (social-démocratie, stalinisme, maoïsme...) de rompre avec les partis nationalistes bourgeois pour proposer une orientation révolutionnaire aux prolétaires et aux opprimés. L'exemple de l'Iran est paradigmatic, le parti Tudeh lié au Kremlin ayant refusé d'aider les travailleurs à prendre le pouvoir, préférant sceller un accord programmatique avec Khomeiny sous prétexte de front unique anti-impérialiste ; cela a abouti à l'arrivée au pouvoir des islamistes, à la liquidation des communistes, comme des autres militants ouvriers et démocrates, à l'instauration de la charia et à la soumission généralisée des femmes à la phalocratie islamiste.

Dans les pays impérialistes comme la France, c'est la crise du mouvement ouvrier et son incapacité à intégrer les jeunes des quartiers populaires issus de l'immigration qui explique la montée de l'islamisme intégriste et communautaire, où se réfugient des jeunes sans

avenir, ostracisés, méprisés, plongeant dans une idéologie et des actes réactionnaires (fanatisme, machisme, antisémitisme...). De ce point de vue, la responsabilité du PS et du PCF au pouvoir dans les années 1980 est écrasante, avec le vote de lois anti-immigrés, la destruction de foyers de travailleurs étrangers, la campagne xénophobe contre les grévistes de Talbot en 1983, traités d'« islamistes » par le Premier ministre Pierre Mauroy alors qu'ils se battaient pour leurs revendications ouvrières...

L'islam en général est, comme toute religion, une aliénation des masses et une institution qui sert les intérêts des imams (même s'il n'y a de clergé à proprement parler que les chiites) **et surtout la reproduction du système : il doit être combattu de ce point de vue comme les autres religions.** En particulier, **le foulard est un signe d'oppression des femmes** et nous sommes évidemment en première ligne du combat contre toute obligation de le porter, pour aider les femmes à s'en libérer.

Mais l'islam est aussi, de fait, la religion des prolétaires les plus opprimés, issus de la colonisation française ou du pillage néo-colonial des pays dominés, victimes de la surexploitation, du racisme et de discriminations de toutes sortes. C'est pourquoi le sens de la revendication de la religion musulmane ne saurait être ni confondu avec l'islam politique, ni réduit au fait que la religion en général soit au service de l'ordre social : comme toute religion d'opprimés, l'islam en France s'explique aussi comme un retour au port du foulard en revendication culturelle, comme une forme de **résistance à l'oppression par l'affichage et la fierté d'appartenir à la religion et à la culture musulmanes.** C'est ainsi que l'extension du port du foulard musulman depuis les années 1980 s'explique non seulement par l'emprise de l'islam politique et de l'intégrisme en cette période de crise générale de la conscience de classe,

mais aussi, notamment depuis la « guerre des civilisations » de Bush, par la volonté de résister à l'oppression et au racisme de la part de femmes qui le portent volontairement. En ce sens, des femmes qui le revendent comme signe d'appartenance à leur communauté religieuse et culturelle largement opprimée peuvent l'investir d'un sens combatif, qui met en cause par là même dans une certaine mesure sa signification religieuse oppressive.

C'est encore plus vrai pour les femmes qui décident de s'engager clairement dans le combat contre le capitalisme, pour le socialisme, tout en voulant porter un foulard. **Ces femmes ont leur place dans les organisations ouvrières, dans les associations féministes, au NPA et même dans l'organisation révolutionnaire, à condition qu'elles revendent et défendent concrètement dans leur pratique militante, comme tous les autres membres, le programme de ces organisations.** Pour ces femmes, le sens oppressif du port du foulard en général est essentiellement subverti par le fait même d'épouser la cause anticapitaliste et socialiste, *a fortiori* révolutionnaire, qui inclut notamment la défense du droit des femmes à disposer de leur corps (IVG, contraception, liberté sexuelle...). Il ne s'agit pas de nier l'existence d'une contradiction. Mais il serait sectaire de vouloir s'appuyer sur celle-ci pour leur interdire l'entrée dans le parti alors que les autres militants véhiculent eux aussi, à des degrés divers, des contradictions liées au fait que nous sommes tous empêtrés dans la société bourgeoise par différents aspects de notre mode de vie, de nos comportements et de nos mentalités (sexisme, consumérisme, individualisme...). Ce serait en outre contreproductif puisque la meilleure manière de dépasser ces contradictions, de lutter contre toutes les aliénations et les tares culturelles de la société bourgeoise, c'est justement de lutter pour un programme révolutionnaire et construire un parti ouvrier marxiste !

Dès lors qu'on reconnaît le droit pour une femme portant un foulard d'être militante du parti sur la base de son programme et de son orientation, il va de soi qu'elle doit avoir exactement les mêmes droits que les autres militants, car nous combattons toutes les discriminations. Elle peut donc parfaitement représenter le parti si elle est élue pour le faire par ses camarades sur la base de ses propositions politiques. Aucune restriction ne peut être apportée à ce principe : ni le qu'en-dira-t-on des médias bourgeois, qui sont nos ennemis, ni les préjugés d'une partie de l'opinion populaire elle-même ou de notre électorat, car nous ne sommes pas démagogues.

Non aux lois par lesquelles l'État réprime les jeunes filles portant le foulard à l'école ou les femmes portant la burqa dans les espaces publics

L'État est l'institution centrale du maintien de l'ordre bourgeois. Il est l'État de la bourgeoisie même s'il a dû accepter des conquêtes démocratiques et ouvrières imposées par les luttes. Les fonctions centrales de l'État bourgeois sont celles de la répression : l'armée, la police et la justice. Bien sûr, nous pouvons nous battre par exemple pour une loi contre les violences faites aux femmes, dans le cadre du combat démocratique, car il s'agit alors d'aider des opprimées à lutter contre leurs oppresseurs ; cela ne signifie pas alors que nous semions des illusions sur l'État bourgeois, car nous dénonçons justement le fait que, capitaliste mais aussi phallocrate, il est bien plus prompt à punir les petits voleurs que les maris violents. En revanche, **nous ne devons en aucun cas accepter que l'État opprime encore plus les opprimés, et encore moins le lui demander.** En l'occurrence, **les lois contre le foulard à l'école et contre le port de la burqa n'ont visé qu'à diviser la classe ouvrière,**

à détourner son attention des questions de classe et à stigmatiser les musulmans par une démagogie xénophobe. Le résultat est une oppression supplémentaire, étatique, pour celles qui subissent déjà l'oppression sexiste des hommes de leur famille, l'oppression et la discrimination racistes de la société et l'oppression policière au quotidien. Loin de les aider, ces lois ne font que les enfoncer dans la stigmatisation et l'isolement.

Nous devons lutter contre le port du foulard contraint, à l'école comme dans les quartiers. Mais notre première arme est celle de la discussion et de la conviction des intéressées, avec la boussole de l'auto-émancipation, d'autant plus qu'elles sont jeunes et donc plus susceptibles que d'autres d'évoluer dans leurs opinions et d'être touchées, en tant qu'opprimées, par les valeurs de nos combats démocratiques, féministes et révolutionnaires. C'est en effet par la des combats politiques communs que nous pouvons les aider à se débarrasser de leur foulard oppressif si elles le portent sous la contrainte ou la pression et, en tout cas, à progresser dans leur conscience politique et leur confiance dans l'action collective. **S'il s'agit ouvertement de militantes islamistes (cas minoritaires), notre arme est celle du combat politique général contre l'islam politique** et cela passe aussi par des actions et des formations politiques que nous ne devons pas hésiter à faire au sein des lycées, en aidant les jeunes à exercer leurs droits de réunion et d'organisation au sein même de l'établissement.

Enfin, nous devons lutter contre le port de la burqa comme instrument particulièrement oppressif des femmes musulmanes, même si c'est beaucoup plus difficile car les femmes qui le portent sont généralement au foyer. Mais, outre que ces femmes restent très peu nombreuses en France, la seule solution passe là aussi par la

discussion, l'action politique dans les quartiers et l'incitation à participer à des réunions où se pratiquent la prise de parole, le débat et les décisions collectives.

Aucun accord programmatique ou stratégique n'est possible avec les organisations religieuses

En raison de la nature même des institutions religieuses, des forces organisées qui les soutiennent et de leurs représentants officiels, qui sont des pièces maîtresses de l'ordre bourgeois, il n'est pas acceptable de faire de quelconques accords programmatiques ou stratégiques avec eux. Il est fondamentalement contraire aux principes de l'indépendance de classe du prolétariat de soutenir ou de faire un accord programmatique ou stratégique avec les forces catholiques, les imams ou les partis musulmans, qui sont tous des forces bourgeoises quelles que soient par ailleurs leurs différences. On ne peut à cet égard que condamner la politique du SWP britannique, qui a fait une alliance électorale avec des partis bourgeois musulmans — orientation reprise en France par les camarades du NPA issus du groupe « Socialisme par en bas ».

Seules sont acceptables des actions communes ponctuelles de nature démocratique ou anti-impérialiste consistant à « frapper ensemble », mais à « marcher séparément », c'est-à-dire à se retrouver de façon circonstancielle dans un combat particulier malgré des motivations différentes, si cela permet de dynamiser la mobilisation des masses. Par exemple, on pouvait faire des actions communes démocratiques avec le pasteur Martin Luther King pour les droits civiques des Noirs aux États-Unis, mais aucun accord politique n'était possible car ce combat s'inscrivait dans le cadre du capitalisme et de l'État pour King,

alors qu'il n'était pour les communistes révolutionnaires qu'un aspect du combat ouvrier contre le capitalisme et l'État bourgeois — dans le cadre de la stratégie de la révolution permanente pour les trotskystes. De même, on pourrait faire des actions ponctuelles de front unique anti-impérialiste avec le Hezbollah pour le retrait des troupes françaises et de l'ONU du Liban et, en cas d'attaque armée comme en 2006, on doit même réaliser un front militaire pour la défense du peuple opprimé, pour la défaite du sionisme et de l'impérialisme ; mais aucun accord programmatique ou stratégique avec ce parti islamiste, donc bourgeois et en l'occurrence réactionnaire. De même encore, nous ne sommes pas contre manifester avec des associations religieuses contre la politique xénophobe de Sarkozy envers les Roms ou les sans-papiers en général ; mais nous ne mélangeons pas notre drapeau au leur.

Comme dans tous fronts uniques, il va de soi que les communistes révolutionnaires et les organisations ouvrières développent librement leur programme et continuent de combattre politiquement les autres forces du front. De plus, aucune action de front unique n'est possible si les autres forces de ce front s'attaquent par la violence aux communistes révolutionnaires et aux organisations de masse. C'est pourquoi aucun front n'est possible avec des islamistes qui s'attaquent aux grèves, aux syndicats, aux femmes qui combattent pour leur émancipation ou aux libertés des jeunes. De la même façon, le combat pour le front unique ouvrier — qui a bien plus d'importance et de contenu que tout autre front car il consiste à mobiliser sur des revendications proprement prolétariennes — implique le refus de toute violence entre les organisations du mouvement ouvrier ; en effet, le sens même d'un front unique est par définition de permettre le regroupement des masses pour leur mobilisation la plus efficace possible.

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO (64 pages)

➤ **Lutte des classes en France**

- Série de grèves partiellement victorieuses. Vive les luttes des travailleurs ! (p. 3)
- Gaz de schiste : Une bataille financière mondiale d'ampleur inédite et une nouvelle catastrophe pour l'environnement p. 6)
- Les leçons à tirer de la lutte victorieuse de l'ENS contre la précarité (p. 8)
- Colère Rouge : le cancer qui ronge la société (p. 10)

➤ **Politique française**

- PS : un programme de continuité avec le sarkozisme assaisonné de quelques mesurettes pour tenter de se distinguer de l'UMP (p. 11)
- Selon le « think tank » pro-PS Terra Nova, le divorce entre le PS et les classes populaires est définitif... et le PS doit en tirer les conséquences (p. 14)
- Une vague brune marine ? Fascisme et Front National (p. 16)

➤ **Conférence nationale du NPA (25-26 juin 2011)**

- TEXTE C : Pour une campagne présidentielle anticapitaliste et révolutionnaire, donnant aux luttes une expression politique indépendante (p. 19)
- Bilan du dernier Conseil Politique National (CPN) du NPA (14-15 mai) Reculer encore, renoncer encore ? (p. 21)
- Tribunes publiées dans « Tout est à nous » par les partisans du Texte C (p. 24)
- Contributions pour le bulletin du NPA préparatoire à la Conférence (p. 25)

➤ **Internationalisme**

- Pour une campagne prioritaire contre les interventions françaises et impérialistes en Libye, en Côte d'Ivoire et ailleurs (p. 27)
- Vive la mobilisation révolutionnaire de la jeunesse et des travailleurs en Tunisie, en Égypte, en Libye et dans tous les pays arabes ! (p. 29)
- Non à l'intervention des impérialistes en Libye ! (p. 38)
- Côte d'Ivoire : A bas le plan d'intervention militaire des impérialistes et de leurs suppôts (ONU, CEDEAO...) ! (p. 40)
- Plus c'est gros, plus ça passe : Les mensonges de la propagande impérialiste (p. 43)
- Liberté pour le dissident vietnamien Cù Huy Hà Vũ ! À bas l'État répressif et corrompu ! (p. 45)
- Déclaration de la Conférence européenne des travailleurs de l'industrie automobile (p. 46)

➤ **Nucléaire**

- La leçon de Fukushima : sortir du nucléaire et du capitalisme (p. 47)

➤ **Tribune libre**

- Mort des objets, vie du système (p. 51)

➤ **Economie**

- Dans un contexte de suraccumulation structurelle du capital dans les pays impérialistes, les pays qui subissent le plus la crise sont les pays où les attaques contre les travailleurs ont été les moins fortes (p. 53)
- Les « profits exorbitants » sont-ils à l'origine de la crise ? (p. 57)

➤ **Culture**

- Gil Scott-Heron s'est éteint le 27 mai à l'hôpital St. Luke de New York à 62 ans (p. 59)
- Sur la religion en général et le foulard musulman en particulier (p. 59)

Qui sommes-nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et RévolutionnairE) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondation du NPA, par les militants venant de l'ex-Groupe CRI (<http://groupecri.free.fr>), certains de l'ex-LCR (www.lcr-rouge.org) et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IV^e Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis. La Tendance CLAIRE a initié en mai 2010 le Collectif pour une Tendance Révolutionnaire (CTR) qui, avec d'autres camarades, a fonctionné jusqu'au dernier congrès du NPA (février 2011), portant la plateforme 4 (3,7% des voix). Trois des six élus de la position 4 au Conseil Politique National (CPN) du NPA sont membres de la Tendance CLAIRE.

La TC poursuit maintenant son combat originel pour constituer une grande Tendance révolutionnaire du NPA et s'adresse tout particulièrement aux camarades de la position 2 du NPA, en proposant de défendre un programme révolutionnaire cohérent et de le porter dans la lutte des classes, les entreprises, la jeunesse. Cela implique de combattre résolument les orientations mises en œuvre par la direction actuelle de notre parti et de surmonter, par le débat démocratique et la confrontation politique, les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs du NPA. En effet, c'est le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la « gauche de la gauche » qui est à l'origine de la crise actuelle du NPA.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le Bulletin *Au CLAIR de la lutte*. — N° ISSN : 2101-6135.

Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

Site du NPA : <http://www.npa2009.org>

Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr — Téléphone : 06 64 91 49 63